

REVUE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

Le poids des media

Le groupe Hachette-Filipacchi
G. de Roquemaurel - Politique et
presse mondaine

(page 7)

**L'AVENIR DE LA FRANCE AU
RISQUE DE SA DÉMOGRAPHIE**

(p. 11)

- Hommage à Jean Ferré (p. 4).
- Réseaux d'influence et « réservoirs d'idées » français (p. 15).
- Deux des hommes de Ségolène (p. 19).
- Le désastre scolaire se confirme (p. 21).
- Le dialogue social (p. 28).
- Un catalogue de livres pour répondre à la désinformation (pages centrales I-IV).

Lectures françaises

Revue fondée en 1957 par Henry Coston (†) assisté de
Michel de Mauny et Pierre-Antoine Cousteau (†)

Directeur de la publication : JEAN AUGUY

Secrétariat de rédaction : JÉRÔME SEGUIN

RÉDACTION, ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

SA D.P.F., B.P. 1, 86190 Chiré-en-Montreuil — C.C.P. D.P.F. 2920-71 M Bordeaux

Tél. : 05 49 51 83 04 Télécopie : 05 49 51 63 50

IBAN : FR76 30003 01630 00020041426 48

ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Préciser : NOUVEL abonné ou ANCIEN abonné.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

..... Code postal :

désire s'abonner POUR UN AN à Lectures Françaises.

Abonnement normal : 66 €. — Abonnement exceptionnel (*) : France : 58 €.

Etranger : 79 €. — De soutien : 90 € et au-dessus — Envoi sous pli discret : ajouter 21 €
au tarif retenu

Abonnement à recevoir à partir du n° de

Ci-joint la somme de €

en chèque, mandat ou virement postal au nom de D.P.F. (C.C.P. 2920-71 M Bordeaux).

Date et signature :

(*) L'abonnement exceptionnel ne couvre pas totalement nos frais. Il est réservé aux étudiants,
chômeurs... Veuillez ne l'utiliser qu'en cas de nécessité.

NOTE DE GÉRANCE

- Les abonnements entrent en vigueur avec le premier numéro à paraître après la date de réception de votre règlement. Ils ne peuvent porter sur les numéros parus pendant ou avant ce délai.
- Pour recevoir les numéros publiés antérieurement, veuillez les commander à part.
- Pour éviter toute interruption dans l'envoi de la revue il est nécessaire que votre réabonnement nous parvienne

avant que celui-ci soit échu. Nous envoyons un premier avis 2 mois avant cette date. Répondez-y par retour : votre échéance ne sera pas modifiée ; vous nous rendrez service en facilitant considérablement le travail de notre secrétariat.

- Nous vous remercions de bien vouloir vous conformer à ces quelques directives. Cela nous permettra de vous donner entière satisfaction.

Aidez-nous à diffuser ce numéro

(Conditions valables pour l'achat groupé de plusieurs exemplaires d'un même numéro)

Pour nous aider à recruter de nouveaux lecteurs, répandez le présent numéro autour de vous ; envoyez-le à ceux de vos amis que vous désirez convaincre de la justesse de nos révélations.

Commandez-le par quantités aux tarifs spéciaux suivants :

3 exemplaires (valeur 19,50 €)	16 €
5 exemplaires (valeur 32,50 €)	23 €
10 exemplaires (valeur 65 €)	32,50 €

Reproduction interdite, sauf accord de la direction

OUDIN Imprimeur - Poitiers
Dépot légal n° 1800 - 2006
Commissaire paritaire des publications N° 0609 K 84977

Directeur de la publication : Jean AUGUY
Responsable de la rédaction : Jérôme SEGUIN
Tirage : 6 300 ex.

La règle du jeu

« *L'opinion est la reine du monde, parce que la sottise est la reine des sots* ».
(Chamfort)

Il est des clameurs qui ne trompent pas : la course est sur le point de partir. Les auriges auto-désignés ont déjà du mal à retenir leur équipage et le ton des querelles fraternelles devient plus âpre. Pourtant, pour l'instant, les harangues ne se font qu'au nom de la rose. Qu'en sera-t-il dans les prochaines semaines ? De mauvais esprits pourraient être tentés de voir dans le cirque français comme un écho des passions populaires qui, à Rome et à Constantinople, accompagnaient les courses de chars. Déjà les partisans bleus cherchaient à frictionner virilement les dos des verts. Déjà le pouvoir offrait des jeux et distribuait de quoi nourrir le peuple. Déjà les émeutes ensanglantaient les rues. Et les habitués des palais voyaient plus loin que les promesses. Comme le disait Tacite : « *Les chefs combattent pour la victoire ; les soldats pour les chefs* ».

Mais voilà plus de deux siècles qu'un puissant souffle démocratique a balayé les ténèbres des âges obscurs. Même ceux qui n'avaient aucune opinion, purent la donner. Encore fallait-il élaborer des règles du jeu électoral et les imposer comme l'alpha et l'oméga de la félicité publique. On retrouve la preuve du côté perfectionniste des Français à ce qu'ils semblent hésiter sur les bonnes solutions. Une bonne quinzaine de Constitutions ont été essayées et ce n'est pas fini. Comment ne pas être cependant plein de gratitude pour l'heureux destin qui, en nous comblant des bienfaits des différents types de scrutins, nous a doté d'assemblées parlementaires et de présidents de la République dont la qualité, la culture et le courage nous sont universellement enviés ?

La nouveauté, cette année, vient des moyens techniques employés pour solliciter les ralliements à tel ou tel compétiteur. La pression des media est devenue si intempestive qu'elle oppresse littéralement l'électeur de base. On peut parler de saturation médiatique. Jusqu'à présent tous les journalistes aux ordres s'en félicitaient. Ne participent-ils pas à la formation civique du peuple ? Seulement avec la pente pipeule de la télévision et des magazines, le bombardement médiatique impose les mêmes sujets, nous parle des deux « principaux » candidats : Sarko et Ségo. Ce gavage a pour conséquence de faire monter les cotes sondagières des candidats. Si cela fait l'affaire de leurs mentors et commanditaires, cette embellie plonge leur adversaires dans une rage verte. Ces grincheux parlent ouvertement d'une « démocratie d'opinion », c'est-à-dire que la popularité des candidats serait extorquée (par la saturation médiatique) aux électeurs. Evidemment cela vise Sarko et surtout Ségo. Je n'invente rien. Lionel Jospin, dans son rôle d'« austère qui se marre » a parlé, pour le regretter, de « *la force des pressions exercées sur le parti au nom de l'opinion* ». Il a fait le constat connu, à savoir que le développement général des moyens modernes de communication est

entré en concurrence avec la démocratie représentative et avec le suffrage universel. Je comprends que, pour les vieux professionnels de la politique, le coup est rude.

Tous les apparatchiks, non seulement ceux élevés au lait Marx-Lénine and Co, mais aussi leurs petits camarades de la droite et du centre mou réunis, sont plongés dans les affres du doute zénonien. Ils ne représentaient pas grand-chose avant, alors à présent que l'opinion s'exprime par d'autres canaux, devront-ils pointer à l'ANPE ? Je vois bien que le reproche principal, fait aux personnalités célébrées par « l'opinion », est d'être populaires. Or pour m'en tenir au XX^e siècle, les dirigeants politiques populaires furent nombreux pendant cette période. Y compris parmi les tenants de la dictature même si, sur ce point, tout le monde feint l'oubli total. Mais l'œil d'aigle de nos vrais républicains a immédiatement su distinguer : un homme politique de droite populaire est un marginal inadapté, hérissé de tendances malsaines et fascistoïdes. Bref, pour les hommes de partis, la popularité est synonyme de populisme. J'ai lu que même la madone des sondages, Mme Royal, a été diabolisée : elle a dit que les valeurs de la nation n'étaient pas incompatibles avec le socialisme. Un de ses chers camarades a glissé perfidement qu'on pouvait faire le rapprochement (national et socialiste). Kolossale finesse ! Néanmoins, ils devraient tous se méfier des pratiques nouvelles.

Des chroniqueurs ont applaudi à ces changements. Ils ont défendu l'aspect « paillettes » des reportages pipeux, en rappelant aux éléphants socialistes qu'ils avaient, eux aussi, sous le règne de Mitterrand, utilisé les émissions et photographies populaires pour se mettre en valeur. D'autres rédacteurs se sont posé les bonnes questions comme celle de Raphaëlle Bacqué dans *Le Monde* du 29/9/06 : « *un candidat peut-il finir par exaspérer les électeurs à force d'envahir leur univers ?* » C'est bien ce qui s'est passé en 2005, à la suite du matraquage de la campagne officielle (de l'UMPS) et médiatique, non sur un candidat mais sur l'Europe. Les électeurs ont montré qu'ils se refusaient à entériner ce que les pouvoirs avaient décidé à l'avance pour eux. Aujourd'hui, toutes les chaînes de radio et de télévision ressassent en boucle les mêmes anecdotes et déclarations principalement des duettistes Sarko et Ségo. Et la multiplication des chaînes n'a abouti qu'à montrer et parler des deux mêmes personnes. Parmi les conseillers de l'une ou l'autre, certains ont signalé qu'une trop forte présence finit pas lasser et rebuter. Mêlez au brouet servi par les chaînes des media, un fort assaisonnement de sondages qui, à part quelques nuances, vont dans le même sens. Le sondage est un domaine où la France excelle : nous sommes les détenteurs du record du monde avec deux sondages politiques publiés quotidiennement !

Donc pour l'instant, ce « monstre », comme disait Bernard Faÿ de l'opinion publique, éclaire de tous ses projecteurs les prétendants à la présidentielle. Certains voient là le signe de l'adoption d'une sorte de démocratie permanente. Il ne faut pas oublier que cette opinion publique ne vient pas par génération spontanée. Elle s'apparenterait plutôt aux virus ou aux microbes. Elle se cultive et

se propage par des moyens matériels connus. La presse, les clubs, les loges et autres cellules ont longtemps contribué à la contamination. De nos jours l'industrie médiatique a un rendement merveilleux dans les pays (y compris la Chine, Cuba, l'Iran, la Corée du Nord...) qui tous se disent sans sourciller démocratiques. Il faut bien croire que les messages passent puisqu'un peu partout, du moins dans les pays où les candidatures sont théoriquement libres, on voit un système à l'américaine se mettre en place : un bloc des centres (appelés droites) face à un bloc de gauche (ratissant du centre à l'extrême gauche). Puis au tour final, on constate une (quasi) égalité des voix. D'où des contestations sans fin, des proclamations remises à plus tard. On n'a pas oublié le long duel entre Bush et Gore aux Etats-Unis ; ce fut également le cas en Allemagne entre Mme Merkel et M.Schröder ; puis en Italie pour l'équipe Prodi ; au Mexique, le vaincu n'a pas accepté le résultat des comptages répétés des bulletins...Les spécialistes consultés sur cette maladie urnatoire des 50/50, arrivent à conclure à la même réaction des citoyens que celle que je signale plus haut : les électeurs excédés par les sondages qui présentent comme assurée la victoire d'un des deux candidats, votent pour son adversaire. Ce qui aboutit, le plus souvent, à ce que 1 % ou 3 % des électeurs les plus indécis décident de la majorité d'un pays.

Si je n'étais pas un farouche défenseur du système qui a son fondement (au sens anatomique) sur l'opinion, je pourrais penser que les deux « blocs » proposés aux citoyens sont les deux faces d'un système qui dupent les plus naïfs en leur imposant sa politique . Ne serait-ce que pour faire des économies, je continue cependant de proposer de tirer à la courte-paille.

Pierre ROMAIN

Carnet par dates

- **16 décembre** (62 – Liévin) : Fête de saint Nicolas à Riaumont (p. 38).

Rappel

- **10 décembre** (78 – Villepreux) : Vente-dédicaces de Noël de *Renaissance Catholique* (n°594, p. 50).

A propos de la dhimmitude

Dans le titre de notre précédent numéro est mentionné le terme **dhimmitude** qui nous a valu de nombreuses demandes d'explication. Ce nom vient de l'arabe **Dhimmi** qui désigne les Juifs ou les Chrétiens vivant en terre d'Islam et acceptant de se soumettre aux lois islamiques. Par extension, **dhimmitude** s'applique à une attitude d'allégeance aux exigences de l'Islam.

Jean FERRÉ

Jean FERRÉ est mort le 10 octobre dernier, à l'âge de 77 ans. Il était né le 29 mai 1929 à Chauvigny (20 km de Poitiers, dans la Vienne).

Jeune journaliste scientifique, il a collaboré à de nombreuses revues (dont Sciences et Vie), avant d'effectuer en automobile, la traversée du Rio de Oro en 1952 (dont il a relaté le récit dans le livre *Au désert interdit*).

Chroniqueur à Aux Ecoutés, il a fondé l'hebdomadaire Notre Epoque en 1955 (pour contrer l'influence grandissante du progressisme dans la presse catholique), puis, l'année suivante, le mensuel C'est-à-dire, qui disparut en 1959. En 1958, il a créé Artaban avec le directeur de théâtre Jacques Hébertot. Dans cette dernière publication se sont côtoyées des plumes prestigieuses : J. de La Varende, Stephen Hecquet, Pierre Gaxotte, Th. Maulnier, H. de Montherlant. Quelle brochette !

Il est intéressant de dire quelques mots de C'est-à-dire qui a réuni une brochette de rédacteurs incisifs et anti-gaullistes : Jean Lousteau, P.A. Cousteau, J. Ploncard d'Assac, L. Rebatet et J.F. Chiappe. Son ironie mordante valut à la publication les foudres de la justice et la saisie dans les kiosques, à tel point que, poursuivi pour son activité subversive, J. Ferré dut se réfugier quelque temps à l'étranger.

Défenseur de l'Algérie française, J. Ferré fut poursuivi pour «complicité avec les auteurs d'attentats contre la sûreté de l'Etat». Emprisonné à La Santé (1961-1962) puis au camp de concentration de Saint-Maurice-L'Ardoise (1962), il s'exila en Espagne de 1962 à 1974.

Il est ensuite devenu un spécialiste de la critique artistique et inventeur de la picturologie.

Collaborateur du Figaro-Magazine de 1978 à 1994, il y a tenu les rubriques radio et télé depuis 1981, d'où il a tiré Fidèle au poste (Albin Michel, 1986). Il a participé au développement de Radio-Solidarité, avant de créer Radio-Courtoisie, dont il a présidé le comité éditorial jusqu'à ses derniers jours.

Cette « radio culturelle du pays réel et de la francophonie » s'adresse à toutes les droites dans le domaine politique et à tous les talents dans le domaine culturel. Elle a accueilli, depuis sa première émission en direct, le 7 novembre 1987, des milliers de personnalités de toutes opinions. Autorisée le 24 juillet 1987 par la CNCL, Radio-Courtoisie a fait l'objet de diverses cabales pour tenter de lui interdire l'attribution de fréquences tellement son ton est anti-conformiste et peu enclin à se soumettre au « politiquement correct ».

Pendant 20 ans, Jean Ferré a animé et dirigé avec énergie cette station de radio dont « *l'existence constitue un outrage aux moeurs du temps* » (selon ses propres termes). Aujourd'hui, elle est orpheline d'un père qui a guidé les pas de son enfant jusqu'à sa majorité pour la confier à une équipe qui s'est peu à peu constituée pour poursuivre ce qu'il a entrepris contre vents et marées.

Depuis 1989, les responsables et animateurs de Radio-Courtoisie organisent, une fois par an, une Journée de la Courtoisie au cours de laquelle les auteurs qui interviennent sur les ondes, se retrouvent pour dédicacer leurs livres. C'est assurément une des plus grosses manifestations littéraires et culturelles qui se déroulent actuellement en France. Songez qu'en 2006, elle a réuni quelque 400 auteurs qui ont signé leurs ouvrages à des milliers de visiteurs. A ce propos, nous devons une très grande reconnaissance à Jean Ferré car c'est lui qui a eu l'idée de demander à ce que la totalité de l'approvisionnement des livres soit confiée à notre librairie SA DPF. Le travail en est très lourd, mais il apporte chaque année un surplus de ventes des plus appréciables, même si du fait de l'importance des frais engagés pour réussir ce pari, le bilan strictement financier ne laisse qu'une très minime marge. De plus, il est, pour D.P.F., une occasion d'étendre sa notoriété.

La direction et la rédaction de Lectures Françaises présentent à ses amis, son entourage et toute l'équipe de Radio Courtoisie – dont nous connaissons bien plusieurs de ses membres – l'expression de leurs condoléances attristées et l'assurance de leur amitié et de leur soutien dans cette épreuve.

Ses obsèques ont été célébrées le 16 octobre dans l'église de Saint-Germain-en-Laye, en présence d'une foule nombreuse dans laquelle se trouvait Jean Auguy, représentant toute l'équipe de Chiré.

Jérôme SEGUIN

★

« Jean Ferré fut de ces aventuriers pour qui prendre la route consistait d'abord à partir en quête. Qui a lu *Désert interdit*, publié en 1953 après un périple en voiture à travers le Rio de Oro, alors dans le Sahara espagnol, et longtemps introuvable avant d'être réédité, voici quelques années, par les éditions de l'Age d'Homme, avec préface du général Pierre-Marie Gallois?

Jean Ferré, fasciné par Antoine de Saint-Exupéry, y livra "le premier témoignage 'moderne' sur cet univers inaccessible, transformé en mythe par les plus grands écrivains [et] une des dernières visions poétiques d'un monde à jamais désenchanté par le progrès des techniques et de la communication". Paradoxe apparent d'un homme qui deviendra justement un homme de communication, non pas pour le plaisir ou la notoriété, mais par nécessité » (Extrait de *Minute*, n°2278, 18/10/2006, 15 rue d'Estrées, 75007 Paris).

« Je garde en moi les grands moments de rencontre que vous m'avez procurés. Ils sont si nombreux que je ne peux pas les citer tous... mais chaque fois, je sortais de votre studio,

content non de ce que j'avais dit mais de ce que j'avais entendu (...). Au seuil de votre tombe, dans le recueillement qu'impose votre départ de soldat, je vous redis mon admiration, et, par-delà la mort, dans cette vie de l'esprit qui ne finit pas, une amitié, qui, elle non plus, ne finira pas » (Jacques Trémolet de Villers, *Présent*, n°6193, b18/10/2006, 5 rue d'Amboise, 75002 Paris).

Livres écrits par Jean Ferré:

- *Au désert interdit* (Editions André Bonne, 1954. Réimpression Editions Age d'Homme, 2000).
- *Watteau*. 4 tomes (Editions Athena, 1972) épuisé.
- *Lettre ouverte à un amateur d'art* (Editions Albin Michel, 1974) épuisé.
- Deux catalogues des expositions *Pélerinage à Watteau* (Paris, 1977) épuisé.
- *Velázquez et son temps* (Tokyo, 1980) épuisé.
- *Watteau, soixante chefs-d'oeuvre* (Editions Vilo, 1982) épuisé.
- *Fidèle au poste* (Editions Albin Michel, 1986) épuisé.

*

« Mes relations avec Jean Ferré sont très anciennes; elle remontent à l'époque où notre équipe étudiante était très attirée par Lisbonne et Madrid; c'est dans cette dernière ville, vers 1970, que nous l'avions rencontré ainsi que son frère, et nous l'avions retrouvé quelques années plus tard à l'occasion de la fête du livre de Nice (1975).

Puis une relation très forte s'établit vers 1989 avec la grande fête du livre de *Radio-Courtoisie* dont nous assurons la gestion depuis plus de 15 ans. J'avais été convié à un déjeuner par Jean-Luc de Carbuccia pour préparer cette première collaboration; de quel poids son origine poitevine et les contacts madrilènes avaient-ils pesés ? Je ne sais, mais nos relations ont toujours été cordiales et en même temps rigoristes quant aux conditions du travail.

On peut discuter les options prises par sa radio : à sa place, nous n'aurions pas agi de la même façon : c'est un jugement que doivent porter de même certains abonnés sur le contenu de la rédaction de *Lectures Françaises* ! Mais il faut reconnaître que *Radio Courtoisie* a eu une influence considérable et que, autant Chiré que Duquesne, lui doivent beaucoup.

En 2005, il avait accepté que nous reproduisions son article sur Gaxotte dans notre *Cahier* n°20 allant jusqu'à corriger lui-même la notice biographique, ce qui la rend particulièrement fiable.

Je garde de lui le souvenir d'un grand Monsieur qui a toujours exprimé sa sympathie agissante à l'égard des activités de notre centre de Chiré. A son frère et à sa famille, je présente mes sincères condoléances ».

Jean AUGUY

Le poids des media

CHANGEMENTS CHEZ HFM.

Gérald de ROQUEMAUREL, PDG d'**Hachette Filipacchi Medias**, qui, entre autres, édite *Elle*, *Paris Match*, *Télé 7 Jours*..., a finalement été évincé du groupe en septembre dernier. Selon des rumeurs persistantes, Arnaud Lagardère, patron d'**HFM**, n'aurait pas été satisfait des résultats. Il exige une rentabilité de 12 % de « l'activité presse » qui, selon le mensuel *Enjeux Les Echos*, ne dégagait que 8 %. Fin juillet, **Hachette** a annoncé un chiffre d'affaires de 911,3 millions d'euros au premier semestre, soit une baisse de 1,1% en données comparables. Ce qui a été qualifié de « performance décevante ». L'action Lagardère avait perdu près de 15 % depuis le début de l'année.

M. de ROQUEMAUREL est considéré dans le monde de la presse comme un patron fort qualifié. Sa biographie permet de le « situer » dans ce milieu. Son père, Ithier de Roquemaurel, décédé en 1996, qui descendait de Louis Hachette, avait une formation d'ingénieur. Il devint vite président de sociétés dans la tradition familiale : PDG de *Brodard et Taupin* puis responsable à divers échelons de **Hachette**, la « pieuvre verte », avant d'en devenir le PDG. Ses fils suivront ses traces. Celui qui nous intéresse ici, Gérald, est né en 1946. Ayant « fait » l'ENA (même promotion qu'Alain Juppé), il resta peu de temps dans l'administration avant de rejoindre le groupe **Hachette-Filipacchi** et y fit toute sa carrière. Il y devint, en 1972, le bras droit de Daniel Filipacchi (qui selon ses propres dires, lui a tout appris) et durant des années, il eut en charge la plupart des magazines. En particulier ceux participant au « *matraquage visuel et musical des adolescents* » (Yann Moncomble) dans les dernières décennies : *Mademoiselle Age tendre*, *20 ans*, *Union*, une revue érotique...

Durant des années, Gérald de ROQUEMAUREL a été le directeur-gérant de *Playboy* (édition française) et membre du Comité de direction de *Lui*. Dès 1977, il fut administrateur général de *Paris-Match*, en 1981, vice-président puis vice-PDG de *Edi 7* (la structure éditant les journaux d'**Hachette**). Il se flatte d'avoir, depuis vingt ans, lancé « à l'international » des versions de « *Elle* » (en Chine, en Russie...). Comme son père, il accumule les places dans des conseils d'administration : ceux de *L'Echo républicain de Chartres*, des *Dernières nouvelles d'Alsace*, du *Parisien Libéré*, du groupe *Le Provençal* (en 1987). Même accumulation de casquettes dans le groupe **Filipacchi** : à partir de 1984, il est administrateur-général des *Publications Filipacchi*, administrateur d'**Hachette** depuis 1987, PDG de *Quillet*, du *Nouvel Economiste* (1991-1993). Jean-Luc Lagardère lui avait confié la gestion très politique des *NMPP*, coopérative de distribution de presse, dont **Hachette**

détient 49 % du capital. Son frère Guy a eu de hautes responsabilités dans **L'Européenne de banque**, il fut associé des Rothschild et il additionne, lui aussi, les présences dans des conseils d'administration. Gérald, comme son père, est membre du club huppé *Le Siècle*.

Certains estiment qu'en se séparant de M. de ROQUEMAUREL, Arnaud Lagardère se prive d'un excellent connaisseur de la presse. C'est qu'**Hachette Filipacchi Médias**, est le premier éditeur de magazines au monde en nombre (260 titres) et que son patron (du moins jusqu'à la fin de cette année) discute d'égal à égal avec les responsables des grands trusts des media mondiaux : *Bertelsmann, Time Warner, Murdoch*. Il connaît les hommes et les problèmes des journaux français. D'autant plus que l'on trouve la présence de **HFM** et de M. de Roquemaurel dans tous les groupes de presse français : **HFM** détient par exemple 42 % du groupe *Marie-Claire*, 25 % du groupe *Amaury (L'Equipe, Le Parisien...)*, 49 % de *Psychologies Magazine*, 17 % du capital du *Monde SA* (et Gérald de Roquemaurel siège au conseil de surveillance de cette dernière entreprise).

Arnaud Lagardère a décidé de maintenir dans certaines fonctions ce précieux collaborateur : aux *NMPP* dont le rôle est jugé indispensable dans la distribution de la presse ; et comme « médiateur » pour veiller au rapprochement du pôle de presse régionale de *Lagardère* et de celui du *Monde*. Sans parler du titre de « conseiller spécial ». Une des raisons avancées plus ou moins clairement dans cette éviction, est la volonté d'Arnaud Lagardère de désigner un homme plus jeune venu des « télécoms » afin de faciliter la « convergence entre l'écrit et le numérique » ! L'élu est déjà connu. Il s'agit de Didier Quillot, ex-PDG d'*Orange France*, qui devrait prendre, dans les jours prochains, à la fois la présidence des directoires d'**HFM** et de *Lagardère Active* (qui regroupe les radios dont *Europe 1*, les télévisions et les activités Internet).

PUB ET PIPEUL.

S'inspirant des émissions de marionnettes et d'imitateurs à la radio, des titres de presse « pipeule » ont utilisé les photos de certains candidats aux présidentielles en leur prêtant des phrases de « réclame » en leur faveur. Par exemple le groupe *Prisma* a fait la promotion de son titre pipeul *Voici* en prenant comme tête d'affiche **Laurent Fabius**. L'ancien Premier ministre et ses frisettes ont été vus sur des centaines de petites affiches placardées à Paris un peu partout avec la phrase qu'il a bien prononcée dans *L'Express* à propos de sa concurrente Ségolène Royal : « *Je préfère dire "Voici mon projet" plutôt que "mon projet c'est Voici"* ». » M. Fabius s'est tout à fait opposé « à la dérive people de la politique et de la presse ».

Ce thème des « couples » politiques a été lancé semble-t-il par l'agence de *RTL, Scher Lafarge*, en début d'année. Une affiche titrée « *vivre ensemble* » montrait deux couples : **Ségolène Royal - François Hollande** et

de l'autre côté **Nicolas Sarkozy** et **Dominique de Villepin**. Début septembre, ce fut *Europe 1* qui, adoptant un projet de *Publicis Conseil*, présentait **François Bayrou**, **Ségolène Royal**, **Nicolas Sarkozy** et **Jack Lang**, tous costumés « hip-hop » (chaînes en or autour du cou, casquette ...). Ils étaient censés illustrer la question : « *Que faire pour que les jeunes croient encore à la politique ?* » Un responsable de *Publicis* se justifia en faisant remarquer que c'était la version publicitaire de ce qui se passe ...lorsque Ségolène Royal danse avec Jamel Debbouze sur le plateau de *Canal+*. Les agences savent que ces « coups marketing » feront parler et qu'ils bénéficieront des retombées médiatiques inespérées. Par ici la monnaie !

Arnaud Montebourg, député de Saône-et-Loire et porte-parole de la candidate Mme Royal, prétend avoir été piégé. Il avait accordé un entretien à Daniel Bernard, journaliste à *Marianne*. Mais celui-ci étant également pigiste à *Gala*, fit publier dans ce magazine un reportage consacré à « Arnaud Montebourg, le play-boy de Ségolène ». Estimant que cette publication lui faisait un grand tort, le porte-parole a assigné *Prisma Presse* en justice. Quant à la photo avantageuse qui accompagnait l'article, elle avait été prise par un photographe lyonnais plusieurs mois auparavant et **M. Montebourg** savait qu'elle serait mise dans le circuit habituel des photos de presse. Une dizaine de jours plus tard, *Gala* a récidivé en mettant à la « une » **Ségolène** avec un titre accrocheur : « Ségolène intime : tous ses secrets de famille : amour, enfants, jeunesse, argent... » A l'intérieur un reportage du même Daniel Bernard (il a aussi signé un livre *Madame Royal*, ed. Jacob-Duvernet) dans lequel on voit des photos de madame et sa famille. On ignore si l'article, qui comporte de nombreuses citations de l'intéressée, a été réalisé avec son accord ou non. Elle n'a pas protesté. *Gala* semble apprécier **Mme Royal** et lui a consacré quatre ou cinq longs articles favorables avec photos. En revanche, les clichés publiés dans *Closer* (groupe *Mondatori*) et à la « une » de *VSD* (*Prisma Presse*) montrant la présidente en maillot de bain, furent pris et publiés, semble-t-il, sans son accord. Elle a envisagé de porter plainte puis s'est ravisée. Du moment qu'elle est au centre des commentaires...Les deux magazines ont fait ce qu'ils connaissent bien : la photo scandaleuse ou intime fait vendre. Dans ce cas, les ventes ont atteint des records (le meilleur chiffre sur trois ans pour un mois d'août). Ce qui aurait payé les éventuels frais d'un procès. Finalement on ne sait qui des politiques ou des journaux font le mieux la promotion des seconds.

LES APPÉTITS DES ANIMATEURS-PRODUCTEURS.

Nous avons déjà évoqué cette question. Il faut y revenir. La télévision occupe désormais le rôle d'un véritable pouvoir politique avec ses codes et une efficacité assez impressionnante. Ceux qui proposent des émissions, des téléfilms, des documentaires participent du bourrage de crâne général. Leur responsabilité est considérable. Il importe de connaître les

hommes et leurs sociétés, d'essayer de découvrir leurs budgets. En moins de vingt ans, les producteurs indépendants sont devenus majoritaires dans les programmes. Selon une enquête du *Monde* parue le 26/9/06, parmi les « 8760 heures d'émissions diffusées par TF1 en 2005, 77 % ont été commandées à des producteurs extérieurs ». Et dans la fiction, « genre roi », la part des indépendants est encore plus forte. Elle dépasse les 86 % sur TF1. En 2005, l'ensemble des chaînes hertziennes ont « commandé 844 heures de fiction, pour un montant de 471,1 millions d'euros. Selon son cahier des charges, France Télévisions est obligée de verser 18,5 % de son CA à ce genre de productions et TF1 pour 2005, devra verser 26,5 % du 1,6 milliard d'euros de recettes publicitaires réalisées cette année-là pour aider les productions audiovisuelles et cinématographiques ». Les programmes de variétés, de jeux, de « talk-shows », ne sont aucunement tenus aux mêmes obligations. Ce sont ces émissions qui ont fait les fortunes des animateurs-producteurs, qui ne sont qu'une partie de la production et donnent une vague idée des sommes en jeu. Suite à l'ouverture de l'audiovisuel au privé, on observa des surenchères étonnantes. En 1987, M. Elkabbach, alors président de *France Télévisions*, encouragea la création des sociétés de production dont les Français connurent les fantastiques revenus. Exceptés deux ou trois producteurs (Christophe Dechavanne et *Société Coyotte* ; *Magic TV* de Patrick Sébastien ; *KM Prod* de Michel Denisot) qui refusent de faire connaître leurs chiffres d'affaires, on sait ce qu'il en est à peu près pour 2005. Mais les zones d'ombre restent nombreuses.

Les plus gros bénéficiaires sont ceux des entreprises liées à TF1. La société *Unimédia Loribel*, de Bataille et Fontaine (émissions : « Utile », « Y'a que la vérité qui compte »...et les coproductions avec Cauet) avoue un CA de 24 M.€. *Be-Aware* de Sébastien Cauet donne un CA de 543 900 €. *Quai Sud* de Julien Courbet (« Sans aucun doute », « Les 7 péchés capitaux », « Confessions intimes »), CA de 38 M.€. *Réservoir Prod* de Jean-Luc Delarue (« Ca se discute », « Jour après jour », « Toute une histoire », « Le grand zapping de l'humour », « Symphonic Show »), CA de 33 M€. *Case Prod* (Endemol France) de Jacques Essebag, alias Arthur, le plus riche des animateurs-producteurs (« Les enfants de la télé », « A prendre ou à laisser », « Star Academy »), CA de 200M €. *Elephant et Cie* d'Emmanuel Chain (« Sept à huit »...) CA de 15 M €. *PAF* de Marc-Olivier Fogiel, CA de 11 M €. *DMD* de Michel Drucker (« Vivement dimanche », « Vivement dimanche prochain », « Samedi soir avec »), CA de 16,9 M €. *GD Productions* (Carrère groupe) avec Guillaume Durand (« Esprits libres ») CA de 7,5 M €. *Ardisson et Lumières* avec Thierry Ardisson (« On a tout essayé... »), CA de 6,8 M €. *Air production* avec Nagui (« Taratata »), CA 5,9 M €. Selon un bon connaisseur de ces questions, « le plus maladroit des producteurs réalise une marge minimale de 15 % sur son chiffre d'affaires ». Ce qui donne une petite idée.

Michel LEBLANC

L'avenir de la France au risque de sa démographie

L'effondrement démographique de la France est un des éléments les plus immédiatement perceptibles de son déclin. Il suffit de se promener dans la rue...

Bien sûr, dans l'absolu, les chiffres ne sont pas catastrophiques ce qui permettait au président Chirac de déclarer : « La France est le pays à la démographie la plus dynamique en Europe derrière l'Irlande. »

Ce satisfecit doit être nuancé par trois considérations :

- le seuil de renouvellement des générations n'est pas atteint. Il faudrait 2.1 enfants par femme, il y en a 1.94.
- le taux de natalité de la France prend en compte les populations des DOM-TOM essentiellement d'origine non européenne et à la fécondité beaucoup plus élevée que les populations autochtones de métropole,
- une part importante de ce taux de natalité est assurée par des populations d'origine étrangère ou récemment naturalisées dont le taux de natalité est bien supérieur à celui des françaises de souche.

Toutes les études dans ce domaine sont rendues très difficiles par l'interdiction faite de travailler sur les origines ethniques des populations. Il est juste permis d'observer que les zones de plus forte natalité (Languedoc-Rousillon, PACA) sont également les régions où la population d'origine étrangère est la plus importante.

Il paraît raisonnable de penser que le taux de fécondité des françaises de souche est analogue à celui de nos voisines italiennes : 1.33 ; espagnoles : 1.29 ou belges 1.64.

La population de la France continuant d'augmenter à un rythme régulier (63 millions d'habitants en 2006), une part notable de cette augmentation de population est liée à l'immigration directe ou aux enfants de l'immigration.

On estime ainsi à 8 millions le nombre d'étrangers et de Français récents sur le territoire national, le rythme des acquisitions annuelles de la nationalité française par naturalisation ou déclaration étant de l'ordre de 150 000 personnes auxquelles il faut adjoindre les acquisitions de nationalité à la naissance ou à la majorité.

Tout ceci permettait au cardinal Lopez Trujillo, préfet du Conseil pontifical de la famille, de déclarer lors d'une conférence sur « La famille dans la nouvelle économie » le 21 janvier 2006 à Rome : « En France environ une naissance sur trois provient d'une famille musulmane » .

Cet effondrement démographique est ancien. Au XVIII^e siècle la France est de

très loin, le pays le plus peuplé d'Europe ; c'est une des raisons de son rayonnement culturel et de son influence politique à cette époque.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire sont un désastre démographique.

En 1789, malgré un ralentissement déjà amorcé de la natalité, la population de la France est le double de celle de l'Allemagne, en 1860 les populations sont à égalité. Dans une société rurale l'obligation, légale depuis la Révolution, pour les propriétaires terriens de partager de manière égale leurs terres entre leurs différents enfants, joue un incontestable rôle de frein démographique.

En 1913 la fameuse loi instaurant un service militaire de trois ans a pour objectif de permettre à la France d'aligner autant de soldats que l'Allemagne.

Après la saignée de la Première Guerre mondiale, la France de 1938 est un pays qui ne renouvelle plus ses générations.

En 1939 le gouvernement de front populaire (conseillé par Alfred Sauvy) met en place une politique familiale qui sera confortée par le gouvernement de l'Etat Français puis par ceux de la IV^e République.

La fin de la Seconde Guerre mondiale manifeste ainsi une relance spectaculaire de la fécondité.

Aux mesures financières du front populaire –création des allocations familiales- est venue s'adjoindre la valorisation « médiatique » de la famille dans le cadre plus large de la Révolution Nationale.

Cette expérience et d'autres manifestent qu'une relance démographique est la conjonction de deux éléments :

DES AIDES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES.

Toutes les études montrent que le souhait des femmes françaises est d'avoir en moyenne 2,4 enfants. A ce niveau les générations sont renouvelées. C'est pour des raisons financières que beaucoup de femmes renoncent au troisième enfant qui change tout en terme de démographie.

La naissance d'un enfant supplémentaire entraîne aujourd'hui, dans les faits, une chute de 20 % du niveau de vie de la famille concernée.

La Suède a mené pendant quelques années une politique d'aide financière aux familles qui lui a permis de redresser sa natalité. L'Allemagne d'Angela Merkel vient de prendre des mesures en ce sens de même que la Russie de Vladimir Poutine.

Rappelons qu'en France les allocations familiales sont en fait de plus en plus des allocations sociales car soumises à des conditions de ressource. Il ne s'agit plus de permettre à une famille nombreuse d'avoir le même niveau de vie que la même famille sans ou avec peu d'enfants, mais de permettre à une famille aux faibles revenus d'avoir

le même niveau de vie qu'une famille aux revenus plus élevés mais ayant plus d'enfants.

L'approche qui devrait être horizontale : à revenus et responsabilités identiques, même niveau de vie des familles quel que soit le nombre d'enfants, est devenue verticale : assurer à tout le monde le même niveau de vie.

Le diktat socialiste s'est imposé dans les esprits, privilégiant l'égalité par rapport à la justice, les 2 termes n'étant absolument pas synonymes.

UNE VALORISATION CULTURELLE DE LA FAMILLE ET DONC DE LA FEMME DANS SA RESPONSABILITÉ DE MÈRE ET DE PREMIÈRE ÉDUCATRICE DE SES ENFANTS.

Je ne sais plus quel hiérarque socialiste avait déclaré, il y a quelques années qu'une femme qui n'avait pas d'activité professionnelle était une « grosse légume ».

Or ce sont les naissances de rang 4, 5, 6 et au-delà qui assurent la vigueur démographique d'une population. Elles sont très difficilement compatibles avec une activité professionnelle maternelle. N'est-il pas, disons euphémiquement, paradoxal qu'une femme qui s'occupe des enfants des autres comme nourrice auxiliaire puéricultrice, éducatrice..... soit rémunérée et cotise pour sa retraite, alors qu'une femme qui s'occupe de ses propres enfants n'est pas payée et n'acquiert pas de droits pour sa retraite ?

Depuis le milieu des années 1970, les générations ne sont plus renouvelées (la loi Veil est de 1975), la population vieillit et il est en train de s'opérer sur le territoire national une transfusion de population comme on parle de transfusion sanguine. Comme le dit élégamment Ségolène Royal : « La France s'est diversifiée, colorée sans admettre totalement ce qu'elle est devenue » ou plus crûment l'écrivain Jean Eric Boulain : « Le peuple français s'est dissous en un temps record. Vingt ans peut-être ». Ce remplacement d'une population par une autre est facilité par un système d'allocations familiales qui ne prend pas en compte le critère de la nationalité pour son attribution : il suffit d'habiter en France. Les allocations familiales ne soutiennent pas la natalité française mais la natalité hexagonale (en y incluant cependant la population des DOM/TOM) . De même le code de la nationalité, qui fait en particulier de tout enfant né de parents étrangers sur le territoire français un citoyen français , rend dans la pratique toute la famille de cet enfant inexpulsable, si elle est en situation irrégulière, et multiplie les Français de « papier » car, fort logiquement, les personnes inexpulsables ont vocation à être un jour ou l'autre naturalisées si tel est leur vœu.

Les conséquences de cet hiver démographique sont multiples :

- Récession économique – en effet les périodes de croissance démographique sont des périodes de forte consommation car il faut nourrir, vêtir, loger, enseigner, distraire... ces chères « têtes blondes » alors qu'une population âgée épargne et ne développe

substantiellement que les activités médicales et touristiques.

- Vieillesse de la population qui met en péril le fonctionnement du système actuel de retraite par répartition,

- Appel inexorable à l'immigration tant il est dans la nature des choses que les zones riches de basse pression démographique soient l'objet de la convoitise des zones pauvres de haute pression démographique. Cela d'autant plus que ces informations sont connues de toutes les populations déshéritées de la planète, que les moyens de communication entre continents sont devenus très rapides, que le risque d'expulsion est quasiment nul en cas de violation des lois sur l'immigration et que tôt ou tard les régularisations des clandestins interviennent,

- Politiquement le vieillissement du corps électoral rend toute tentative de modernisation de notre système par des réformes, toujours nécessaires pour s'adapter à un monde qui change, mais parfois douloureuses, bien difficile. De plus ce sont les minorités politiques qui font les élections. Ainsi en Allemagne, ce sont les Allemands d'origine turque (800 000 bulletins de vote) qui en votant Schröder à 85 % ont limité la victoire de la CDU/CSU.

- Géopolitiquement la France dispose encore d'un des 5 sièges permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce siège est de plus en plus discuté en particulier par l'Allemagne, pays le plus peuplé d'Europe. Le poids démographique de la France dans le monde ne cesse de diminuer ; si la Turquie rejoint l'Union européenne, elle aura plus de députés au parlement européen que la France.

L'enjeu démographique, c'est de faire comprendre à un peuple qu'il n'est qu'un maillon d'une chaîne qui n'a pas commencé avec lui et qui ne doit pas s'arrêter avec sa mort.

« Sans vision, les peuples meurent ».

Nous y sommes.

Jean-Pierre MAUGENDRE

Bien manger ? Bien dormir ?



À Lyon 8°

L'Auberge Savoyarde



72, avenue des frères Lumière

04.78.00.77.64

l'Hôtel LE LUMIÈRE

26, rue Villon

04.78.00.66.81

Fax: 04.78.00.08.43

Établissements mitoyens dans le quartier de Monplaisir, berceau du cinématographe

Réseaux d'influence

et « réservoirs d'idées » français

Faut-il voir, comme de nombreux indices le donnent à penser, dans les actuels cercles de réflexion et autres « réservoirs d'idées » (*think tanks* chez les Anglo-saxons), des émanations ou des copies des cercles d'analyses ou de décisions développés selon les modèles maçonniques ? Toujours est-il que la chose n'est pas nouvelle en France. Sans remonter à la Synarchie des années 30-40 qui eut des influences certaines sur les « pères de l'Europe » tel Jean Monnet, notre pays eut des « sociétés de pensée » et des « comités » dans lesquels des personnes de talents, dotées de financements importants, développaient de vastes plans d'organisations sociales. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale se multiplièrent des « clubs » qui cherchaient à regrouper tous ceux qui, de gauche comme de « droite », exerçaient une influence économique, politique ou intellectuelle. Ce fut un peu le principe du *Siècle* (voir le livre *Au cœur du pouvoir*, Facta, 1996. Actuellement épuisé). D'autres plus nettement marqués à gauche prirent des positions plus directement politiques, tel le *Club Jean Moulin* (1958-1970) ou la *Fondation Saint-Simon* (1982-1999).

Ces cercles cooptent en général des hauts fonctionnaires, des politiques, des intellectuels et des chefs d'entreprises. Aux Etats-Unis, ce genre de clubs, au recrutement moins fermé qu'en France et aux orientations parfois ciblées, s'est vite répandu. Ils groupent des chercheurs dans toutes les disciplines (géopolitique, finances, media, psychologie des foules...) et proposent des projets dont certains sont repris par les gouvernements. On les appelle des réservoirs d'idées (*think tanks*) et ils sont considérés comme des « universités sans étudiants ». Tous les animateurs de ces cercles – anciens ou nouveaux – considèrent qu'il est préférable de faire confiance aux « technocrates », aux « experts » qui, par définition, savent, plutôt qu'aux politiciens. Car certains de ces politiques pourraient proposer des solutions jugées trop nationales, anti-immigrationnistes, donc « populistes ». Un des buts des cercles est d'influencer l'opinion.

Aux Etats-Unis, il y aurait aujourd'hui plus de mille cinq cents « *think tanks* » et seulement quelques dizaines en France. En Amérique, ils disposent de gros financements provenant d'industries et de banques internationales ; en France, ils sont bien plus modestes et certains reçoivent des subventions de l'Etat. Tous sont, avec quelques nuances, de chauds partisans des solutions « globales », estimant que le sort de la Terre dépend d'une organisation économique et politique mondiale. Cette tendance est d'autant plus forte qu'avec l'usage d'Internet, les cercles peuvent échanger les idées, les expériences. Il y a donc déjà uniformisation.

Voici, en quelques mots, présentés ces « *réservoirs d'idées* » français.

A gauche : Le **Grand Orient de France** dont, malgré ses déboires internes et une certaine mise en sommeil, l'influence reste observable sur des questions de choix de société.

En temps réel, fondé en 2000, qui groupe des dirigeants d'entreprises et des hauts fonctionnaires. En fait, on retrouve une bonne partie des anciens de la *Fondation Saint-Simon*, par exemple : Olivier Nora (président de *Grasset*), Emmanuelle Wargon, Gilles de Margerie (du *Crédit Agricole*), Philippe Crouzet (haut responsable de *Saint-Gobain*), Denis Olivennes (Pdg de la *Fnac*), Laurent Joffrin (rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*), Pascal Lamy...

La **Fondation Jean-Jaurès**, fondée par le *PS* en 1992, elle fonctionne exclusivement sur fonds publics et détient un budget confortable de 2 100 000 euros (*Le Monde*, 02/09/06). Elle est présidée par Pierre Mauroy mais est animée par des équipes d'experts politiques, par exemple son délégué général, Gilles Finchelstein.

La République des idées, présidée par **Pierre Rosanvallon**, a été fondée en 2002 et fonctionne avec un budget de 150 000 €. Elle est spécialisée dans l'influence d'opinion et les media. Il semble qu'elle aurait dû alimenter la campagne de Mme Royal (ainsi que le réseau *Telos* de Zaki Laïdi), mais son secrétaire général, Thierry Pech, cherche à donner de son cercle un profil plus modeste. Cela tient peut-être au fait qu'en ayant construit semaine après semaine son propre réseau (*Désirs d'avenir*), Mme Royal semble passer par dessus les cercles d'experts pour puiser dans son forum d'échanges directs avec les citoyens. Cependant il faut s'arrêter un instant sur l'importante personnalité de **M. Rosanvallon**. Né en 1948, ce spécialiste des sciences sociales devint, dans les années 70, l'éminence grise d'Edmond Maire à la *CFDT*. Il est membre du *PS* depuis des années et il a enseigné à l'université. Depuis 1983 jusqu'à sa dissolution, il a été secrétaire général de la *Fondation Saint-Simon* qui regroupait les tenants de la « deuxième gauche » (barristes et rocardiens). Il a publié de nombreux articles et livres.

Le *Parti communiste* a créé la **Fondation Gabriel-Péri** en 2004 qui fonctionne avec un budget de 1 100 000 €. Elle réfléchit à la crise de la pensée communiste et prépare des analyses pour ses cadres.

La **Fondation Copernic**, créée en 1996, groupe diverses tendances de la gauche dite critique. Elle s'est signalée surtout lors de la campagne du « non » au référendum sur la Constitution européenne. Elle s'est fixée comme étude principale d'analyser les effets de la mondialisation et elle produit de nombreuses notes et publications destinées aux « acteurs » de l'altermondialisation (sur EDF/GDF, l'assurance maladie, le collège unique, le droit du travail...). Elle est présidée par **Evelyne Sire-Marin** [Ce magistrat née en 1954, est devenue en 2000 présidente du *Syndicat de la magistrature* mais en 2004 elle a été battue par Aïda Chouk ; elle est membre actif d'*Amnesty International*]. On trouve également plusieurs hauts fonctionnaires parmi les militants.

La **Fondation Confrontation Europe**, créée depuis 1991 par des éléments de la « gauche plurielle », comprend des déçus du mitterrandisme (à l'origine, son nom était *Confrontations*). On y trouvait Michel Rocard, Jacques Delors, Bernard Brunhes, Jean Peyrelevade, Christophe Le Duigou...). Dotée d'un budget de 100 000 €, elle est dirigée par l'(ex ?) communiste Philippe Herzog.

L'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), créé en 1990, se

consacre aux grandes questions internationales. Il a un budget de 1 500 000 €. Son président, très souvent présent dans les media, est **Pascal Boniface**, né en 1956, qui est devenu, depuis plus de vingt ans, un spécialiste reconnu des questions de défense et il dirige, entre autres, la *Revue internationale et stratégique*. On trouve à l'**IRIS** des représentants des différents courants des partis « républicains ». **Pascal Boniface** est un auteur très prolifique, avec de nombreux ouvrages portant sur les questions de défense. On y trouve développées des analyses mondialistes comparables à celles soutenues par la *Trilatérale* et les *Bilderberg*. **Pascal Boniface** a longtemps été membre de la commission de défense du *PS* et conseiller sur ces questions. Ayant été attaqué par certains socialistes, pour avoir critiqué la politique israélienne, il a démissionné du *PS* il y a trois ans.

Notre Europe, fondée en 1996, fut présidée par Jacques Delors, puis par **Pascal Lamy**. Ce dernier, ami de Jacques Delors, énarque et inspecteur des finances, est un ancien de la *Fondation Saint-Simon*. Très pragmatique, assez brutal, ce socialiste « en peau de lapin » est accusé par de nombreux analystes de « faire triompher le libéralisme intégral ». **M. Lamy** est membre de nombreux lobbies ou forum mondialistes : *Trilatérale*, *Bilderberg*, *CFR*, *Davos*, *Rand Corporation*, ...ou français (*Le Siècle*...). Il a été nommé, l'an dernier, président de l'*Organisation mondiale du commerce* grâce à l'intervention personnelle de Jacques Chirac auprès de George Bush. *Notre Europe* est dirigée actuellement par Tommaso Padoa-Schioppa, ministre italien de l'Economie et des Finances. Son budget est de 800 000 €.

Au centre droit, on trouve : La *Grande Loge nationale française*, qui se présente comme plus « conservatrice » que le *GODF*, mais conserve l'essentiel du corpus maçonnique et reprend la plupart de ses schémas mondialistes.

La *Fondation Robert-Schuman*, créée en 1992 par des libéraux et des démocrates-chrétiens. Dans son conseil d'administration, on trouve notamment : Michel Albert (centriste, ce banquier, apprécié des socialistes, a été membre de la *Fondation Saint-Simon*, il est également membre de la *Trilatérale*, de l'*Ifri*...) , Raymond Barre, Jean Faure, Jean François-Poncet, Xavier de Villepin... Elle est dotée d'un budget de 2 500 000 €. Elle a comme président **Jean-Dominique Giuliani** (né en 1956, maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1995, ce politicien proche de M. Monory, a travaillé dans les instituts de sondages. Il est considéré depuis une quinzaine d'années comme une « cheville ouvrière » des courants centristes. Il est membre du *Siècle*).

L'Institut Montaigne, créé en 2 000 et doté d'un budget de 2 000 000 € venant de fonds privés, défend des solutions libérales. Il est présidé par **Claude Bébéar**. Ayant fait fortune dans les assurances (*AXA*), ce chef d'entreprise est considéré comme le « juge de paix » du grand patronat. *L'Institut Montaigne* plaide pour une forte immigration, pour une politique en faveur de la « diversité », une politique de « discrimination positive ». Toutes notions puisées dans les « *think tanks* » américains. Parmi les têtes de *L'Institut Montaigne*, on trouve des intellectuels (Nicolas Baverez, Guy Carcassonne, Ezra Suleiman...) et des grands patrons : Alain Mérieux , Henri Lachmann (*Schneider*), Pierre Bellon (*Sodexo*), Bernard Arnault (*LVMH*), Serge Kampf (*Ernst & Young*, *Cap Gemini*)...

La *Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)* a vu le jour en 2004 à l'initiative de Jérôme Monod, conseiller discret mais influent de Jacques Chirac. Elle est présidée par **Jean-Claude Paye**. Elle dispose d'un budget de 3 000 000 €. **M. Paye** est un diplomate né en 1934 (son père était un ancien ambassadeur de France à Pékin). Il a travaillé dans de nombreux ministères gaullistes ou centristes et a épousé Laurence Jeanneney, fille de l'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney. En 1984 et jusqu'en 1996, il devint secrétaire général de l'*OCDE*. Il est membre du *Siècle* et président d'une organisation à forte influence américaine, *Transparency International*.

L'*Institut français des relations internationales (IFRI)* a été fondé en 1979. Il possède un financement mixte, privé et public de l'ordre de 5 000 000 €. Il a comme directeur général **Thierry de Montbrial**. Celui-ci est un haut fonctionnaire, né en 1943, X-Mines, docteur en économie et enseignant. Il fut encouragé par Michel Jobert pour diriger, en 1973, la cellule de géopolitique du Quai d'Orsay. Quelques années plus tard, il prend la direction de l'*IFRI*, considéré comme l'homologue du *CFR* américain. Il est le seul Français membre à la fois de la *Trilatérale*, des *Bilderberg*, du *Club de Dakar* et du *Club de Paris*. Il appartient à de nombreux conseils d'administration d'associations internationales. Il se dit apolitique mais proche de Raymond Barre.

Le Club de l'Horloge a été fondé en 1974. Il s'intéresse aux projets de la droite, y compris de la droite nationale. Il entend concourir au maintien de l'identité française, ce qui est courageux et original. Il est présidé par **Henry de Lesquen**.

Depuis une génération, les politiques favorables à la mondialisation utilisent les cercles de réflexion, à la fois comme laboratoires d'idées et comme agents d'influences. En France, à l'approche des campagnes électorales de 2007, les clubs de réflexion ont déjà fait parler d'eux. Mais ils préfèrent les influences discrètes. Certes les candidats les utilisent : Laurent Fabius utilise à la fois ses réseaux mis en place depuis les années 80 et le *Club Fraternité* créé en 2002. Dominique Strauss-Kahn s'appuie sur l'association *AG2E (A gauche en Europe)* dirigée par Marisol Touraine. Tous les « grands » cercles cités ci-dessus ont des publications, font des conférences. Mais les hommes politiques, comme les animateurs des réseaux, reconnaissent que le peuple est indocile. On peut dire qu'il se méfie des experts et autres énarques dont il a pu constater à plusieurs reprises, les erreurs et les faiblesses. Il n'empêche que ces « réservoirs d'idées », soutenus par des financements autant privés que publics, participent efficacement à la mise en place des solutions mondialistes dont les peuples théoriquement souverains semblent ne pas vouloir avec suffisamment d'enthousiasme.

Claude VIGNON

TAPISSIER - DECORATEUR

Réfection et neuf

(sièges, lits, literie sur mesure, rideaux, tenture murale)

Travail soigné - Se déplace

Jean-Claude GUILLEMOT, 2 rue du Village, 25370 SAINT-ANTOINE

Tél./Fax : **03 81 49 22 87**

Deux des hommes de Ségolène

Ils sont nombreux les militants et responsables à avoir pris parti pour la candidate désignée. Dans les cinq grosses fédérations socialistes, elle était déjà soutenue par les responsables des Bouches-du-Rhône, du Nord et de l'Hérault. La fédération du Pas-de-Calais, dirigée par Serge Janquin, laissait entendre qu'elle pourrait aussi la soutenir et, à Paris, Patrick Bloche, qui était Jospinien, a dû se décider à rallier le député des Deux-Sèvres sous la pression d'un bon nombre de ses adjoints. M. Ayrault, maire de Nantes est aussi un ségomane convaincu. Ses amis du reste le voient déjà à Matignon.

Au moment où nous rédigeons, les trois candidats à la candidature socialiste se sont déclarés et ce 16 novembre doit se dérouler le premier tour du vote des adhérents. Aux dires des partisans de Mme Royal, sûrs de leur candidate, cela suffira pour la désigner car il n'y aura pas de second tour. En revanche ceux du « front anti-Royal », tout spécialement les deux « camarades » Fabius et Strauss-Kahn, jouaient tout sur ce second tour. Des rumeurs insistantes assurent que Djack Lang s'est retiré de la compétition parce qu'il n'avait pas les parrainages nécessaires mais aussi parce que M. Hollande lui aurait laissé entendre que le « grand » ministère qu'il souhaiterait (le Quai d'Orsay), n'était pas un mirage. Bien entendu Djack a présenté cela comme un sacrifice pour le parti. On a vu M. Fabius jouer à Jean Jaurès et Strauss-Kahn s'affirmer comme le candidat social-démocrate, citant Marx et faisant accompagner ses réunions d'une ritournelle conçue pour lui par des rappeurs (sic) sur l'air destiné, il y a quelques mois à Zidane : « *Strauss-Kahn y va gagner, la gauche elle va passer* ». Les anti-Ségo se sont plu à répéter la formule de M. Jospin contre Mme Royal : « *Elle domine les sondages ou les débats ?* » Ils ont fêté chaque signe de baisse de leur camarade-adversaire dans les sondages. Rancœur de jaloux, ont dû expliquer aux militants deux des plus fidèles « royalistes » ! Nous pensons à M. Mennucci, celui que le maire de Marseille a surnommé « Ségolin » et à un stratège impitoyable du PS, M. Rebsamen.

Patrick MENNUCI a fait toute sa carrière militante à Marseille où il est né en 1955. Ce petit-fils d'immigré toscan, a grandi dans le quartier de la Cabucelle et aime dire qu'il a adhéré à la *SFIO* en 1969 (à 14 ans ?). Son père, ouvrier et communiste, a été ensuite protégé par le député Andrieux ce qui a déterminé son adhésion à la *SFIO*. Son épouse était également socialiste. Leur fils a suivi l'exemple. Il a été membre du *Mouvement des jeunes socialistes*, puis a fait ses « classes » politiques dans le vivier de la *MNEF*. En 1977, il fut élu adjoint au maire de Vitrolles, puis à Marseille en 1983. Auparavant, le fils de l'ancien ouvrier, devenu chauffeur de taxi, a suivi des études en décrochant un diplôme de Sciences Po et un DESS de gestion. Entre 1989 et 1995, il ouvre un garage Renault mais s'occupe surtout de politique au sein de la *Gauche socialiste* cofondée par son ami Julien Dray. En 2002, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône soutint contre lui un candidat communiste (au nom de l'union de la gauche). Mais il prit sa revanche en 2004, en devenant le vice-président de la région

Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 2005, il fut élu président du groupe socialiste à la mairie de Marseille, membre de la direction et du bureau national du *PS*. Dans le parti, on connaît et redoute son verbe haut. A La Rochelle, pour rallier les hésitants à Ségolène, il a crûment lancé : « *Allez, il y aura à manger pour tout le monde !* » Il a aggravé son cas, un mois plus tard en s'en prenant à quelques jeunes du *Mouvement des jeunes socialistes* qui avaient mené quelques attaques contre Ségolène Royal. Pour avoir qualifié le mouvement « l'école du vice », il fut consigné pendant quelque temps au rôle d'organisateur des déplacements, ce dont il s'assigna très bien. Puis Mme Royal fit à nouveau appel à ce militant, fin connaisseur de l'histoire non écrite du parti, pour le nommer directeur de campagne. Il apprécie Ségolène Royal pour sa façon directe d'aborder des questions épineuses. « *En trois phrases, dit-il, elle s'est fait entendre des couches populaires qui ne nous écoutaient plus* ».

Après l'éviction de Fabius et de ses partisans de la direction du parti, lors du référendum interne sur la Constitution européenne, **François REBSAMEN** est devenu le numéro deux du *PS*. Pour plusieurs membres du parti, il est considéré comme un véritable commissaire politique redouté, proche de François Hollande et à présent de Ségolène Royal. Maire de Dijon, M. **François Rebsamen** est né à Dijon en juin 1951, d'un père de nationalité suisse (d'origine alsacienne ?) protestant et d'une mère « catholique de Perpignan ». Les recherches généalogiques précises sur son père se sont heurtées à des fins de non-recevoir. François Rebsamen fait des études de droit et obtient une maîtrise en sciences économiques. Il milite à l'extrême gauche dans les *Jeunesses communistes révolutionnaires* (qui dépendent de la *LCR*) avant de rejoindre le *Parti socialiste*.

Sa carrière est celle d'un militant. Il a travaillé auprès du préfet de Bourgogne et fut repéré par Pierre Joxe qui allait devenir son maître en politique. A la victoire de la gauche, **Rebsamen** devient chargé de mission au cabinet de Pierre Joxe devenu président socialiste du conseil régional de Bourgogne (1981-1982). Sa carrière s'est poursuivie dans le même cadre et il rejoignit M. Joxe à Paris comme chargé de mission au ministère de l'Intérieur, puis chef de cabinet à partir de 1985. Il va prendre goût à la maison et se lie avec des cadres de la police. Il l'a dit lui-même : « *La police, ça vous prend* ». En 1990 il fut nommé sous-préfet et occupa le poste de responsable de la police et de la justice au sein du *PS*. Il travailla quelque temps au cabinet de Laurent Fabius tout en étant, à partir de 1997, secrétaire aux fédérations (soit le numéro trois du parti). Il finit par s'opposer au système des courants au sein du parti socialiste, ce qui fut considéré comme une véritable trahison par les fabiusiens. Il se rapprocha alors des jospinistes.

Après de multiples échecs électoraux, il fut élu conseiller général de Dijon en 1998 puis maire de la ville en mars 2001. Mais il n'a jamais été élu député. Son nom avait été cité dans la rencontre secrète, en 2000, dans les locaux du *Grand Orient de France* entre francs-maçons socialistes et nationalistes corses. Cette révélation entraîna une vraie crise au sein de l'obédience. M. **Rebsamen** qui ne cache pas son initiation maçonnique, est membre du club *Socialiste aujourd'hui* avec Raymond Forni, Jean-Pierre Masseret, Jean-Pierre Bel, tous francs-maçons. François Hollande a compris, en 2002, qu'il lui fallait s'appuyer sur ce très bon connaisseur des secrets du *PS*, de sa

géographie, de ses barons à surveiller, de ses cadres à soigner, de ses insoumis à combattre si nécessaire. Il a ses réseaux d'informateurs qui lui adressent directement des renseignements sur la vie des fédérations. Depuis 2002, c'est essentiellement avec lui que François Hollande a réformé le parti en limitant les pouvoirs des barons socialistes dans leurs régions. « **Rebs** », comme on le surnomme au PS, a ainsi centralisé à Paris les fichiers des adhérents et créé un système informatique : « *Rosam* ». En 2003, il a proposé la conquête de nouveaux adhérents et, aidé de Jack Lang, le PS a lancé le principe de la carte d'adhésion à 20 € qui a connu le succès que l'on sait.

Dans les manœuvres de l'automne, il a été le premier à oser conseiller à Jack Lang et à Dominique Strauss-Kahn de se retirer de la course. Il a été appuyé par le Premier secrétaire qui a fait son éloge : « *Rebsamen est un fidèle, un loyal. Un homme de parti. Il y a beaucoup de considération péjorative autour de cette notion, mais pour moi, c'est le meilleur sens du terme. Il est un inconnu de la politique alors qu'il est un acteur majeur, un élément extrêmement précieux pour la vie du PS* » (*Le Monde*, 27-28/8/06). « *...inconnu de la politique, alors qu'il est un acteur majeur...* », n'est-ce pas une bonne définition de bien des maçons ? Mais aujourd'hui, M. **Rebsamen** qui a nié avoir participé à la réunion de 2000, affirme avoir pris ses distances avec la Maçonnerie. En fait, il s'est « *mis en sommeil* ». C'est sur lui qu'a reposé le vote délicat de ce 16 novembre pour la désignation du candidat à la présidentielle. Lui aurait souhaité que François Hollande fût candidat. Il suivra le choix entériné par le Premier secrétaire. Il ne cache pas qu'en cas de victoire socialiste dans quelques mois, il se verrait bien ministre de l'Intérieur. De bonne source nous savons que, de son côté, M. Sarkozy a commencé à laisser espérer quelques maroquins à certaines têtes politiques de la droite...

Pierre ROMAIN et Jacques DE KREMER

Le désastre scolaire se confirme

Quoi qu'en prétendent les intéressés eux-mêmes, la campagne électorale a déjà commencé. Dans chaque équipe fusent les déclarations, les jugements péremptaires et évidemment les promesses. Néanmoins, une des utilités de ces exercices rituels est de laisser publier des constatations hétérodoxes sur quelques sujets brûlants. Ainsi pour l'Education. Sans le dire crûment, les candidats ont tous admis qu'en France l'école restait un point noir, que le niveau devenait effarant, que la gestion des élèves se révélait souvent impossible, qu'il fallait réaffirmer la valeur du travail, la nécessité de la discipline. Mais nous ne devons pas nous leurrer. Puisque les tactiques électorales se dirigent toutes vers un centrisme mou censé collecter le maximum de suffrages, attendons-nous à voir les « grands » candidats mettre de l'eau

dans leur vin. Entre le discours datant de six mois et celui qui est prononcé à quelques jours des rassemblements électoraux, la différence est grande. Les candidats proches des nationaux auront, quant à eux, beau jeu de railler ces copies de ce qu'ils dénoncent depuis des années.

Lors de l'université d'été de son parti, M. Sarkozy a enfoncé quelques portes ouvertes pour contrer sur ce terrain Mme Royal-Hollande qui répète sa formule de « l'ordre juste à l'école ». Il a dit par exemple : « ... *le rapport du maître à l'élève ne peut être un rapport d'égalité... L'école, dans le primaire et le secondaire, ce n'est pas la délibération, le colloque permanent. L'école, c'est la transmission des savoirs, des normes et des valeurs et au premier rang d'entre elles, celle du respect... je veux relever le niveau d'exigence... Je propose d'en finir avec le passage en sixième d'enfants qui ne savent ni lire ni écrire... Je propose d'en finir avec l'abaissement du bac pour pouvoir le donner plus facilement à tout le monde. Je propose d'en finir avec l'obligation pour l'Université d'accueillir des enfants qui ne sont pas suffisamment préparés...* ». Ce n'est pas le café du commerce mais on n'en est pas loin. En revanche, ni Ségo ni Sarko n'ont tenu à évoquer la cause principale des blocages (baisse des exigences, effondrement du niveau, incapacité à établir une cohésion nationale...). Comme le dit Ivan Roufioul après tant d'autres : « *Oui, l'asphyxie de l'école est due à une immigration massive et incessante* ». (*Le Figaro*, 8/9/06). Il réclame la prise en compte de la poussée de l'islam dans les quartiers (et à l'école). « *Il faudra, écrit-il, bien prendre la dimension ethnique de la violence scolaire ... qui affecte de plus en plus d' "établissements difficiles"* ».

Certes, depuis trois décennies, les exigences fixées aux élèves ont fortement baissé. Des élèves de 15-16 ans sont incapables de résoudre les problèmes proposés au certificat d'études d'après le programme de 1923. La raison principale est la massification des admissions en collège et lycée. Tout le monde était censé capable de suivre le cursus habituel du secondaire. Mais la réalité contraint les professionnels à réviser leurs critères. A la fois sous la pression des modes pédagogiques et celle du « public » scolaire de moins en moins apte – du fait de son nombre comme de ses origines culturelles exogènes - à retenir les connaissances et références de base comme les allusions courantes, les responsables de l'Education modifièrent radicalement les méthodes d'apprentissage et le niveau général réclamé. Certains ajoutèrent le festif, le laisser-aller. Hélas les résultats montrèrent que ces « réformes » avaient considérablement fait empirer la situation. Seulement pour cacher un peu ce délabrement mental, les responsables syndicaux et politiques de l'Education nationale, réclamant des budgets toujours plus colossaux, soutiennent contre toute évidence que le niveau monte. A preuve, disent-ils, les résultats aux examens du brevet et du bac.

Sur ce point, des professeurs et des journalistes multiplient les livres de témoignages qui confirment que les notes ne signifient plus rien ou presque. Il suffit d'interroger des professeurs qui sont aussi des correcteurs. Tous vous diront que les consignes et barèmes sont précis : on ne doit tenir compte que de quelques réponses. C'est très net pour le brevet des collèges. Les dictées se résument à vérifier l'orthographe de quelques mots soulignés du texte. Les exercices de mathématiques se réduisent à quelques équations et tracés géométriques. Voilà des années que la

démonstration méthodique, argumentée, est abandonnée (car jugée comme inaccessible à trop d'élèves). Il n'est pas question de mettre moins de 5 à une copie. L'épreuve d'histoire concentrée sur la Seconde Guerre mondiale, se fonde sur quelques questions posées à partir de documents. Normalement celui qui sait lire, peut répondre.

Même pratique pour le bac. Comme nous l'avons vu cette année, alors que durant un trimestre les lycéens n'ont pas eu cours, le « score » a été époustouflant : entre 85 et 95 % d'admis ! Quel que soit le nombre de fautes qui truffent une copie, le correcteur ne pourra retirer plus de trois points ! Cette année, c'est un texte d'Alphonse Daudet (naguère réservé aux CM2 et collèges) qui a été proposé comme « support » des épreuves du bac littéraire. Toujours pour « ne pas pénaliser » les potaches sans culture et incapables d'exprimer une pensée structurée, on a proposé un sujet dit d'invention, jugé « inévaluable » par les professeurs. Et se développe rapidement l'usage des fiches de type QCM (on coche une des réponses proposées) et seules les bonnes réponses sont comptées. L'émerveillement officiel devant les résultats du bac S, cette année, s'explique mieux. Les inspecteurs qui dirigent les réunions de « concertation » et d'« harmonisation » insistent lourdement pour faire pression sur les « chers collègues ». Ils laissent entendre que trop de rigueur dans la correction de leur matière risque d'entraîner une réduction de son importance (les coefficients mais aussi les heures de cours risquent de baisser !) ou même, comme en philosophie, ils agitent la menace de sa suppression pure et simple. En anglais, les moyennes apparaissent comme honorables ... alors que « *tous les tests internationaux montrent que les jeunes Français sont les plus mauvais dans cette langue en Europe* » (*Le Point*, 7/9/06).

Selon les professeurs les plus objectifs, si le bac était corrigé normalement, pas plus de 30 % des candidats l'obtiendraient. Rappelons que le bac est l'examen censé sanctionner les acquis à la fin de l'enseignement secondaire. Il ouvre la porte de la faculté à ceux qui l'ont décroché. Or, après les universitaires, les candidats aux présidentielles ont répété des chiffres éloquentes : 50 % des étudiants échouent la première année et 30 % n'obtiendront jamais leur DEUG. Mais la hantise des émeutes étudiantes est si forte qu'une fois de plus, le tabou ne sera pas transgressé. Qui aura le courage d'imposer une sélection véritable pour l'entrée en faculté ?

Dans le rapport 2006, sur une comparaison des systèmes d'éducation dans les pays membres de l'*Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, on observe des données à prendre en compte à condition de ne pas se crisper sur les habitudes corporatistes et syndicales que l'on connaît (horaires d'enseignement, âges moyens, dépenses, frais de scolarité...). Pour ne souligner que quelques éléments parlants, on y lit, par exemple, que comparée à ce qui se passe dans une douzaine de pays, la France dépense beaucoup plus dans le secondaire (7883 euros par élève, 24 % de plus que le coût moyen dans l'*OCDE*) que dans le supérieur. Or dans notre (?) pays, contrairement aux autres pays, c'est l'Etat (c'est-à-dire le contribuable) qui, à 90,4 %, finance le fonctionnement des établissements. Allons à l'essentiel : pour quels résultats ? Le taux d'obtention d'un diplôme en fin d'études secondaires est parmi les plus médiocres (donc en dépit de l'abaissement continu du niveau); même position en

queue de peloton pour l'obtention d'un diplôme universitaire (chez les 20-35 ans); même situation pour les résultats des élèves de 15 ans en mathématiques (en 2003). Les experts expliquent qu'ils ne comprennent pas, ils ne voient qu'une cause : en France les taux de redoublements sont supérieurs à ce qui se passe ailleurs ! Comme tout le monde est gentil, tout le monde est intelligent, discipliné et attentif, les échecs sont à mettre tout simplement sur le dos de l'Etat. Continuons à faire passer automatiquement les élèves en classe supérieure, quel que soit leur niveau, et exigeons d'autres milliards pour avoir les fameux « moyens », qui permettront de faire boire même les ânes qui s'y refusent.

J. DE K.

Jacques AUGARDE

Jacques AUGARDE est mort le 19 juillet dernier à Paris, à l'âge de 98 ans. Il était né le 13 avril 1908, à Alger.

Il commença par faire une carrière d'écrivain, publiant son premier livre en 1933, puis s'orienta vers la politique et se reconvertit ensuite comme administrateur de sociétés.

Ses activités furent multiples et ses fonctions très nombreuses. Nous ne retiendrons que les grandes étapes de sa longue vie. Il fut député à l'Assemblée Nationale (1946-1961), sénateur de Constantine (1951-1959), maire de Bougie (1947-1962).

Parmi ses décorations, notons qu'il fut commandeur de la Légion d'Honneur et Croix de guerre 1939-1945. Il fut aussi couronné par quelques prix littéraires et membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et d'autres cercles scientifiques.

Pendant la guerre, il fut officier dans les Goums, puis les Tabors marocains, fit les campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne. De cette époque, il a gardé un profond attachement à l'Armée d'Afrique, à ses combattants et aux possessions françaises en Afrique du Nord. Après 1962 et l'exode des Français, il s'engagea sans réserve en faveur de la défense de la cause des rapatriés dans l'association France-Afrique (Président d'honneur) et le Comité de liaison des associations nationales de rapatriés (CLAN) qu'il présida jusqu'à sa mort.

Parmi les livres qu'il a publiés, nous nous souvenons de La longue route des Tabors (paru en 1983 aux Editions France-Empire) que nous avons diffusé dans notre librairie SA DPF.

Dérapages ou dérives ?

On a beaucoup parlé des méfaits d'**Internet**, plus que de ses mérites qui, pourtant, sont bien réels. Tout est une question de choix, comme en matière de littérature ou en achat de journaux, magazines et, de nos jours, choix de programmes télé et de DVD . Comme en toute entreprise humaine, le pire côtoie le meilleur et il appartient donc à chacun de choisir en conscience et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de souiller l'âme des enfants.

Je n'apprendrai rien aux « internautes » mais il est nécessaire de donner une explication à ceux qui ignorent le b-a ba de l'outil d'information que constitue l'**Internet**. Outre les pages d'information, chaque site comporte généralement une liste de liens permettant d'accéder directement sur les sites concernés, liste que l'on désigne habituellement sous le nom de liens de sites amis, ou présentant un intérêt. C'est ainsi que je me suis retrouvé sur celui qui se nomme *Chemin d'Amour vers le Père* (www.spiritualité-chrétienne.com). Le groupe **Bayard** y est pris à parti avec juste raison, comme vous le démontrent les extraits ci-après. Les dates mentionnées sont sans importance car seul demeure le délit de pollution des esprits et des âmes. D'où la question : **dérapages ou dérives ?**

« Les dérapages d'Astrapi et Tralalire, revues pour la jeunesse du groupe Bayard.

« Décembre 2005 : le magazine Tralalire, revue pour les tout-petits (2-5 ans), publie un imagier de la famille. Il y est expliqué qu'il y a "mille et une façons d'être famille", y compris celle "des familles où les enfants sont élevés par deux femmes ou par deux hommes".

« Janvier 2006 : le magazine Astrapi, revue destinée aux 7-11 ans, publie un article sur l'évolution de la femme durant le XX^e siècle. On y découvre la pauvre "Josette", née en 1918, soumise à "l'autorité tyrannique de son mari", qui ne dispose pas de "tous ces moyens contraceptifs qui permettent aux couples de choisir le moment où ils vont avoir un enfant"... Ce qui n'est pas le cas de "Mamie Christiane", née en 1944, puis d' "Agnès" aujourd'hui, libérées grâce à des femmes telles que Simone Veil ou Brigitte Bardot, et des associations comme le MLF et "Ni putes ni soumises"...

« Janvier 2006 : le magazine Phosphore, revue destinée aux adolescents, propose un article sur la "customisation", c'est-à-dire la personnalisation de ses vêtements ou d'objets du quotidien. Le premier exemple donné est celui d'un jeune satanique ».

Ce qui précède n'a pas été tapé en recopiant, avec des erreurs possibles, mais, comme on dit, en jargon informatique, « copié-collé ».

Avec de tels exemples il ne peut être question de dérapage, mais bel et bien de dérive. En effet, en cas de dérapage, il est possible de redresser la situation et de repartir sur la bonne voie. Avec une dérive, il en va tout autrement car il s'agit bien d'une volonté de quitter la voie droite pour emprunter des chemins de hasard, en opposition avec les principes les plus élémentaires quant à l'éducation des enfants et

des adolescents. Nous nous trouvons devant ce qu'a dénoncé François Marie Algoud dans son livre *Histoire de la volonté de perversion de l'intelligence et des mœurs* (Éditions de Chiré, 1996, épuisé).

* * *

Les enfants et les adolescents ne sont pas la seule cible des Éditions **Bayard** qui s'intéressent également à ceux que l'on appelle les seniors. Titre accrocheur sur le site du magazine *Notre Temps* : « *Se séparer après cinquante ans* » sur la première page de son site (le 11 septembre 2006), avec en sous-titre : « *bien préparer son divorce* ».

Suivent les conseils « utiles » en plusieurs chapitres dont voici les entêtes : Bien préparer son divorce ; Les précautions à prendre ; Si l'un des époux ne veut pas divorcer ; Quel divorce choisir ; Être vigilant sur les mesures provisoires ; Quelles compensations financières ; Le sort du logement familial ; Quid des donations consenties entre époux ? ; L'heure du partage ; Le droit à la pension de réversion.

On le voit, rien n'est oublié ! N'objectez pas que tous ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'avocat choisi (la victime du divorce est quasiment obligée de se faire assister), vous risqueriez de déplaire à une revue d'un groupe que l'on supposait catholique.

Est-ce vraiment de la compétence de *Notre Temps* que de tartiner sur un sujet que l'Église ne cautionne pas... enfin je crois !

À titre indicatif, voici les titres édités par le groupe **Bayard** :

Petite enfance : *Popi, Pomme d'Api, Tralalire, Les Belles Histoires, Babar, Youpi, Pomme d'Api Soleil* (éveil à la foi).

Enfance : *Astrapi, Mes premiers J'aime lire, J'aime lire, Filotéo* (religieux), *Prions en Église Junior* (religieux), *Dlire, J'Aime la BD, Images Doc*.

Adolescents : *Okapi, Je Bouquine, I Love English Junior, I Love English*.

Jeunes adultes : *Today, Phosphore, Guide Phosphore, Muze, Eurêka*.

Multimédia : Les CD-Roms pour les enfants.

Précisons que **Bayard** édite *La Croix* et qu'il est le 6^{ème} groupe français par la diffusion. Il est mentionné dans sa présentation : « *un groupe à actionnariat unique : les Assomptionnistes* », congrégation religieuse internationale. Faut-il en conclure que le groupe en question est d'accord avec la ligne éditoriale des revues de **Bayard** ?

CHAMPAGNE GASTON REVOLTE

(Prénom de rigueur)

AU COEUR MÊME DE LA CHAMPAGNE VITICOLE

20, rue Gambetta, 51160 AVENAY VAL D'OR

Tél. 03 26 52 31 46

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé - Consommez avec modération

Les titres cités ci-dessus démontrent que cette maison d'édition s'intéresse à chaque tranche d'âge et pour le prouver, un petit nouveau est sorti le 4 septembre dernier, son titre *Vivre Plus*, sa cible : la «génération quinqu» (sic).

Citons aussi ses publications à caractère religieux : actualité : *Pèlerin* ; formation et catéchèse : *Points de repère*, *Croire aujourd'hui* ; les magazines pour enfants d'éveil religieux : *Pomme d'Api* *Soleil*, *Filotéo*, *Prions en Eglise Junior* ; spiritualité : *Panorama* ; liturgie : *Prions en Eglise*, *Signes d'aujourd'hui*, *Signes musicales* ; culture, histoire des religions et théologie : *Le Monde de la Bible* ; *La documentation catholique*, *Ecritures...* et aussi musique : *Bayard Musique* ; nature et territoires : *Terre Sauvage*.

Au total, ce sont 22 magazines pour la jeunesse, 4 pour les seniors et 15 à caractère religieux , ce qui fait des éditions **Bayard** une affaire qui tourne, comme le prouve la fréquentation de ses sites Internet (car il y en a plus d'une vingtaine), selon un communiqué : « le groupe Bayard a rejoint l'OJD Internet pour la mesure d'audience de ses principaux sites web et affiche à cette occasion une audience consolidée de 949.591 visiteurs uniques et plus de 9 millions de pages vues en février 2006 ».

« Visiteurs uniques » signifie qu'un visiteur n'est compté qu'une fois, même s'il revient sur le site à plusieurs reprises, repérage oblige par «cookie » interposé. Il s'agit d'un micro programme déposé sur l'ordinateur du visiteur qui ne peut de ce fait être comptabilisé qu'une fois. Par « pages vues », il faut entendre le chiffre total de visites reçues par l'ensemble des pages.

Au vu des résultats enregistrés par le groupe **Bayard**, tant dans le domaine financier qu'importance du lectorat, on peut dire qu'il est en bonne santé. Sans doute la conséquence d'un choix rédactionnel destiné, non à stigmatiser les choix de vie que l'Eglise a toujours condamné ou réprouvé, mais à offrir aux lecteurs des articles dans l'air du temps, selon un néo-conformisme dans le droit fil de la pensée unique ou du « prêt-à-penser ».

À quand un titre « pipeul » pour être vraiment dans le coup ?

François LEPERVANCHE

Vin rouge sélectionné « Pays d'Oc »
Vieilles eaux de vie, présentation à l'ancienne
Production hors commerce de Prune, Poire William, Marc,
Fine Narbonne
Vigneron et Bouilleur de cru

François CATHALA

Domaine « Les Pouzets », 11100 Narbonne

Tél. : 04 68 32 08 75

Fax : 04 68 32 24 41

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ - CONSOMMEZ AVEC MODERATION

Le dialogue social

Depuis 2004 il en est question mais nous en sommes toujours aux balbutiements, avant-projets, projets, commissions, sous-commissions...etc. Rédiger un constat, un état des lieux, effectuer un audit sont les passages obligés en vue de présenter au Premier ministre des propositions sur la questions. Qu'en sortira-t-il ?

Le 10 octobre, le Président de la République a déclaré devant le Conseil Économique et Social : « *Il faut sortir de la logique du conflit, encore trop présente dans notre pays. Il faut fonder une culture de la négociation, du compromis, de la responsabilité* ». La faute à qui ? Qui privilégie les « gros bataillons » des syndicats ayant pour seul argument la lutte des classes ? Qui cède devant le nombre sans écouter les petites voix qui s'élèvent pour réclamer des négociations, notamment celles des salariés du premier employeur de France : l'artisanat, qui n'ont aucun poids syndical ? Comment sont écoutés ceux qui parviennent à obtenir un rendez-vous ?

Quant à dire qu'il faut fonder une culture de la négociation, le locataire en fin de bail de l'Elysée prouve, en disant cela, qu'il ignore l'existence d'au moins une organisation qui a fait de la négociation son cheval de bataille, tout au moins durant la centaine d'années au cours desquelles elle basait son action sur la morale sociale issue de la doctrine sociale de l'Église. Mais étant donné que la démocratie n'accorde d'attention qu'au nombre, la petite voix chrétienne n'a jamais été écoutée, couverte qu'elle était par les vociférations, les clameurs et les slogans hurlés par les « damnés de la terre ».

Les faveurs dont bénéficient les syndicats marxistes sont là pour démontrer qu'ils ont, ou ont eu, parti lié avec les gouvernements. Les avantages consentis après la Seconde Guerre mondiale – merci mon général – à l'EDF-GDF, à la SNCF, la RATP, la presse et les grandes entreprises comme dans la métallurgie, principalement dans le monde de l'automobile, ne sont en rien comparables aux salaires et retraites du privé. La république, qui se gargarise de son slogan, n'a pas, à l'époque, mis en pratique la fameuse égalité, à commencer par nos représentants députés et sénateurs qui ne cotisent pas à la Sécurité Sociale mais à un régime spécial. Pourtant, à les croire, nous avons avec la Sécurité Sociale le meilleur régime qui soit. Alors pourquoi un régime spécial ?

À ce simple constat on voit que le dialogue social est plombé dès le départ puisqu'il faudrait commencer par mettre de l'ordre dans le monde du travail. De là un second volet à étudier pour le fameux dialogue social. Ce volet, c'est celui de la représentativité. Certes, on ne peut se satisfaire de l'état actuel qui se réfère à des critères depuis longtemps dépassés. De deux organisations existant en 1945 (CGT et CFTC) on en est à une dizaine. De nos jours il suffit d'être en désaccord avec les dirigeants pour faire scission. C'est le cas de la CGT-FO, issue de la CGT, tout comme la FEN ; de la CFDT, issue de la CFTC. La CFE-CGC, quant à elle, est née du bon

plaisir d'un certain VGE ; puis de l'*UNSA* et *SUD* dont les adhérents sont venus d'un peu tous les horizons de la gauche syndicale et révolutionnaire. Quand on sait combien il serait difficile pour les organisations dites représentatives de vivre sans subventions directes ou indirectes, on se demande d'où vient l'argent pour les dernières nées du monde syndical. Il est donc grand temps de remettre un peu d'ordre, y compris dans les finances de la filiale communiste qui se débat dans des gros problèmes financiers, non pas par manque d'argent, mais par des distributions larges et généreuses.

Le mensuel sérieux et fort bien documenté *Politique Magazine* (1), dans sa livraison d'octobre, évoque le cas de *EDF-GDF*, dont le comité d'entreprise est aux mains de la *CGT*. La *CCAS* (*Caisse centrale d'activité sociale*) qui vit grâce au 1% du chiffre d'affaires de *EDF-GDF* (le chiffre d'affaires c'est nous, les abonnés) qui lui est attribué. Selon *Politique Magazine*, la *CCAS* est propriétaire de 250 centres de vacances pour adultes et 215 pour jeunes, 250 restaurants d'entreprises et donne plus de 1000 spectacles par an. Cela pour ne parler que des loisirs. Au passage l'article de Christophe Soulard met le doigt là où ça fait mal ! « *Chez les syndicats, c'est l'angoisse. D'autant que les finances de la CCAS auraient servi à subventionner le PCF, allié naturel de la CGT* ». Et de citer en exemple l'achat de 77.000 exemplaires de *l'Humanité hebdo*, au printemps 2003, sous prétexte de promotion d'un disque. Autre question contenue dans l'article : « *Le CE n'aurait-il pas versé 950.000 F place du colonel Fabien en 2001 pour une soi-disant retransmission vidéo de la fête de l'Humanité ?* » Il est également question de l'aide apportée au candidat Robert Hue en 2002, affirmation qui contredirait ce dernier à propos des moyens d'existence du PC grâce à la vente du muguet le 1^{er} mai ! Cherchez le menteur.

Alors, que faire pour moraliser le monde syndical ? En premier lieu éliminer tout ce qui contribue à faire vivre ce poker menteur ; à cesser de décider de la représentativité uniforme dans les organismes sociaux, par exemple. Mais on l'a vu en 1983, année des dernières élections sociales, les résultats n'étaient pas uniformes dans le pays et les matamores se sont vus battre par les « minus ». Ainsi la petite *CFTC* a conquis 36 présidences de *CAF*, soit le tiers des *Caisses d'Allocations Familiales*. En Vendée, par exemple, la centrale chrétienne a fait jeu égal avec *FO* à 4 points derrière la *CFDT* et 4 devant la *CGT*. Lors du renouvellement suivant des conseils d'administration par désignation, dans le même département, la *CFTC* s'est vue attribuer 1 siège (titulaire) *CGT*, *FO* et *CFDT* 3, et autant de suppléant(s) pour chaque organisation syndicale. Cette répartition fut mise en application dans toute la France. Imaginez que l'on en fasse autant pour les assemblées politiques ! On comprend pourquoi le système par élections a été abandonné. La raison invoquée serait le coût de cette élection. Or la *Mutualité Sociale Agricole*, qui vit en grande partie grâce à un rééquilibrage financier par des fonds venus de la *Sécurité Sociale*, continue toujours son système d'élection à deux niveaux : par canton dans un premier temps. Puis les délégués élus de ces cantons votent pour la formation du conseil d'administration.

L'avantage du vote social, c'est que tout le monde y prendrait part. Les employeurs auraient à choisir leurs représentants dans leur collège et de même les

(1) 7 rue Constance, 75008 Paris.

artisans et les salariés en feraient autant dans le leur. C'est précisément pourquoi il faudrait rétablir une élection sociale dont les résultats serviraient à déterminer le nombre d'administrateurs dans les caisses de Sécurité Sociale, au *Conseil Économique et Social*, dans ses homologues régionaux (*CESR*) ainsi que dans tous les organismes pour lesquels se pratique la désignation avec nombre fixé par le gouvernement. Chiche !!!

C'est en ramenant la paix sociale que l'on établira le dialogue du même nom, mais à condition qu'il n'y ait ni tricherie ni passe-droit et que l'état consente, enfin, à se réformer en commençant par la réforme de sa fonction publique. Si trop d'impôt tue l'impôt, trop de tertiaire tue le pays à petit feu. C'est un constat brutal et c'est bien pourquoi tous les gouvernements se sont « dégonflés »... réélection oblige !

François LEPERVANCHE

Père Marie-Dominique PHILIPPE

Le père Marie-Dominique PHILIPPE est mort le 26 août, à l'âge de 93 ans. Il était né le 8 septembre 1912 à Cysoing (Nord), 8^e enfant d'une famille de douze (dont sept sont devenus religieux : trois dominicains et quatre moniales).

Rentré dans l'ordre dominicain en 1930, il fut ordonné prêtre en 1936. Disciple d'Aristote et de saint Thomas, il enseigna la théologie et la philosophie au Saulchoir (séminaire des Dominicains) de 1939 à 1945 et de 1951 à 1962 et fut professeur de philosophie à l'Université de Fribourg, en Suisse (1945-1982).

C'est pendant qu'il était à Fribourg qu'il a répondu à la demande d'étudiants français et fonda, en 1975, la Communauté Saint-Jean (connue sous l'appellation de « Petits Gris » du fait de la couleur de leur habit) qui s'installa à l'abbaye de Lérins (Var), puis vint à Fribourg (1978) et se fixa définitivement à Rimon, en Saône-et-Loire (en 1982). Actuellement, elle compte environ 500 frères et 450 religieuses répartis dans une vingtaine de pays.

Le père M.-D. Philippe est également un auteur fécond : il a écrit 35 livres et des centaines d'articles (textes de spiritualité, ouvrages de philosophie et de théologie).

Ses obsèques ont été célébrées le 2 septembre dans la cathédrale de Lyon, par le cardinal Barbarin.

Des livres pour répondre à la désinformation

Lisez, faites lire, offrez des livres qui vont à contre-courant du conformisme ambiant et exposent sans fard ni dissimulation la réalité des faits historiques et politiques.

**Sélection choisie parmi nos meilleures ventes,
les récentes nouveautés et quelques thèmes d'actualité**

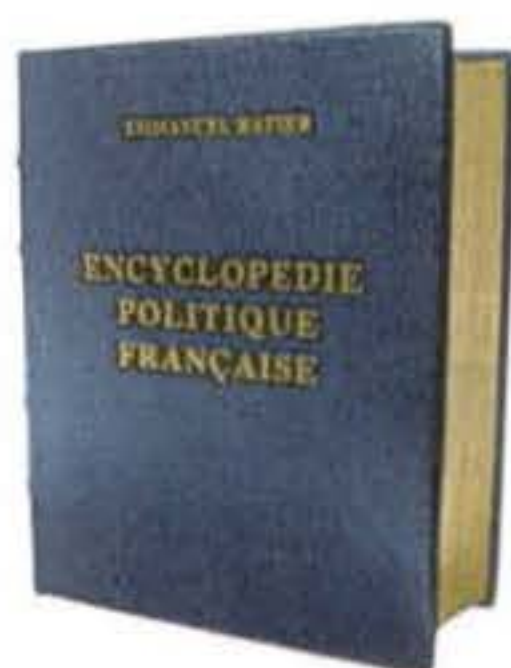
IMPORTANT: La numérotation qui précède chacun des titres ci-dessous n'est pas une indication de classement des ventes, mais seulement un moyen de passer vos commandes sans occuper trop de place sur le bon (voir page IV).

1 - FERRE (Jean) : Le désert interdit (235 p., 2000)..... **18 €**
Réimp. de l'édition de 1954.
Récit de la traversée du Rio de Oro, en voiture, en 1952.

2 - FAY (Bernard): Naissance d'un monstre, l'opinion publique (442 p., 2001)..... **33 €**

3 - GIRAUD (Henri-Christian) : Le printemps en octobre (812 p., 2006)..... **24 €**
Une histoire de la révolution hongroise.

4 - RATIER (Emmanuel) Encyclopédie politique française. Tome II (992p, relié, 2005). **98 €**
Plus de 3600 notices détaillées.
Une centaine de documents inconnus et confidentiels. Un ouvrage qui remplace toute une bibliothèque nationale.



5 - Edition de luxe..... **148 €**

6 - Tome I (858 p., relié, 2006)..... **70 €**
Réimpression revue et corrigée de l'édition de 1992.

RYSSEN (Hervé):

7 - Psychanalyse du Judaïsme (400 p., 2006)..... **26 €**
Le livre le plus fracassant sur le messianisme juif.

8 - Les Espérances planétaires (430 p., 2005)..... **26 €**
Un livre qui aurait pu tout aussi bien s'intituler « Les intellectuels juifs et le mondialisme ». Il est constitué de morceaux choisis de nombreux auteurs qui en appellent, sans relâche, à un monde unifié, sans frontières, sans nations et sans races où toutes les particularités auront disparus au profit d'un gouvernement mondial.



9 - BERGERON (Francis) et RANDA (Philippe) : Dictionnaire commenté de livres politiquement incorrects (866 p., 2006)..... **60 €**

MONTALDO (Jean) :

10 - Chirac et les 40 menteurs (456 p., 2006)..... **22 €**

11 - Mitterrand et les 40 voleurs (276 p., 2001)..... **18,60 €**

12 - BRANCA (Eric) et FOLCH (Arnaud) : le mythe Villiers. Biographie (480 p., 2006)..... **21 €**
Portrait et parcours de Philippe de Villiers.

13 - CONDÉ (Louis de) : Voyages (338 p., 2005)..... **30 €**

FALLACI (Oriana) :

14 - La rage et l'orgueil (194 p., 2002)..... **15 €**
La « guerre sainte » menée par les islamistes.

15 - La force et la raison (231 p., 2004)..... **21,90 €**



16 - BARRUEL (Abbé Augustin) (1741-1820) : Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme. 2 volumes (550 p., et 634 p., 2005)..... **49 €**
Réimpression revue et corrigée de l'édition de 1974 (réalisée par les Editions de Chiré), recomposée en deux volumes selon l'édition de 1818 (revue par l'auteur), avec (pour la première

fois) un index complet des noms cités et une importante préface de Christian Lagrave (50 pages).

17 - ALCADER (Jean) : Le vrai visage de l'islam (326 p., 2004)..... **20 €**
Une vive et objective critique de l'islam qui récuse son apport moral, condamne son matérialisme, fustige son intolérance et son prosélytisme agressif.

18 - AMIOT (Yves) : Une affaire d'honneur. L'affaire Dreyfus (269 p., 2006)..... **25 €**
Nouvelle édition revue et corrigée, augmentée d'un index. Ce livre est une réponse à la campagne médiatique pro-Dreyfusarde; Il permet de faire bien des découvertes qui remettent en cause les thèses conformistes imposées par la propagande..

19 - EPIPHANIUS : Maçonnerie et sectes secrètes. Le côté caché de l'histoire (800 p., 2005)..... **39,50 €**



Nouvelle édition 2005 augmentée de 130 pages.
Description détaillée de la façon dont les puissants cénacles antichrétiens (Maçonnerie, B'Naï B'rith, Bilderberg, Trilatérale...) s'acharnent, depuis plusieurs siècles, à saper et détruire les fondements de la civilisation européenne.
Les 130 pages supplémentaires contiennent des compléments d'informations établis depuis la parution de la précédente édition de 1996.

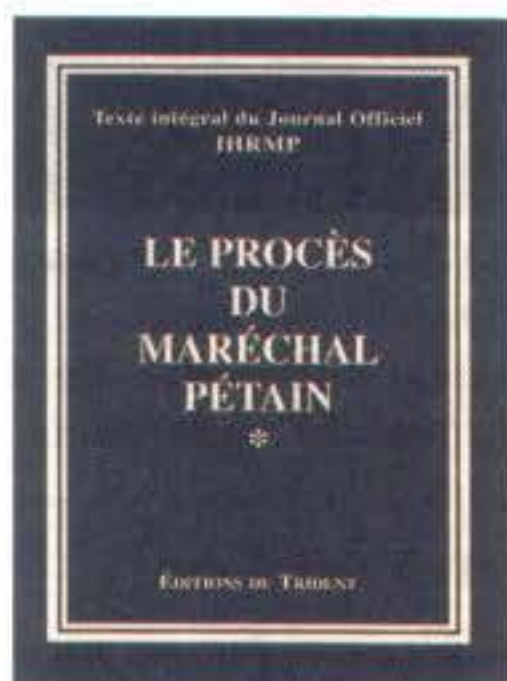
20 - HEERS (Jacques) : L'his-

toire assassinée. Les pièges de la mémoire (270 p., 2006)... **28 €**
Depuis le début du XX^e siècle, l'histoire est la principale arme de propagande étatique. Ainsi l'école républicaine ne cesse de truquer et de tronquer la vérité dans le but de « formater » les citoyens sur un modèle très conformiste.
Afin de nous en administrer la démonstration, Jacques Heers dresse, du Moyen-âge à nos jours, un inventaire de ces manipulations.



21 - Le GROIGNEC (Jacques) : Réplique aux diffamateurs de la France. 1940-1944 (288 p., 2006)..... **20 €**
Réponse aux mensonges médiatisés qui accusent notre pays d'avoir capitulé en 1940 et de s'être rendu complice du génocide juif perpétré par l'Allemagne hitlérienne (nationale socialiste).

[PETAIN (Maréchal)] : Le procès du maréchal Pétain.



Réimpression du texte intégral publié en 1945 dans le Journal Officiel. Un document essentiel

et objectif pour comprendre la tragédie vécue par les Français.

22 - Tome 1 (496 p., 2006).. **29 €**

23 - Tome 2 (489 p., 2006).. **29 €**

24 - Tome 3 (496 p., 2006).. **29 €**

25 - VILLEMAREST (Danièle et Pierre de) : le KGB au coeur du Vatican (316 p. et 10 p. de photos h.t., 2006)..... **28 €**
Histoire des infiltrations subversives jusqu'aux plus hauts sommets de l'Eglise catholique, depuis le début du XX^e siècle (1920 environ).

Cette lecture éclaire bien des zones d'ombre et permet de mieux comprendre certaines dérives de ces 50 dernières années. Le travail de sappe a manifestement porté ses fruits!

26 - MOUTON-RAIMBAULT (Claude) : Le coeur de Louis XVII ? Au delà du doute, l'espérance (116 p., 2006)... **12 €**
Essai critique s'efforçant d'élucider les thèses en présence, dans l'espérance d'une vraie restauration dont Louis XVII – qu'il soit ou non mort au Temple – demeure le symbole, en attendant que se réalisent les promesses du Sacré-Coeur à la France.



27 - FONTAINE (Rémi) : Le livre noir des évêques de France (220 p., 2006)..... **15 €**
Rémi Fontaine a réuni et analysé 38 déclarations d'évêques français sur différents sujets (actualité, religion, laïcité...). Il en a tiré une synthèse commentée qui brosse (il faut bien le reconnaître) le tableau noir de l'état

actuel de l'Eglise en France en contradiction avec ce que dit le catéchisme et en décalage avec l'enseignement du Magistère romain.



28 - GIOCANTI (Stéphane) :
Charles Maurras. Le chaos et l'ordre (575 p., 2006)..... **27 €**
Nouvelle copieuse biographie de Charles Maurras, à laquelle on peut reprocher une tendance trop favorable à De Gaulle pour la période de la II^e Guerre mondiale !

29 - DE JAEGHERE (Michel):
Enquête sur la christi-
nophobie (229 p., 2005)..... **15 €**
2^e édition revue et corrigée.
Cette enquête souligne l'ampleur d'un phénomène qui ne cesse de se développer : la haine que suscite le christianisme a pris la dimension d'un fait de société. C'est une sorte de résurgence de l'anticléricalisme pour faire plier l'Eglise aux exigences de la société marchande.

30 - BRIGHELLI (Jean-Paul) :
La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école (221 p., 2005)..... **16,90 €**

31 - CASIN (Renée) : **Le scandale de l'enseignement de l'histoire** (70 p. 2000)..... **8 €**

32 - CHAMPION (Christine) :
La désinformation par l'Education Nationale (204 p., 2005)
..... **19,90 €**

33 - PICHON (Olivier) : **Dernières nouvelles du mam-mouth** (250 p., 2002)..... **15 €**

De Claude Allègre à Luc Ferry
... Peut-on réformer l'Education Nationale ?

LURCAT (Liliane) :

34 - La manipulation des enfants (209 p., 2002)..... **18 €**
Nos enfants face à la violence des images.

35 - La destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs (244 p., 2004)..... **20 €**

COSTON (Henry) :

36 - La France à l'encan (173 p., 1965)..... **12,20 €**
Edition originale, numérotée sur papier alfa.
L'économie française déjà livrée aux trusts étrangers, il y a plus de 40 ans !

37 - La fortune anonyme et vagabonde (278p, 1984). **19,80 €**
Paru après la victoire de Mitterrand (1981), il explique pourquoi les nationalisations ont surtout profité aux banquiers cosmopolites et comment des financiers - parfois véreux - sont devenus les conseillers intimes de l'Elysée.

38 - La haute finance et les révolutions (119p, 1986)..... **9,80 €**
Réimp. de l'édition de 1963. Par qui et comment ont été versés les subsides aux révolutions bolchevique en Russie, fasciste en Italie et nationale-socialiste en Allemagne.

39 - La République du Grand-Orient (302 p., 1995)..... **21,35 €**
Un Etat dans l'Etat la Franc-Maçonnerie.
Réim. de l'édition de 1963.
Histoire, influence et mainmise de la Franc-Maçonnerie sur la vie politique française de 1870 aux premières années de la V^e République (Nombre limité)

40 - Le veau d'or est toujours debout (450 p., 1987)..... **45,80 €**
Edition originale, numérotée sur

papier alfa (Nombre limité)

Les conséquences de la mainmise de la Haute Finance cosmopolite en Europe et en Amérique, en Orient et en Asie, partout où l'Argent règne en maître. Plus de 1400 magnats et leurs familles sont ainsi passés en revue dans ces 400 pages. C'est un véritable dictionnaire biographique des "décideurs" et de "super-riches" de notre temps.

41 - Les financiers qui mènent le monde (565p, 1989).... **25,15 €**
Le plus gros tirage de l'édition non conformiste depuis la dernière guerre (23^e tirage).
L'histoire de la spoliation des Français par les oligarchies financières, de la Révolution à la V^e République.

42 - Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui (620 p., 1986) **45,80 €**
Réimp. de l'édition de 1960 (Nombre limité).
Un panorama complet de la vie politique française sous les III^e et IV^e Républiques et l'état français. Un exceptionnel ouvrage de documentation et d'archives, avec index de 10 000 noms !

VIREBEAU (Georges) :

43 - Les Mystères des Francs-Maçons (254 p., 1994)... **18,30 €**
Réédition de l'ouvrage publié en 1958.

Histoire politique de la franc-maçonnerie - L'Eglise et les sociétés secrètes - Qu'est-ce qu'une société secrète ? - L'organisation maçonnique - Arrière loge et hauts grade ...

44 - Les Papes et la Franc-Maçonnerie (47p., 1994) **5,50 €**
Les encycliques (de 1738 à 1884) condamnant la Franc-Maçonnerie.

CHARBONNEAU (Henry) :
Les Mémoires de Porthos.

45 - Tome 1 (379 p., 1999)
(valeur 22,70 €)..... **14 €**

46 - Tome 2 (395 p., 2000) (valeur 22,70 €).....	14 €	partis politiques (94 p., 2006)	12 €	50 - La naissance des Evangiles synoptiques (119p,1995)	15,25 €
47 - Les deux tomes ensemble (valeur 45,40 €).....	23 €	CARMIGNAC (abbé Jean) :		51 - MONSPEY (Alain de) : Un drame et un enterrement en pleine crise de l'Eglise (156 p., 2006).....	12 €
48 - WEIL (Simone) : Note sur la suppression générale des		49 - A l'écoute du Notre Père (117 p., 1995).....	15,24 €		

DANS NOTRE COURRIER

Journaux, revues, lettres, activités associatives...

par Jean Auguy, avec la collaboration de Jacques Villemonais et Jérôme Seguin

- *La Nef* d'octobre 2006 (BP 48, 78810 Feucherolles) lance « un appel à la **suppression des partis** ». Ce n'est pas le parlementarisme en soi qui est en cause, mais bien plutôt son mode de fonctionnement hérité des périodes de divisions idéologiques simplificatrices. Le parti politique, en tant qu'il empêche la réflexion souverainement libre de la personne, en tant qu'il ne peut procéder que par intimidation, est intrinsèquement mensonge, et source de mensonge ».

« Un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective [...]. Tout parti est totalitaire en germe et en aspiration. » (Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, p.35). C'est pourquoi nous appelons à la suppression des partis, non pas en interdisant les associations à but politique mais en supprimant tout financement et en leur ôtant le pouvoir d'investir les candidats. Qu'est-ce que la politique, sinon le service du Bien commun ?

Nous appelons à la réunion des personnalités légitimes de la « société civile » dont la parole soit assez puissante pour porter l'idée ». Les signataires de cet appel sont des écrivains : M. Baumier, G. Garnier-Duguy, Falk van Gaver, Aldric van Gaver, Christophe Geffroy, Enguerrand Guépy, Jacques de Guillebon, Luc Richard, Eric Gaillot, etc...

Le général Gallois pense que tout le mal vient de l'élection du président au suffrage universel. Paul-Marie Coûteaux, ami de Philippe de Villiers, dit n'avoir jamais suivi une quelconque consigne de vote d'un parti et se dit détaché du système. Il faut commencer par restaurer la souveraineté du pays.

Yves Daoudal connaît un parti qui dans ses statuts met « le bien commun » en avant. Il dit que de supprimer les partis

revient à un régime totalitaire, le contraire du but recherché. Chantal Delsol admire le texte de Simone Weil, mais objecte qu'elle avait une vision éthérée de la politique comme d'ailleurs de l'entreprise et qu'elle ne fut pas une femme d'action.

Jacques Trémolet de Villers adhère de toute sa raison et de son enthousiasme à cet appel, citant Fustel de Coulanges qui voit dans le mal causé par les partis politiques, « la plus funeste et la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple » et « qu'il n'y eut jamais de despotisme au monde qui pût faire autant de mal ».

- *L'As de Trèfle*, publication subsidariste de l'**Alliance sociale** des Peuples et Pays de France (AS, 11, rue du Bel Air, 94230 Cachan), examine aussi l'idée de la suppression des partis politiques se fondant également sur Simone Weil pour qui adhérer à un parti, c'est « faire profession publique de servilité d'esprit ».

Elle suggère donc de les remplacer par un système dans lequel les candidats à des élections politiques se présenteraient à titre personnel en vue du Bien commun, dans un système de communautés autonomes, de corps intermédiaires libres, en respectant la subsidiarité et la diversité d'origine du pouvoir, donc une souveraineté populaire des mandats impératifs et un mutualisme social.

- *L'Echelle des Valeurs* de septembre 2006 (Alain Chevalérias, 19 rue du Chat Noir, 10130 Chessy-les-Prés) nous explique en page 5 « La TVA sociale » ; proposée par Pierre Aunac pour résoudre « le déséquilibre » des organismes sociaux dû au fait que les entreprises françaises ayant délocalisé leur production à l'étranger ne paient plus en France les charges sociales sur les salaires délocalisés. Il s'agit donc

d'ajouter à la TVA actuelle, de nature fiscale, la TVA sociale. Mais aussi de faire disparaître les charges sociales actuelles sur les salaires qui représentent 70% du salaire net touché par l'employé. Ce système ne coûterait pas plus cher à l'employeur. Par contre, les produits fabriqués à l'étranger seraient soumis à la TVA sociale et perdraient ainsi en attractivité face aux produits fabriqués chez nous.

En répercussion nos entreprises auraient moins d'intérêt à délocaliser, et le chômage baisserait. En outre, nos produits seraient exemptés de TVA sociale à l'export, ce qui doperaient nos importations, et donc encore nos emplois. La mesure serait donc bénéfique à tous... A condition toutefois que le taux de la TVA sociale ne dépasse pas 10%. Conclusion : pourquoi s'en priver ? Affaire à suivre.

- Nous avons appris la mort, survenue le 11 avril dernier, de **Marcel GORI** (il avait lui-même perdu son épouse, Anne-Marie, quelques mois auparavant, en septembre 2005).

Marcel Gori était né en Algérie (originaire de Philippeville) et comme bien d'autres de ses compatriotes, fut obligé de s'exiler en 1962 (« La valise ou le cercueil ») pour venir trouver refuge sur la côte d'Azur (à Saint Raphaël, dans le Var).

C'est là qu'en 1974, il prit la décision de fonder l'*Amicale des Philippevillois, Constantinois et leurs Amis (ACPA)* pour laquelle il publia, à partir de 1976, un bulletin de liaison, *L'Echo du Constantinois et du Philippevillois* qui, peu à peu, se développa, prit de l'ampleur et gagna de l'audience pour devenir une très belle revue de 40 pages, avec photographies et illustrations en couleurs et prit un nouveau titre **L'Echo des Français rapatriés d'Outre-Mer**. D'abord bimestrielle, elle devint trimestrielle et publia 113 numéros en près de trente ans.

En début d'année 2006, nous avons reçu le numéro 113 dans lequel Marcel Gori annonçait en préambule que c'était le dernier, car, disait-il, « je n'ai pas trouvé de successeur et mon état de santé m'oblige à mettre un terme à mon activité car ma vie n'est plus liée qu'à un fil ». Et dans ce

numéro, ses enfants, Jean-Noël et Olivier, joignaient un faire-part annonçant la mort de leur père.

Ainsi, hélas, disparaît une belle publication qui était un lien unissant ces innombrables familles obligées de quitter leur terre natale par suite d'une inadmissible décision politique ! Avec ce dernier numéro s'éteint « une part de la mémoire vive de cet ailleurs ensoleillé où vous êtes nés et où plongent vos racines » ont écrit les enfants de Marcel Gori dans leur dernier message aux lecteurs de **L'Echo des rapatriés**.

- *La Petite Lanterne* n° 129 (F. Schwab, 67140 Mittelbergheim) attire notre attention sur les faits suivants :

Le magazine économique *Enjeux* (du groupe *Les Echos*) numéro spécial été, arbore une couverture provocante et carrément blasphématoire, sur sa couverture une belle photo d'une femme nue, très « porno chic », jusque là rien de nouveau sous le soleil, le rapport avec l'économie est lointain, mais il faut bien vendre dans la torpeur estivale diront les marchands. Le blasphème réside dans son titre : « Ceci est mon corps ». Paroles de la consécration... Une fois de plus c'est le christianisme qui est visé... Et si on changeait de cible, pour changer !!

Linda Hirshmann a trouvé une idée pour réduire les déficits publics, mais faire baisser aussi la natalité, elle considère qu'une femme après des études universitaires, si elle reste chez elle pour élever les enfants devrait rembourser à l'Etat les frais d'études ainsi perdus pour la collectivité. Cette féministe, nouvelle vague, sévit aux Etats-Unis et a publié sa grande idée dans la revue *American Prospect*. Elle va plus loin encore. Elle pense que le fait de rester à la maison avec ses enfants et de les élever, une rude tâche pourtant, est « indigne d'occuper tout le temps et tous les talents des êtres humains intelligents et instruits ».

Winnie l'ourson, voilà l'ennemi !! La télévision publique turque TRT, contrôlée par le gouvernement, vient d'interdire la diffusion du célèbre dessin animé du groupe Walt Disney. Pourquoi donc ce

sympathique ourson n'est-il plus diffusé ? La censure avait d'abord envisagé de couper les scènes où l'Ourson est en relation avec Porcinet, sympathique animal que Winnie a choisi comme fréquentation. Mais l'ami est trop souvent présent et les coupes auraient été trop fréquentes. Qu'importe, c'est toute la série qui est interdite de diffusion dans ce pays « européen ». Cela ne laisse pas de glace la population turque qui n'apprécie pas vraiment cette intervention et censure. A quand la fin du conte les *Trois petits cochons* ?

- *Les 4 vérités-Hebdo* (18 à 24, quai de la Marne, 75164 Paris Cedex 19). Nous avons noté dans le n° 559 : Economie : **L'injustice sociale des monopoles d'Etat**. « Au nom de la justice sociale, la France a créé ses fameux services publics, transformant en monopoles plus de la moitié de l'économie du pays (Education Nationale, Sécurité sociale, RATP, EDF, GDF, SNCF, La Poste, l'Opéra, la Banque de France). Tous ces monopoles d'Etat ne sont plus soumis à la concurrence. Leurs salariés peuvent donc demander des augmentations sans risquer la faillite de l'entreprise, puisque leur employeur c'est l'Etat. Ils peuvent donc utiliser le droit de grève sans risque et ils ne s'en privent pas.

Ces salariés sont devenus de véritables privilégiés. [...] C'est au niveau des retraites que les privilèges semblent les plus injustes ». Pour disposer d'une retraite complète il faut maintenant cotiser 40 ans dans le privé. Mais ceci ne s'applique pas à la Banque de France, ni à la SNCF, ni à la RATP (25 ans y suffisent). De plus, dans le public, la pension de retraite est presque égale au dernier salaire perçu, alors que dans le privé elle ne représente qu'une partie du salaire. Pour payer tous ces privilèges, nous devons payer plus d'impôts. Faisons une nuit du 4 août pour l'abolition des privilèges !

Quelques informations au sujet du **Hezbollah** : Chaque femme chiite libanaise reçoit mensuellement du Hezbollah financé par l'Iran, 195 euros pour porter le voile, 390 euros pour l'habaya (manteau long); chaque homme, 390 euros pour porter la barbe. Un militant du Hezbollah reçoit 3200 euros.

Au Brésil, - 6 voitures sur 10 roulent à l'alcool de canne à sucre.

Terrorisme : « Notre pays est franchement, pour nos adversaires islamistes, dans le camp des occidentaux (des « croisés » comme ils disent), et rien ne nous sera épargné ». Pierre de Bousquet de Florian, patron de la DST.

- *Vérités bruxelloises* (Place Madou 8, boîte 4, B-1210 Bruxelles) est un mensuel rédigé par un groupe de députés qui alertent leurs concitoyens et s'insurgent contre certains éléments ou certaines lois aberrantes et liberticides de la vie quotidienne. Ils disent : « nos dirigeants se laissent aller à une dérive totalitaire », et les citoyens vivent dans « un climat d'insécurité et de ras-le-bol ».

Ils demandent la diminution de l'impôt sur les sociétés, que cesse la désinformation sur la délinquance, l'immigration, la sécurité sociale, la pompe aspirante des « sans-papiers », les occupations d'églises, les tags etc.. Nous concluons : France ou Belgique, c' est du pareil au même, ma pauv'dam'.

Lutter contre les discriminations. On voudrait imposer aux entreprises des quotas d'allochtones. **Axa-France** « s'est engagé en faveur de la diversité culturelle, ethnique et sociale au sein de l'entreprise ». C'est la raison qui a été donnée à une jeune fille pourvue d'un bon CV en recherche de son premier emploi qui lui a été refusé. Le racisme à l'envers reste du racisme.

- Dans *Minute*, hebdomadaire politiquement incorrect, du 20 septembre 2006 (15, rue d'Estrées, 75007 Paris ; courriel : minute.hebdo@free.fr), nous avons lu un intéressant entretien avec **Anne-Christine Royal**, la cousine germaine de Ségolène. Elle milite au *Front national* depuis 20 ans à Rennes, à Limoges, à Bordeaux. Septième d'une lignée de 9 enfants, élevée dans la foi et la tradition, dans une famille où abondent les colonels et les généraux, où parler politique est recommandé, elle avait l'habitude d'écouter son père faire la lecture à ses enfants d'articles de *Présent* et de *Minute*.

A 16 ans, elle trouve Arlette Laguillier « merveilleuse » ! Mais à 18 ans, en 1983, elle se marie avec un sympathisant du *Front National* et y adhère. Elle passe une maîtrise de Lettres, puis élève ses enfants. En 1998, à 33 ans elle est veuve avec 7 orphelins. Puis elle en eut 3 autres, soit dix enfants qu'elle élève seule depuis 8 ans (avec 400 € par mois et les allocations familiales) ! Pendant 5 ans, elle a perdu la foi de son enfance. Maintenant, « je me considère comme une convertie. Je peux dire que je suis authentiquement croyante ».

Elle livre à *Minute* une image tout autre du père de Ségolène que la présentation ridicule de tradi rigide d'un autre âge qu'en a fait *Le Monde*. Elle raconte que Ségolène a traîné son père en justice pour qu'il subviennne à ses besoins, quand elle était étudiante, jusqu'à obtenir qu'il soit condamné. Anne-Christine dit de lui : « C'était un homme bon, humain et juste ». Mais ses parents divorcèrent et Ségolène vivait avec sa mère. Elle n'a pas accepté.

Anne-Christine dit ne pas croire au « vote utile ». De Ségolène et Sarkozy, elle dit : « Ils sont tous les deux dans la séduction. Qui peut dire précisément ce qu'ils ont en tête ? »... « Voter pour quelqu'un dont on ne sait pas ce qu'il va faire de la France, je ne peux pas ». « On nourrit, on loge, on assiste n'importe qui. C'est du masochisme ». Les fameux « assistés bouffis » dont parle Andreï Makine dans son dernier essai. Elle n'éprouve pas de haine à l'égard des immigrés. « Ce n'est pas à eux que j'en veux ; c'est aux politiques ».

- En 1992, le général Royal, oncle de Marie-Ségolène Royal, publiait, dans le *Bulletin des Anciens* de son régiment, la mise au point suivante :

« Ségolène Royal est ma nièce, fille de mon frère aîné Jacques, qui a terminé sa carrière militaire au grade de lieutenant-colonel dans l'artillerie de marine. Si je ne partage en aucune façon ses opinions politiques, l'esprit démocratique me contraint à les supporter. Par contre, je ne puis admettre que, pour construire sa carrière politique, elle ait sali de façon outrageante la mémoire de son père. Lors

de la sortie de son livre « Le printemps des grands-parents », titre très cocasse quand on saura qu'elle a été parfaitement odieuse avec mes parents (ses grands-parents), elle a accordé un certain nombre d'interviews d'où il ressortait qu'elle avait eu une enfance très dure du fait de son père, militaire rigide et borné qui la brimait.

« Par contre, au moment de la guerre du Golfe, dans une interview du journal la Nouvelle République, elle disait son soutien aux soldats français, évoquant avec émotion le souvenir du départ de son père pour l'Algérie et sa mort au combat. En réalité, mon frère est mort du cancer en 1981 ».

« Autre article dans le Courrier de l'Ouest du 2 mars 1992. Je cite : "On sait moins que son père était militaire et que, petite fille, à la maison, il lui faisait faire, contrainte et forcée, sa prière quotidienne". En conséquence, je n'ai aucune relation avec cette jeune femme résolument mythomane et j'ai honte de voir le nom de ma famille ainsi galvaudé ».

- Toujours dans *Minute* : « Muamar Al Kadhafi calculait en mai dernier dans son discours de Tombouctou : « Nous avons 50 millions de musulmans en Europe. Il y a des signes qui attestent qu'Allah nous accordera une grande victoire en Europe, sans épées, sans fusils, sans conquêtes. Les 50 millions de musulmans d'Europe feront de cette dernière un continent musulman. Allah mobilise la Turquie, nation musulmane, et va permettre son entrée dans l'Union européenne. Il y aura alors 100 millions de musulmans en Europe ».

Rappelons que la Turquie compte 70 millions de musulmans et qu'ainsi l'Europe en compterait 120 millions.

- Le *Courrier de Tychique* n° 165 (J.-M. Chabanon, 168, route du Grobon, 01400 Châtillon-sur-Chalaronne) fait remarquer qu' : « A près de 70% des votants, les Suisses viennent d'adopter par référendum une loi restreignant considérablement l'immigration dans leur beau pays ! »

Cette loi ne permet l'entrée en Suisse aux non Européens que s'ils prouvent leur qualification professionnelle pour occuper

un poste de travail précis à la condition qu'aucun Européen n'ait pu être trouvé pour ce poste. Elle rejette les sans-papiers réclamant le « droit d'asile » et leur nie l'aide sociale. Au Luxembourg il existe une loi similaire qui de plus exige que les étrangers présentent d'avance un bail de logement.

En France, la laïcité ne s'applique pas à la construction des mosquées. Nicolas Sarkozy a demandé à J.-P. Machelon (universitaire) un rapport en vue d'aménager la loi de 1905. On y découvre que l'Islam est, en cette matière, en « phase de rattrapage », que les « grandes mosquées sont encore trop rares aujourd'hui » et qu'« il pourrait être envisagé d'obliger les communes à consigner les fonds nécessaires »...

- *Le Clin d'Œil* (35, rue de la Libération, 76880 Arques-la-Bataille) est désormais disponible sur Internet sur le site : <http://membres.lycos.fr/clindoeil26/>. Essayez-le vite !

Dans le n° 198, octobre 2006, en réponse à l'exclamation du général De Gaulle (en juin 1958, en Algérie) : « C'est grand, c'est généreux la France », Yamina Benguigui (membre de la « Haute autorité pour l'Intégration ») donne une image de la France, où les gens issus de l'immigration souffrent d'une discrimination invisible et pernicieuse (*Le plafond de verre* est le titre de son film).

Question du *Clin d'Œil* : « Était-il judicieux de nommer dans un organisme officiel une cinéaste qui crache constamment dans la soupe, mais qui fait carrière en France et non en Algérie, et qui veut, selon ses propos, « mettre fin au mythe de l'intégration et de la double culture » ?

Dans un article intitulé « la fin des illusions », nous relevons ceci : « La France, qui était sur le point de supprimer carrément le visa dans le cadre du traité d'amitié franco-algérienne, est revenue sur ce projet. C'est ce qu'a révélé un diplomate dans les colonnes du *Parisien* du 8 septembre. Si Chirac et Bouteflika avaient conclu cet arrangement, c'était avant la loi algérienne dite de « réconciliation natio-

nale » et la libération de 2500 terroristes amnistiés. Cette décision a, semble-t-il, semé la panique au sein des services de sécurité français et européen [...] qui souhaiteraient en obtenir la liste, ce que refusent catégoriquement les autorités d'Alger [...] ».

Dans les consulats de France en Algérie, 100 000 demandes sont en attente pour quitter l'Algérie vers la France [...], et nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à évoquer dans leur dossier un aïeul soldat dans l'armée française. Le commissaire européen aux Affaires intérieures, Franco Frattini, prône des « sanctions sévères » contre les employeurs d'immigrés sans papiers en Europe et se dit opposé aux « régularisations massives » des clandestins. Certains politiques se réveilleraient-ils ?

- **Madame de MONSPEY** est morte le 22 septembre dernier, âgée de 80 ans. Elle fut une étudiante militante à l'*Action Française* qui a toujours conservé les convictions de sa jeunesse (elle a, pendant de longues années, apporté son aide bénévole à différents journaux, mouvements et associations de notre famille de pensée (*rivarol*, *Français d'Abord*, *Front National*, *Action Française 2000*, etc.) et nous la comptons parmi les plus fidèles abonnés et correspondants de notre centre de Chiré.

Ses obsèques ont été célébrées, le 26 septembre à Meillers (Allier), par M. l'abbé Bal-Pétre (de la Fraternité Saint Pie X), dans la propriété de famille, puisque l'évêque de Moulins s'est opposé à ce que la cérémonie ait lieu dans l'église paroissiale. Elle était l'épouse du comte Alain de Monspey, auteur du petit livre *Un drame et un enterrement* (que diffuse notre librairie DPF) qui dénonça la persécution de l'Eglise catholique officielle à l'encontre des familles traditionalistes (en novembre 2005, à la suite d'un accident dramatique ayant entraîné la mort d'un père de famille et de deux enfants, le même évêque de Moulins avait refusé la célébration des obsèques selon le rite traditionnel dans l'église paroissiale !).

Nous présentons à M. de Monspey, nos condoléances attristées et l'assurance de notre grande sympathie.

- Une nouvelle publication nous est parvenue : **Les Cahiers de l'Indépendance**, n°1, revue de la pensée française ouverte aux souverainistes de tous horizons (trimestrielle ADALI, 51, rue de Paradis, 75010 Paris et éditeur associé : François-Xavier de Guibert, 3, rue Jean-François Gerbillon, 75006 Paris). Les directeurs et le comité de rédaction viennent de plusieurs horizons de droite. L'abonnement annuel est de 50 €, un exemplaire : 23 €.

Nous y avons remarqué une pétition au ministre de la Culture pour que ne soit pas reconduit le contrat de l'administrateur général actuel de la Comédie Française, au motif qu'il a « déprogrammé » la pièce de Peter Handke, l'un des plus grands écrivains de langue allemande, pour la raison que P. Handke a assisté aux obsèques de S. Milosevic.

« Ce que nous ne pouvons pas, c'est comprendre comment la censure peut s'exercer ainsi en toute impunité [...] Un grand nombre de personnalités du monde artistique et littéraire du monde entier ont « dénoncé le rétablissement en France d'une forme de censure exercée par les bien-pensants » [...] « dans notre pays qui s'honorait jadis d'être le plus libre du monde ».

Nous pouvons vous fournir le texte de cette pétition si vous désirez l'adresser au ministre de la Culture. Au sommaire de ce trimestre : un dossier : De Gaulle au regard de la haine de soi - Un hommage à Philippe Muray - Politique française : l'antiracisme, la souveraineté, la laïcité - La voix du patriotisme économique.

- **Rivarol** du 29 septembre 2006 (1, rue d'Hauteville, 75010 Paris) sous le titre « On attendait Hitler, c'est Staline », se fait l'écho d'informations recueillies sur la radio polonaise www.polskieradio.pl/polonia/article.asp?tld=40422∓j=2, selon laquelle une commission gouvernementale ukrainienne vient de conclure que 200 000 à 300 000 corps, enfouis dans un charnier des environs de Kiev à Bykovnia, sont ceux de purges de Staline, dans les années 30 donc bien **avant** l'occupation de la région par les nazis.

Les fosses de Bykovnia recelaient de

nombreux objets ayant appartenu d'évidence à des citoyens polonais, entre autres des pièces de monnaie, des uniformes avec des boutons métalliques estampillés, des objets divers fabriqués en Pologne ou en Europe occidentale et « un permis de conduire d'une valeur cruciale car au nom d'une personne qui figure sur une liste de civils dressée par le NKVD » (la police secrète soviétique de l'époque stalinienne).

En 1997, les autorités de Kiev avait exhumé d'une autre fosse, près de Vladimir en Volhynie, les restes de 100 personnes exécutées par balle accompagnés d'articles d'uniformes polonais. Tout récemment, une autre enquête vient d'exhumer les restes de 270 officiers polonais non identifiés.

Pourtant sur la même page de *Rivarol* nous trouvons l'information selon laquelle « Mao est le champion incontesté des millions de victimes massacrées, - loin devant Staline -, mais ses héritiers qui n'ont jamais rien renié, bien au contraire, sont traités avec tous les honneurs, une complaisance infinie et très intéressée », commerce mondial oblige ! Et « sur nos antennes des partisans actuels de Mao peuvent s'exprimer sans être inquiétés le moins du monde » et « professer dans leurs livres que la Chine communiste a fait partie de la « marche du progrès de l'humanité ». Et socialistes ou libéraux ne disent mot !

- **Radio Courtoisie** (61, boulevard Murat, 75016 Paris, tél : 01 46 51 00 85) est en danger. Pendant ses vingt ans d'existence, la « Radio libre du pays réel » a réussi le pari d'exister et de diffuser en toute indépendance, sans recourir à la publicité, vivant uniquement des fonds apportés par ses auditeurs. Mais elle connaît aujourd'hui de graves difficultés financières : elle a bien plus d'auditeurs que de cotisants... Pour aider *Radio Courtoisie*, c'est simple : il suffit d'envoyer un chèque (40 euros minimum pour un an d'adhésion, à l'adresse indiquée ci-dessus).

Radio Courtoisie recherche également des bénévoles (faciliter les tâches administratives, prise des messages des auditeurs, appui des responsables d'antenne, etc..) Si vous êtes intéressé, faites parvenir votre candidature avec une courte fiche de renseignements (nom, téléphone, etc..).

- **L'Association Education Solidarité** (155 E, Chemin de la Palma, 69210 L'Arbresle, tél : 06 09 09 28 28) et le Père Yannik Bonnet nous prient de communiquer : Grâce à votre générosité nous avons pu accorder 233 bourses aux enfants de 72 familles dans 15 écoles hors contrat. Cette année nous aurons à satisfaire 500 demandes justifiées. Votre don vous vaudra une réduction d'impôt de 66% en ayant contribué à la reconstruction de notre société. Les enfants prient pour les donateurs.

- **André PARINAUD** est mort pendant le courant de l'été, à l'âge de 82 ans. Peu connu du grand public, ancien de l'Ecole Normale Sup (rue d'Ulm), agrégé de philosophie, il s'attacha après la guerre, à faire sortir Louis-Ferdinand Céline de l'ostracisme auquel il avait été condamné. C'est ainsi que parut un entretien, en 1953, dans *La Parisienne* (la revue des « Husards »).

En 1959, nommé rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Arts*, il présentait toujours en bonne place les livres de Céline (avec la complicité de R. Nimier). Il était aussi un fin connaisseur de la peinture moderne pour laquelle il a produit une émission de télévision et a organisé plusieurs expositions.

- *Les Epées* (6, rue Henri Say, 92600 Asnières, www.lesepees.com) dans le n° 20 de ce « trimestriel royaliste », de sensibilité orléaniste, nous lisons dans l'éditorial : « Le patriotisme commence par un acte d'humilité, une reconnaissance intime devant la terre des pères, qu'appelle le sens des responsabilités, la volonté de bien faire autour de soi, ou de limiter les dégâts. Le chauvinisme n'en est que la caricature bête. Il exalte la fierté et l'orgueil jusqu'à l'étourdissement, flatte l'arrogance et la supériorité en faisant résonner le vide [...]. En France, donc le patriotisme, -le patriotisme à l'ancienne, classique, celui de Corneille, non pas celui de Saint-Just-, est mal vu, dénoncé, puni avant d'être entendu ».

En page 36, un article a retenu notre attention : « Un maître », **René Follet**, illustrateur de livres depuis plus de 50 ans.

Son art est surtout remarquable dans l'expression des visages qui donne la vie au récit, « où chaque caractère est immédiatement lisible ».

Quant à sa plus récente BD, *Terreur* (2002), évocation romancée de la vie de Madame Tussaud, « elle s'attache à montrer la Révolution vue par une jeune femme qui s'essaye à survivre. Avec une palette blême, où abondent les roses claires, les verts maladifs et les tons de craie, Follet et Stoquart nous promènent dans la Révolution française et son cortège d'horreur, dans une atmosphère de feuilleton XIX^{ème} siècle, entre la baronne Orczy et Alexandre Dumas. Une vraie réussite. »

René Follet est aussi l'illustrateur des ouvrages d'Henri Servien, *Petite Histoire de France*, *Petite Histoire des guerres de Vendée*, etc..

- D'après *Mouvements Religieux* n° 315 (Bulletin de l'Association d'Etude et d'Information sur les mouvements religieux, B. P. 70733, 57207 Sarreguemines Cedex) il existe une fraternelle « L'Acacia et le Lotus » depuis le 8 juin 2000 qui a pour objet déclaré de « réunir des francs-maçons bouddhistes afin d'étudier et d'approfondir les convergences entre les deux spiritualités auxquelles ils appartiennent. »

« A l'encontre des trois religions du Livre, le bouddhisme dit aller d'emblée avec la logique de la responsabilité individuelle dans l'accomplissement de son propre karma ; comme la Franc-maçonnerie demande à ses membres de mettre de l'ordre dans leur Temple intérieur.

En conclusion, bouddhisme et franc-maçonnerie sont deux voies initiatiques, deux mondes de « chercheurs ». Loin de la religion du Verbe, nous avons affaire à des démarches personnelles, voire individualistes.

- Nous avons récemment appris la mort du comte **Arnaud de Villoutreys de Brignac**, survenue le 12 juin 2006, à l'âge de 75 ans. Né en 1931, à Alger, il fut un « soldat perdu de l'Algérie française », chevalier de la Légion d'honneur, Croix de la Valeur militaire et croix du combattant.

Pendant de longues années, il fut un très fidèle correspondant de nos activités de Chiré (achat de livres et abonnements).

La messe de ses obsèques a été célébrée le 16 juin par le père Jean-Paul Argouarc'h, à l'église Notre-Dame des Armées à Versailles, suivie de l'inhumation au cimetière de Choisy-le-Roi.

- *Credo* (Chez Jean Bojo, 11, rue Belair, 95300 Ennery, courriel : credo-cath@aol.com). La photo de couverture du numéro de septembre 2006 représente un meuble qui peut évoquer un prie-dieu avec rangement, placé sous une croix imprimée sur le mur : « Aux pieds du Vésuve, en l'an 79 après Jésus-Christ ». La photo a été prise dans la seule maison d'Herculanum qui n'a pas subi de restauration artistique.

« En 1939, en faisant des fouilles à Herculanum, on a découvert l'empreinte très claire d'une croix sur un mur, dans la partie réservée aux esclaves d'une villa patricienne. La maison avait été ensevelie sous la lave, lors de la célèbre éruption du Vésuve. Donc cela permet d'affirmer qu'en 79 après J.-C., le christianisme avait atteint Herculanum. De même que l'on sait qu'en 64 après J.-C., lors de l'incendie de Rome par Néron, les chrétiens y étaient fort nombreux. Cela donne lieu de rejoindre les recherches faites sur l'origine et l'âge des écrits évangéliques.

Credo nous rappelle que « les rapports des écrits évangéliques avec les témoins de la vie de Jésus », sont sans doute beaucoup plus étroits que ne le reconnaissent habituellement les exégètes. « Les travaux de l'abbé Carmignac nous montrent que les Evangiles sont le fruit du travail accompli par les témoins directs qui ont pris des notes. Nos Evangiles ne sont pas le fruit des communautés chrétiennes qui, au fil des ans, ont rassemblé leurs souvenirs, en ajoutant si besoin des enjolivures ».

En effet l'abbé Carmignac était un vrai savant en matière de linguistiques grecque, hébraïque et araméenne. Il étudia la langue des textes de l'Evangile de Marc retrouvés à Qumrân et il a prouvé que ces textes sont une bonne traduction grecque d'un original hébreu, dans un style naturel et spontané, habituel à la prose sémitique.

Le grec des Evangiles, c'est le bon grec d'un bon traducteur, fidèle et respectueux d'un texte original sémitique. Donc l'Evangile de Marc a été rédigé en hébreu ou en araméen. Une même conclusion s'impose à l'étude synoptique de l'Evangile de Matthieu.

Par contre, il semble à l'abbé Carmignac que Luc a rédigé en grec, avec parfois des sémitismes d'origine. On est loin du scepticisme à la mode quant à l'origine du Nouveau Testament.

- Nous avons reçu le n° 61, septembre 2006, de *Citadelle de l'Espérance*, des scouts de Notre-Dame de Riaumont (BP 28 – 62801 Liévin Cedex- <http://riaumont.net>). Le Village d'enfants, le collège technique, et les scouts et guides de **Riaumont** nous prient d'annoncer que le **samedi 16 décembre**, de 16h à 22h, se tiendra leur fête de St Nicolas, avec village de Noël, crèche vivante, marché médiéval, spectacle, chorales, orchestres.

Nous sommes tous invités à leur rendre visite, à nous y divertir, en famille, et à aider par nos achats les éducateurs qui donnent aux enfants une formation qui leur convient (maçonnerie, menuiserie, horticulture), une éducation chrétienne, un enseignement vraiment catholique. Vingt ans après le décès de son fondateur, le Père Revet, l'œuvre de Riaumont est plus vivante que jamais sous la houlette du Père Argouarc'h.

Nous avons lu avec intérêt les six pages relatant la vie du bienheureux Etienne Vincent Frelichowski, scout polonais, né en 1913 en Poméranie, qui s'efforça jusqu'à sa mort d'accomplir sa promesse scout dans la franchise, le dévouement, la pureté, la joie et l'Espérance. Il fut ordonné prêtre en 1937. Arrêté par les nazis en 1938. Dans les divers camps où il fut interné, il entraîna d'autres prêtres à apporter à leurs camarades détenus le soutien moral, les sacrements, le soin aux malades. Il succomba au typhus contracté au contact des malades auprès desquels il se dévouait, le 23 février 1945, en odeur de sainteté.

Comme le scout français Marcel Callo, (ou le jeune Robert Saumon scout routier

martyr) qui fut déclaré bienheureux le 22 juin 1999. Ils furent déportés « in Odium Fidei », « en haine de la foi », comme saint Maxilien Kolbe, car le nazisme, dénoncé par Pie XII, était un culte idolâtrique qui ne souffrait pas les jeunes « trop catholiques ».

- Un appel urgent nous est parvenu : l'**abbaye Notre-Dame de Gaussan** (11200 Bizanet, tél : 04 68 45 19 92), manque d'intentions de messes. Nos lecteurs feront œuvre utile en transmettant des intentions de messes à cette abbaye au sein de laquelle toutes les messes sont célébrées selon le rite traditionnel de Saint Pie V.
- *L'Homme Nouveau* de septembre 2006 (10, rue Rosenwald, 75015 Paris tél : 01 53 68 99 77) présente le **Père André Forest**, aujourd'hui âgé de 75 ans, prémontré, fondateur en 1978 de Sant'Antimo, dans les ruines d'une abbaye du XI^{ème} siècle, en Italie, près de Sienne.

« Doux et humble de cœur », cet homme de Dieu, lucide et fidèle à sa Règle, suit le rite de Paul VI en grégorien, dos au peuple et avec un grand sens du sacré. Sa théologie s'enracine dans l'Amour et dans sa formation doctrinale thomiste. « A cause d'un manque d'enracinement surnaturel, on perd l'identité propre et, pour certains, les activités pastorales prennent le dessus sur la vie spirituelle », dit-il. « Le problème n'est pas tant théologique qu'une question de vie personnelle du prêtre ».

Aujourd'hui une dizaine de religieux vivent à l'abbaye Sant'Antimo qui « éclaire et guide à la lumière de l'Evangile », 3 à 4000 routiers scouts qui y passent annuellement quelques jours. (voir site : www.antimo.it.)

- **L'école à la maison.** Nous en avons déjà parlé dans nos précédents numéros. *Présent*, du 6 octobre 2006 (5, rue d'Amboise, 75002 Paris) s'alarme : « Une très récente décision de la Cour Européenne des droits de l'homme est venue accentuer un peu plus le droit que s'arrogent certains Etats sur l'éducation des enfants. » Plusieurs cas de familles allemandes qui faisaient l'école à la

maison ont été condamnées après maints problèmes de police. Il s'agissait de familles « baptistes », qui dans différents Etats allemands, désirent faire échapper leurs enfants à l'éducation sexuelle, à la violence, etc., ainsi qu'à la négation de leur croyances religieuses. Il faut savoir que dans tous les cas, les enfants ont pu prouver qu'ils étaient instruits.

Mais la Cour européenne a dit le droit de l'Etat d'exiger que les enfants fréquentent d'autres enfants issus de tous les secteurs de la société, « pour l'acquisition de compétences sociales », et a prétendu que la « neutralité » de l'enseignement préservait les droits religieux des parents. La Cour européenne approuve « l'intégration des minorités », exigeance « due à l'importance du pluralisme pour la démocratie » !

- Nous recommandons, comme chaque année, le *Bulletin de Liaison des Amitiés Patagones*, **Le Moniteur de Port Tounens**, concocté sous la houlette du Consul général du royaume de Patagonie, Jean Raspail et du vice-consul chancelier François Tulli (Chancellerie de Patagonie, 26, rue des Fossés Saint-Bernard, 75005 Paris). Ce n° XI, daté année 2006, est à commander pour la somme en chèque de 23 € plus 4 € de port à F. Tulli.

Il comprend le précieux annuaire général et diplomatique du consulat général ; l'histoire du commerce interlope français (1698-1724), sur la route du Cap Horn ; l'histoire de la conquête de l'archipel des Minquiers (près de Jersey) en 1929 ; la reconquête de cet archipel en 1945 par un navire français chasseur de sous-marins aux ordres de l'enseigne de vaisseau Michel Champetier de Ribes ; l'annexion des Minquiers par le royaume d'Araucanie et Patagonie en 1984 ; les activités conquérantes du lobby patagon en 2005 ; enfin les archives patagones et les lectures patagones en mémoire d'Antoine de Tounens devenu le roi Orélie-Antoine 1^{er} en 1860. En 75 pages grand format, illustrées et sympathiques, vous saurez tout sur le royaume de Patagonie et Araucanie, ancien et actuel.

« La Patagonie est un jeu, oui, et qui doit le rester. », déclare Jean Raspail.

André CAGNON

L'annonce de la mort d'André CAGNON, au mois de juillet dernier, nous est parvenue avec un peu de retard. Né le 17 avril 1918, il était âgé de 88 ans.

A la fin de ses études, il entra à la maison catholique de la Bonne Presse (qui n'avait pas encore changé d'orientation ni pris le nom de Bayard) dans laquelle il devint rédacteur dans les revues destinées à la jeunesse.

Pendant la guerre, il était sous-officier et combattit dans la résistance puis pris part (avec le général de Bénouville et H. Frenay) à la création du journal *Climats*, traitant des questions concernant la France d'Outre-Mer. Puis il fut correspondant de guerre en Indochine (2 séjours de quatre mois) et rentra au service de politique étrangère du quotidien *Le Parisien* où il resta jusqu'à sa retraite (en 1956, il était en Hongrie pour relater l'insurrection de Budapest et reçut le « Diplôme d'honneur de combattant de la liberté » décerné par les anciens combattants hongrois réfugiés en France).

Parallèlement à cette carrière professionnelle, il fut un ardent et fidèle catholique, dérouté par l'orientation post-conciliaire de l'Eglise et désirant rester attaché à la liturgie traditionnelle. C'est ainsi qu'il rejoignit Mgr Ducaud-Bourget et prit part à la reconquête de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, dont il fut un des piliers depuis 1977. En 1983 lui fut confié le secrétariat de rédaction de la revue *Fideliter* à laquelle il collabora tant que sa santé le lui permit.

André Cagnon était aussi très attaché à la personne et au souvenir de Mgr Lefebvre dont il fut le chauffeur à plusieurs reprises. Aux éditions *Fideliter* (devenues par la suite *Clovis*), c'est lui qui assura toute la surveillance technique des livres de Monseigneur. Il a toujours conservé une grande fierté de cette collaboration.

Avec lui disparaît un témoin privilégié de toute la période de la lutte menée avec courage et héroïsme par la Fraternité Saint Pie X pour assurer le maintien du catholicisme traditionnel passablement ballotté et malmené par le progressisme et le modernisme. Qu'il en soit ici remercié pour l'importante part qu'il a prise à la conduite de ce « bon combat » pour l'honneur de Dieu et de l'Eglise.

La rédaction de *Lectures Françaises* présente à son épouse ses très sincères condoléances et l'assure de sa grande sympathie.

ECHOS ET RUMEURS

par Pierre Romain et Jacques De Kremer

● MENACES DE MORT D'ISLAMISTES CONTRE UN PROFESSEUR.

Depuis le 21 septembre, soit deux jours après la parution d'un article de lui dans les pages Débats du *Figaro*, le professeur **Robert Redeker** et sa famille vivent séparés, sous protection policière constante dans des lieux discrets. C'est dire que la situation est très sérieuse. Des islamistes ont, en effet, lancé des menaces de mort contre ce professeur et la DST a bien identifié les origines terroristes. Membre du Comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes* (fondée en 1945 par Jean-Paul Sartre et aujourd'hui dirigée par Claude Lanzmann), M. **Redeker**, agrégé de philosophie, est enseignant dans un lycée de la région toulousaine. Il est considéré par ses amis comme un Voltairien, un esprit critique.

Or aujourd'hui, il ne faut pas croire qu'il s'agisse d'un compliment. Car dans les querelles pédagogiques actuelles, on le dit tenant de la tradition comme bien d'autres philosophes. Il est de gauche, est-il utile de le préciser ? En 2002, il animait le comité de soutien à Jean-Pierre Chevènement et il a des amis à *Charlie hebdo*. Son crime est donc d'avoir publié un article intitulé « *Face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre ?* ». Il y écrit entre autres : « *Chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de Juifs et polygame, tel se révèle Mahomet à travers le Coran* ». Plus loin, il estime que « *l'islam dans son texte sacré, exalte violence et haine* ».

Cela n'a rien d'un « scoop » mais la réaction de quelques fanatiques montre à quoi est réduite en France la liberté d'expression qu'on nous présente à temps et à contretemps comme un des piliers des droits-de-l'homme. Cette fameuse liberté pour laquelle les grands ancêtres et leurs émules étaient – disaient-ils – prêts à mourir. Où sont passées les ligues de vertu

républicaine, de la libre pensée et des droits-de-l'homme réunis ? Certes dans *Le Monde* du 3 octobre, une vingtaine d'écrivains (MM. Adler, Bruckner, Droit, Finkelkraut, Glucksmann, Goupil, Lévy, Sorman, Taguieff...) ont eu le réflexe qu'on attendait devant les menaces de mort visant M. **Redeker**.

Le silence des autres est étourdissant. Où sont les pétitionneurs de compétition qui signent plus vite que leur ombre contre les « *violences d'où qu'elles viennent* », surtout s'il s'agit de condamner la France et son passé ? Ils se terrent prudemment en continuant de donner des leçons de résistance. Ils préparent sans doute la collaboration intelligente. Il faut aussi pointer du doigt la réaction du syndicat de gauche majoritaire dans l'enseignement secondaire, le *SNES*. Ce syndicat où les communistes ont gardé tout leur poids, a, comme d'autres collègues de **Robert Redeker**, argué du fait que ce professeur était plutôt « en marge », voire « réactionnaire » pour faire la fine bouche !

Ensuite ils ont, comme la *Ligue des Droits-de-l'homme*, pris le virage et soutenu le persécuté mais avec des réserves. Ladite *Ligue* a fini par lâcher : « *la liberté d'expression ne se divise pas même quand il s'agit d'idées nauséabondes* ». Bravo pour le soutien ! Ces ergoteurs citoyens refusent l'expression des premiers appuis à M. **Redeker** qui font un principe de la liberté d'expression. Les premiers pétitionnaires ont écrit qu'ils le soutiennent « *Quel que soit le contenu de l'article* ». Voilà ce qui heurte les délicats des principes. Pas de ça Lisette !

Selon l'écrit et selon l'auteur, on doit faire un distinguo. Si Drumont, dit en substance l'un d'entre eux, avait été menacé de mort pour ses articles, il est inconcevable de penser qu'un dreyfusard aurait pris sa défense (*Le Monde*, 6/10/06). Cette opinion

stupide nous semble aussi très spécieuse, elle ne tient pas compte de la grande indépendance d'esprit qui existait alors. Ces professeurs intransigeants iront-ils jusqu'à expliquer à leurs élèves que l'assassinat bestial du cinéaste Van Gogh dans une rue d'Amsterdam peut finalement être justifié ? Voilà ce qui s'appelle une posture véritablement « citoyenne ».

● **VINGT-HUIT PRÉFETS DÉNONCENT LA VIOLENCE.** Le 19 juillet dernier, la **Direction Générale de la Police Nationale (DGP)** avait demandé à vingt-huit préfets d'expliquer l'augmentation des violences contre les personnes dans leurs départements. Avaient été retenus ceux où la hausse des violences dépassait 10 %.

Dans une lettre confidentielle au ministre de l'Intérieur, Jean-François Cordet, préfet de Seine-Saint-Denis, avait donné sa réponse. C'est un bilan terrible de la situation du « 93 ». Curieusement ce courrier fut en partie publié dans le quotidien *Le Monde* du 19 septembre. L'affaire fit du bruit. Le ministre s'en prit au laxisme des juges, ceux de Bobigny en particulier, soulevant des protestations de toute la corporation. Mme Royal félicita le préfet pour son courage.

Le haut fonctionnaire est lucide. La Seine-Saint-Denis, dit-il, est entièrement devenue un département de « non droit », et concomitamment une zone étrangère de par la composition de la population, « le nombre des clandestins, écrit-il, n'est pas mesurable » et on peut affirmer que « deux tiers de la population (sont) étranger(s) ou d'origine étrangère ». La vie quotidienne est régulièrement troublée par des violences très nombreuses (des milliers d'agressions) : en augmentation de 14 % pour les violences aux personnes pendant le premier semestre 2006, de 23 % pour les vols avec violence. Le préfet soulève à nouveau le cas des mineurs. On les trouve dans 70 % des actes de délinquance mais sur 1 651 mineurs déferés à la Justice, seuls 132 ont été écroués en 2005. Il s'inquiète de l'influence grandissante de l'islam, etc...

Grâce aux mystérieuses accointances habituelles, le même quotidien eut accès aux

autres rapports et en publia les conclusions essentielles. Tout en faisant les nuances utiles sur les différences locales (en particulier par rapport au nombre d'habitants), on arrive cependant à des remarques convergentes. Les fonctionnaires signalent tous plusieurs symptômes communs de la violence en France. D'abord le poids des mineurs récidivistes.

Tout le monde a des exemples locaux. Mais les préfets se disent préoccupés par l'augmentation des violences de ces mineurs qui, utilisant dans les quartiers des locaux divers, caves et appartements, entretiennent quotidiennement un climat épouvantable. Ils ont compris comment échapper aux identifications en faisant groupe : une ou plusieurs dizaines d'individus habillés de façon identique et le visage dissimulé.

Le préfet de l'Aube signale « *l'apparition, dans les quartiers sensibles, des groupes de jeunes ethniquement homogènes, rebelles à toute intégration dans les dispositifs sociaux et refusant les contacts avec les éducateurs de rue* » (*Le Monde*, 22/9/06). Les préfets s'efforcent de signaler à la justice les multirécidivistes. Mais tous conviennent que la justice « ne suit pas ». Ils citent des procureurs donnant par écrit des directives aux juges de « *limiter le nombre des gardes à vue* » et de « *ne pas mettre en œuvre la loi sur l'occupation des halls d'immeubles* ».

Le préfet de Seine-Saint-Denis insiste également sur « *le traitement particulièrement indulgent de la part de la justice* » dont bénéficient les mineurs. Sur les 106 personnes arrêtées pour violences depuis le 7 janvier, 77 étaient des mineurs. Les « *attaques aux personnes* » dans les moyens de transport et les abords des cités sont « *fréquemment commises par des groupes de 4 à 5 individus d'origine africaine ou maghrébine* » (*Le Monde* art.cité).

D'autres préfets dénoncent des « *remises en liberté incompréhensibles* », des convocations à des dates ultérieures ou la baisse du nombre d'écrous alors que les arrestations ont augmenté. Sont aussi soulignés la hausse des violences familiales devenues très fréquentes et le rôle particulièrement néfaste

de l'alcool. Les préfets confirment les abus qu'occasionnent les déferlements « festifs » (coupe du monde, tour de France, fête nationale, fêtes locales...) toujours accompagnés de beuveries. S'ajoute la consommation régulière, pas seulement en fin de semaine. Bien des violences trouvent leurs origines dans ces souleries répétées.

Les préfets tentent de lutter en fermant certaines discothèques ou en convoquant les parents des mineurs pris en état d'ivresse. On constate une nouvelle fois que certains magistrats freinent les mesures répressives réclamées partout contre les mineurs délinquants. On sait l'effet désastreux dans les quartiers qu'est la remise immédiate en liberté d'un caïd local de 14 ou 16 ans venant d'être interpellé. Dans ce domaine aussi, le rousseauisme soixante-huitard de quelques juges ruine les efforts. Même quand les lois ont été votées, tout dépend de celui qui les applique.

- **LES RÉGIMES SPÉCIAUX DE RETRAITES.** Suite aux déclarations jugées impies de M. Fillon sur la question, les Français ont prêté l'oreille aux quelques données que leur ont fournies les gazettes. La polémique prit vite de l'ampleur...jusqu'à l'intervention du chef de l'Etat français, le 18 septembre. Il s'était empressé d'affirmer : « *Mon gouvernement n'a aucune intention de modifier les régimes spéciaux... S'ils existent, c'est parce qu'il y a des raisons spéciales...* ». L'histoire récente nous rappelle le danger que suscite toute tentative de réforme de ces « cas ». 1993, 1995, 2003 : chaque essai de modification s'est soldé par une guerre de tranchée et souvent une reculade du gouvernement qui s'y est risqué.

On sait que ces « régimes spéciaux » englobent des métiers très variés qui ont conservé des acquis et des privilèges liés à leurs fonctions et ce depuis parfois des siècles. Mais il faut y regarder à deux fois. Personne n'ira contester le cas des cotisants et retraités de la Comédie française (environ 350 cotisants et autant de retraités dont le statut actuel date de 1914), ni celui de l'Opéra de Paris (il date de 1698), ni celui des pêcheurs et « invalides » de la Marine (1670). Les clercs de notaire, les employés de

la Banque de France, les mineurs, les salariés de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, les ministres des cultes d'Alsace-Lorraine sont peu nombreux et ne grèvent pas les finances publiques.

Il en va tout différemment des autres catégories concernées. D'une part il y a nos chers élus, les députés et les sénateurs ; d'autre part – et c'est le gros morceau – les agents de la *SNCF*, de la *RATP* et des *Industries électriques et gazières (IEG)*, soit *EDF*, *GDF*, *Compagnie nationale du Rhône* (groupe *Suez*). Chacun sait que tout le régime général impose désormais 40 ans de cotisations à partir de 2008 (41 à partir de 2012) dans le privé et la fonction publique. Les agents de la *SNCF* et de la *RATP* (mais jusqu'à présent également les mineurs, les clercs de notaires, les salariés de la *Banque de France*, les agents des *IEG* et les autres catégories signalées supra) sont toujours à 37,5 ans.

Avec pour la *SNCF* des départs en retraite entre 50 et 55 ans ; idem pour les mineurs et marins ; idem pour les clercs de notaire, les salariés de la *Banque de France* ; de 50 à 60 ans pour ceux de la *RATP* ; 55 à 60 ans pour ceux des *IEG*. Mêmes avantages pour le calcul des pensions. Car on en arrive vite au tiroir-caisse national qui se vide avant d'être rempli. Les retraités des régimes spéciaux sont 1 086 648, alors que les cotisants pour ces régimes ne sont que 502 115. Le déficit pour la *SNCF* frôle les 4,5 milliards d'euros, les 700 millions pour la *RATP*. Est-ce que les parlementaires seront mis à contribution ?

- **REFUS DE CERTAINS MAIRES DE PAYER LES ÉCOLES.** Un article de la loi de 2004 sur la décentralisation, contraint les maires à payer pour tous les enfants résidents scolarisés hors de leur commune. Ce qui implique qu'ils doivent payer pour des enfants inscrits – horreur ! – dans les écoles privées. Les comités « républicains et fraternels » se sont jetés sur cette atteinte à la sainte laïcité. Autour du *CNAL* (*Comité national d'action laïque*), ils ont rameuté la *Fédération nationale des délégués départementaux de l'Education nationale* (si, cela existe), la fraternelle *Ligue de l'enseignement*, la *Fédération des conseils de*

parents d'élèves (FCPE), les syndicats les plus à gauche : le SE-UNSA, l'UNSA-Education.

La technique est rodée depuis une cinquantaine d'années. L'important est d'énumérer des fédérations et des syndicats. Quand on regarde de plus près, on constate qu'on retrouve les multicartes de l'Education nationale. Ce sont très souvent des enseignants membres des syndicats, ligues et comités, qui se retrouvent dans les bureaux des associations de parents d'élèves. Le CNAL a attaqué, devant le Conseil d'Etat, la circulaire détaillant l'application de la loi contestée. Contactés, des maires ruraux ont décidé de ne pas payer et de faire des procès. 300 000 enfants du primaire sont scolarisés dans des écoles privées sous contrat hors de leurs communes. Selon les calculs du CNAL cela impliquerait une facture de 275 millions d'euros. Mais d'après les comptes de l'enseignement catholique, ce serait 132 millions.

En attendant les décisions du Conseil d'Etat, un compromis a été trouvé entre les parties. En pratique un maire devra payer pour le privé s'il n'a pas d'école sur son territoire, si ses capacités d'accueil sont insuffisantes ou dans certains cas spécifiques. Rien n'a fait changer les maires opposés malgré le profil très bas de l'enseignement catholique. Les candidats aux présidentielles seront mis en demeure de prendre position sur cette question. On a bien retenu qu'il n'est pas un instant question des enfants inscrits dans les écoles hors contrats. Ils sont Français, leurs parents paient des impôts mais on veut leur faire payer cher leur liberté.

- **LA TRIBU KA EN CORRECTIONNELLE.** Le 18 septembre, les suprémacistes noirs de la **Tribu Ka** (cf. *L.F.* n°593 pp.48-49) se sont présentés au tribunal de Paris devant lequel plusieurs associations dont l'*Union des étudiants juifs de France (UEJF)* les avaient assignés. Déjà le groupe avait été officiellement dissous suite à son défilé contre les Juifs, rue des Rosiers. Cette fois il s'agissait du procès fait au « leader » Kemi Seba. Accompagné de ses adeptes, il s'est jeté sur les micros tendus avec empressement par les radios pour dire ce qu'il pensait : « ... ce qui m'intéresse, a-t-il expliqué, c'est de

monter en haut de la pyramide, et ce sont les Juifs qui sont en haut ». Alors que l'*UEJF* réclame la fermeture de son site Internet, Kemi Seba, a confié que depuis qu'il s'en est pris aux sionistes, il n'a jamais eu autant de soutiens. Son programme est simple : désionisation, dédommagement et rapatriement.

Le site insiste sur le complot sioniste, accuse « les Juifs d'être les premiers des négriers, des tueurs de Kémites (Noirs) ». « Partout où coule le sang kémite, les kippas sionistes ne sont pas loin. Le temps d'éradiquer cette mafia sioniste est arrivé » (cité par *Le Figaro*, 19/9/06). Si l'avocat de Kemi Seba plaide la liberté d'expression, le parquet de Paris a jugé que « les propos de ce site sont manifestement illicites », d'un caractère « non seulement déplacé, mais aussi totalement illégal », car ils manifestent une « haine raciale et religieuse exclusivement antisémite ». La décision du tribunal, prise le 25 septembre, donne satisfaction aux associations plaignantes. Kemi Seba était sans illusion. Le 18 septembre, il avait lancé : « les dés sont pipés. Le juge est sioniste ... ».

- **STATISTIQUES ETHNIQUES.** La question est tellement sensible en France – dans les autres pays, elles sont admises – que de nombreuses rumeurs laissent entendre qu'elles sont totalement interdites. Sollicités par les politiques, les chercheurs (démographes, économistes, juristes...) doivent essayer de répondre à deux données opposées : on ne peut, au nom de l'égalité, établir des fichiers indiquant des précisions sur la race, les origines, la langue, la religion des intéressés. Mais comme les politiques souhaitent favoriser les catégories les moins intégrées, en accordant aux « minorités visibles » des nominations où leurs origines et races entrent en compte, cette entreprise ne peut se faire que si l'on a des indications que théoriquement on n'a pas le droit d'avoir !

François Héran, directeur de l'*Institut national d'études démographiques (INED)*, a tenté d'expliquer que les choses sont moins simples, et que contrairement à ce qui est répandu par les media, il y a des fichiers statistiques qui tiennent compte des origines. C'est vrai mais il faut suivre l'explication.

Les enquêtes sur échantillons aléatoires sont autorisées, pas l'enregistrement des données d'origine dans des fichiers de gestion. Et cela est très contrôlé. Chaque fois que l'*INED* doit effectuer une recherche, il lui faut obtenir les autorisations ad hoc. Mais « *la statistique publique étudie de longue date les origines des immigrés, y compris s'ils ont acquis la nationalité française* » (*Le Monde*, 15/9/06).

C'est le cas dans les questionnaires des recensements (mais ils sont de moins en moins fréquents). Dans l'enquête « Emploi » de l'*INSEE*, afin d'étudier l'insertion des enfants de migrants sur le marché du travail, figurent les pays de naissance des parents. On comprend que les statisticiens font des sortes de sondages, avec l'accord des personnes, mais cela reste des estimations. On n'a connaissance de certains chiffres qu'à travers des documents techniques (par exemple le pourcentage des maghrébins dans les prisons) mais c'est maigre. Tout semble fait pour mettre les nationaux de « souche » devant le fait accompli.

- **FRAUDES À LA CNAF.** Lors de sa conférence de rentrée, le 12 septembre, la **Caisse nationale d'allocations familiales** a reconnu que les escroqueries dont elle est l'objet ont augmenté sensiblement en 2005. Au cours des années 2000 à 2003, les fraudes se situaient à 1500, elles sont passées à 1650 en 2004 et à 2 295 l'an dernier. Soit une hausse de 40 %. La perte financière est de 21,5 millions d'euros ce qui est anecdotique par rapport aux 61 milliards d'euros versés pour les prestations légales et l'action sociale familiale.

Pour expliquer cette augmentation de la fraude, la **CNAF** avance de meilleurs recoupements dans les contrôles, et – c'est un détail instructif – parce que « *les juridictions donnent aujourd'hui plus souvent suite aux plaintes déposées par les Caisses d'allocations familiales qu'avant* ». Les fraudes touchent principalement trois prestations : Le *Revenu minimum d'insertion (Rmi)*, l'*Allocation de parent isolé (Api)*, les *Aides au logement*. Selon la **CNAF**, la majorité des fraudes résulte d'attitudes passives ou d'omissions volontaires (déclarations d'activité ou de ressources non à jour, ou dissimulation de concubinage).

Seules 10 % seraient issues d'escroqueries délibérées et conscientes, de faux et usages de faux documents. (Donc la dissimulation de revenus et celle de concubinage seraient « inconscientes » ?)

Cette vue lénifiante a été longtemps celle de la **CNAF**. Poussés par les ministères, les responsables reconnaissent à présent l'existence d'une fraude... mais d'une fraude modeste. Ils ont activé des contrôles : en 2005, 560 agents ont vérifié 39 % des déclarations des allocataires, un million de contrôles sur pièces administratives et 360 000 au domicile ont été effectués. Au total 800 000 redressements ont été faits, qui ont permis une restitution de 389 millions d'euros.

De mauvais esprits ont fait néanmoins des remarques acides : si l'on divise, disent-ils, les 2 295 fraudes de 2005 par 560 (le nombre des contrôleurs) cela fait quatre fraudes détectées par an et par contrôleur. C'est peu. On nous annonce que, par des recoupements informatiques adéquats (entre la **CNAF**, le fisc et les Assedic), mis en place au printemps prochain, il sera possible de repérer les fraudes et les affiliations multiples dans plusieurs caisses. Ce qui signifie que dans ce domaine, rien n'avait été mis en place !

- « **L'IDOLE DES ADOS** ». C'est ainsi que les media tous plus flagorneurs les uns que les autres, ont désigné **Jamel Debbouze**, un « comique » devenu acteur de cinéma. En fait il est partout : on le trouve dans un « spectacle » télévisé, *Jamel Comedy Club*, diffusé cet été sur *Canal+* et qui continue dans un théâtre, sur une radio *Fun-Radio*, dans des tournées de spectacles, à la télévision, dans des films à grande diffusion. En particulier « Indigènes », où sont magnifiés les sacrifices des troupes indigènes d'Afrique du Nord. Le président Chirac et son épouse, nous dit-on, furent émus de cette évocation et ne virent pas les grossières erreurs historiques.

En quelques années, le succès du comique a fait monter sa « cote ». Bénéficiant du soutien médiatique qui désormais « pousse » les animateurs et « comiques » d'origines immigrées, **Jamel**, en quelques années, est devenu leur modèle de réussite. Réussite palpable, visible, des comptes en banque.

Voiture de luxe, invitations multiples, encens, amis et amies, stars du cinéma, appartements de luxe, magazines pipeux. **Jamel** est l'acteur actuellement le mieux payé de France. Avec l'assurance que donne les millions, l'âge venant, l'acteur de 31 ans pose un « *regard politique sur le monde* » et le fait savoir. Parmi ses amis en général discrets, on note une majorité des gens d'origine maghrébine ou autre, de différentes conditions sociales. Parmi eux, par exemple, le roi du Maroc (sic) ou le comédien Jean-Pierre Bacri.

Comme agent, spécialement chargé des activités cinématographiques, il a Bertrand de Labbey, patron d'*Artmédia*, agent de Depardieu, de Deneuve... Pour le cinéma aussi, les tickets d'entrée dans les salles obscures font la cote. Du moment que des millions de spectateurs sont allés voir « *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* » (2001) ou « *Astérix et Obélix : mission Cléopâtre* » (14 millions d'entrées pour ce dernier), l'agent peut imposer des cachets de plus en plus faramineux. Après *Astérix*..., **Jamel** a touché 2,2 millions d'euros et s'est acheté une énorme maison à Marrakech. Son agent estime que pour un film produit normalement, **Jamel** ne peut pas désormais demander moins que 2 millions d'euros par tournage.

Les politiques se sont vite rendu compte de l'audience médiatique de l'acteur millionnaire. Pour trouver l'argent nécessaire au film *Indigènes*, le comique a fait le tour des responsables et décideurs politiques. Il a su séduire Nicolas Sarkozy, François Hollande, Claude Chirac... et il a convaincu Mohammed VI de faire participer l'armée marocaine à la figuration du film et de verser une contribution importante.

Cette notoriété a poussé **M. Debbouze** à intervenir de plus en plus dans les « questions » de société, bref dans la politique. Il a parrainé une longue liste de comités de soutien ou les manifestations contre les expulsions d'illégaux. Pour la promotion de son film, il est intervenu en personne lors de projections. A Trappes, où il a passé son enfance, il a dit aux jeunes présents : « *Nos pères ont été obligés de courber l'échine. Nous, on est plus français que les fils de collabos, on ne comprend pas pourquoi il nous faudrait vivre en silence* » (*Le Monde*,

27 /9/06). Encore un qui a bien compris les leçons de l'histoire officielle.

- **LES ENNUIS D'ATTAC.** L'affaire traînait depuis l'été : de graves accusations de fraudes internes avaient été lancées contre la direction du mouvement altermondialiste. Finalement Jacques Nikonoff, président d'ATTAC, a décidé de démissionner du conseil d'administration de l'association et de ne pas se représenter début décembre à l'élection de la prochaine direction. Une commission d'enquête interne avait conclu, fin septembre, à des manipulations « *au bénéfice de la présidence sortante* ». La commission a en effet confirmé qu'une centaine de bulletins au moins avaient été rédigés de la même main et échangés contre les votes envoyés par correspondance. Sur 24 membres actifs, représentants les adhérents, 5 partisans de M. Nikonoff avaient été élus alors qu'ils n'auraient pas dû l'être. Déjà 10 élus pro-Nikonoff ont démissionné. Le président d'honneur Bernard Cassen (ancien du *Monde diplomatique*) qui jusque-là soutenait M. Nikonoff, l'a « lâché ». Il redoute qu'à la suite de cette affaire, l'association ne soit réduite « à un statut groupusculaire ».

- **FRONDE CONTRE CLAUDE ALLÈGRE.** Le 21 septembre dernier, l'ancien ministre de Lionel Jospin a publié dans *L'Express*, un article qui a fait du bruit dans le monde des climatologues. En résumé, il s'en est pris à la version officielle et obligatoire du réchauffement global de la Terre et à la culpabilité prouvée de l'Homme. Or c'est un scientifique qui ose mettre un bémol au dogme officiel, pas un quelconque écrivain. Il explique être énervé par « *le refrain sur le réchauffement de la planète* ». Il a vu les photographies aériennes du Kilimandjaro prises en 1993 et en 2000, clichés qui ont servi de base de démonstration à certains climatologues pour confirmer leurs avis.

M. Allègre fait remarquer que s'il y a réchauffement sensible au niveau de l'équateur, des études montrent que les glaces de l'Antarctique gardent globalement leur masse. Il estime que le réchauffement existe bien dans certaines zones. Quant à ses origines, il nuance. Il conclut par des phrases clai-

res : « *La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme ? Est-ce la nature ?* » Il s'en prend au passage aux tenants d'une « *écologie de l'impuissance protestataire devenue un business très lucratif pour quelques-uns* ».

On comprend que certains chercheurs et certains hommes de media s'en soient alarmés, eux qui ont vu leurs ventes de livres et leur audience augmenter ces dernières années en proportion des alarmes qu'ils annonçaient. Dès la parution de l'article, il y eut un « déluge » de courriels et d'échanges téléphoniques entre les climatologues et glaciologues qui se sont sentis directement visés. Mais – c'est un des points intéressants de cet émoi – , dans les premiers jours, les indignations restèrent limitées aux laboratoires de recherches.

Cette prudence est peut-être due à une spéculation logique : du 21 au 29 septembre, Lionel Jospin était un candidat potentiel à l'élection présidentielle. Puis on sait qu'il renonça. Donc le risque de voir Claude Allègre redevenir ministre s'estompait. Alors le 1^{er} octobre, on vit paraître sur le site Internet du *Laboratoire de glaciologie et de géo-physique de l'environnement (LGGE)* un texte assez « assassin » du journaliste scientifique de *Libération*, Sylvestre Huet. Les arguments de M. Allègre y étaient impitoyablement démontés.

Le 3 octobre, plusieurs climatologues adressèrent une lettre de protestation à l'*Académie des sciences*, à l'*Institut national des sciences de l'Univers*, au ministère de la recherche et à *L'Express*. On reproche au chercheur éminent, à l'Académicien, à l'ancien ministre de la recherche de donner une « *information tronquée, presque partisane et fausse...* » Surtout les climatologues en veulent à M. Allègre de nier le réchauffement et de douter de sa cause principale – l'homme. « *Et de ce fait, de contribuer à instiller le doute sur les travaux du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)* » (*Le Monde*, 4/10/06).

Or ces travaux servent d'argumentaire pour légitimer le protocole de Kyoto ainsi que les mesures « globales » prises pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

C'est dire que derrière cette querelle entre savants, se glissent des enjeux économiques considérables. Les protestataires font clairement entendre que les réticences de Claude Allègre (à admettre la théorie officielle) se retrouvent dans des sites Internet qui donnent des « informations rassurantes », positions qui expliqueraient la faible mobilisation du PS sur les questions de changements climatiques. Dans de nouveaux articles, l'ancien ministre a persisté dans ses vues.

- **CYBERCANDIDATS ET INTENTIONS DE VOTES.** Mêmes les politiciens qui, comme M. Jospin, n'y croient pas, tiennent compte de la manie des échanges sur Internet. Ils ont tous des sites personnels, des « forums », des « chats » et des questionnaires en ligne. Ils ont bien saisi que les nouvelles générations plus individualistes, sans formation politique ni philosophique, sont celles de « zappeurs » y compris sur leurs choix idéologiques. On sait la désaffection pour les scrutins. En quarante ans, les taux d'abstention aux législatives sont passés de 27,9 % à 39,7 % . Et les partis politiques ne retiennent que peu d'adhérents (environ 500 000 aujourd'hui en tout).

Or les internautes, par leurs échanges, recréent des liens. Des liens directs avec des responsables politiques ou des journalistes. Chacun, quelle que soit sa formation, peut exprimer ses questions et avis. Ce n'est plus le « micro-trottoir », c'est le « clavier-trottoir ». La génération du numérique, celle des 18-30 ans, ne se reconnaît plus dans les structures partisans habituelles. Mais il est facile de constater que dans les échanges, les différences de niveaux sont considérables. Les plus malins, les mieux formés, parfois des militants attelés à cette tâche de propagande, cherchent à l'évidence à influencer leurs lecteurs. Cela s'apparente un peu au bouche à oreille et peut avoir des retombées dans les urnes.

C'est pourquoi certains candidats aux élections présidentielles (mais aussi législatives) tentent par ce moyen, avec plus ou moins de succès, de convaincre. Les déconvenues socialo-communistes de 2002 ont amené les candidats à ne plus imposer de

programmes, ni à se présenter comme l'homme ou la femme providentiel(le). On fait dans le faux modeste, l'humble serviteur, l'interlocuteur attentif. M. Strauss-Kahn n'aurait, à le lire, que l'ambition de « faire remonter les idées ». C'est-à-dire les idées forcément géniales des internautes. Même dialogue de la part de Ségol. Elle n'est qu'une « contributrice » parmi d'autres. Tous les candidats flattent leurs correspondants « dans le sens de la Toile » (B. Le Gendre in *Le Monde*, 7/9/06). Et c'est Le Pen qui est populiste !

Les maîtres-sondeurs ont également pris un profil bas. Ils ont digéré le camouflet de référence (leurs prédictions de 2002), tout en entretenant la propagande officielle du système selon laquelle il faut continuer à tout faire pour empêcher un second 21 avril. Ils rappellent que les sondages servent à estimer les « socles » d'opinions, tout en reconnaissant que la campagne officielle d'une présidentielle évolue rapidement parfois à la suite d'une "petite phrase" maladroite, d'une émeute, d'une crise internationale, d'un fait divers.

Pour l'instant, Sarko a un socle constant de 15 à 20 % de très bonnes opinions ; les voix pro-Ségol sont moins discernables. Miss Chabichou groupe des socialistes mais aussi des centristes. Les spécialistes et l'expérience nous montrent que de toute façon, en un semestre, les opinions peuvent varier. Les décisions électorales se prennent de plus en plus tard, parfois le jour du scrutin pour certains. Les spécialistes précisent que les 10 % des votes « volatils » (entre abstention ou participation et entre droite et gauche) sont déterminants dans les élections. Autrement dit, mais on le sait depuis très longtemps, ce sont les indécis, voire les indifférents ou les plus influençables qui font pencher la balance et « disent » quelle est la « volonté générale ».

Pour les sondages, on considère que les Français les ont « intégrés ». Au point que la répétition de prévisions peut conduire les électeurs à vouloir contredire la prévision. Sans doute est-ce cependant autant pour les influencer que pour connaître la température des chers électeurs que nos partis et journaux ne peuvent se passer d'enrichir les instituts spécialisés : nous détenons le record mondial

du nombre de sondages politiques publiés – deux par jour en moyenne. Le tirage au sort aboutirait au même résultat en coûtant beaucoup moins cher.

- **LES DÉPENSES DES CANDIDATS.** Pour la première fois, ces dépenses seront l'objet d'un contrôle par une *Commission nationale des comptes de campagne et de financements politiques*. Les litiges se situent dans les anticipations ou dérapages. Le tout est de savoir s'ils ont été intentionnels ou fortuits. Plus délicate est la situation des ministres-candidats. Quand M. Sarkozy est allé aux États-Unis, se faire adouber par M. Bush et ses mentors, son déplacement a été financé presque intégralement par le ministère de l'Intérieur. Aux socialistes qui ont crié au scandale, Mme Alliot-Marie a répondu qu'« un certain M. Jospin est resté premier ministre jusqu'au bout quand il était candidat à la présidentielle ».

Que s'est-il passé en 2002 ? Quelles furent les dépenses ? Au premier tour des présidentielles de cette année, le plafond des dépenses fut de 14,796 millions d'euros ; 19,764 millions pour le second tour. Le remboursement forfaitaire par l'État dans ce genre d'élections, ne peut excéder le vingtième du plafond pour les candidats ayant obtenu moins de 5 % des suffrages et la moitié du plafond pour les autres. Jacques Chirac avait officiellement dépensé 18 millions d'euros (9,88 remboursés). Lionel Jospin a dépensé 12,5 millions (7,4 remboursés). Pour Jean-Marie Le Pen, dépenses : 11,65 millions, remboursement : 9,88 millions parce qu'il fut présent au second tour. On estime que tous comptes confondus, les candidats à la présidentielle de 2002 ont dépensé 81,6 millions d'euros.

Selon l'*Action Française 2000* (n°2709, 21 septembre - 4 octobre 2006, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris), voici l'évolution du coût global de l'élection présidentielle : 1988, 116,5 millions d'€ ; 1995, 133,47 millions d'€ (+ 15 %) ; 2002, 200,37 millions d'€ (+ 50 % par rapport à 1995 !) ; 2007, estimation à 233 millions (+ 16,5 %) ; Soit en 19 ans, une augmentation de 100 % ! Dans le même temps, le revenu des Français a-t-il bénéficié de la même croissance ?

LE MONDIALISME EN MARCHÉ

par Claude Vignon

◆ « Victoire » serrée de la « droite » suédoise aux législatives.

Ayant réussi à mettre sur pied une « Alliance » des droites, le jeune conservateur Fredrik Reinfeldt est considéré comme le vainqueur des dernières législatives suédoises, le 17 septembre dernier. L'*Alliance des droites* a obtenu 48,1 % des voix contre 46,2 % au bloc des gauches. Le Premier ministre sortant, le social-démocrate Göran Persson, au pouvoir depuis 1996, a annoncé qu'il allait se retirer de la politique en mars prochain. Comme l'a lancé le vainqueur, ce résultat est bien « historique ». D'une part parce que M. Reinfeldt, 41 ans, a réussi à unifier des courants variés, en faisant opérer à la « droite » un virage pour l'amener au centre. Il a compris que si la majorité des Suédois en avaient assez des socialistes, ils ne voulaient pas pour autant abandonner l'Etat - providence. Il est donc revenu sur son désaccord avec ce système d'assistance généralisée contre lequel il s'est battu depuis des années. Il a fait de l'emploi son thème principal alors

que le pays a un taux de croissance de 5 % mais sans créer d'emplois. Il a rappelé qu'en tenant compte des Suédois en préretraite ou en arrêt-maladie qui pourraient occuper un emploi - ou un demi-service -, c'est un million de personnes en dehors du marché du travail, soit 17 % de la population active. Il veut démontrer qu'il est « payant de travailler ». Il envisagerait de baisser les allocations-chômage et les remboursements pour les arrêts-maladie, ou préretraites. Actuellement en Suède, les allocations représentent 80 % du salaire, avec un plafond équivalent à 2180 euros. La droite voudrait baisser cette proportion à 65 % et supprimer les déductions fiscales pour les cotisations aux caisses de chômage et l'adhésion aux syndicats. Sur ce dernier point, il faut s'attendre dans les prochains mois à des réactions. Il n'empêche que ces « nouveaux conservateurs » ont su convaincre leurs concitoyens qu'on disait définitivement ancrés à gauche.

◆ Des élus « néonazis » dans l'est de l'Allemagne.

N'ayant pas publié l'été dernier de « dossiers » sur l'éternel « danger nazi », la grosse presse s'est rattrapée en septembre. Le 17 septembre, les électeurs du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (« Meck-Pom » dans le langage local) ont commis l'abomination de la désolation en votant un peu pour le *Parti national démocrate* (NPD) présenté par ses adversaires comme néo-nazi. Les

résultats font en effet frémir : 7,3 % des votants ont glissé dans l'urne des bulletins du NPD lors des élections au Parlement régional ! Certes le SPD (*parti social-démocrate*) a cédé dix points par rapport à 2002 mais il obtient cependant 30,2 % des voix ; certes la CDU (*Union chrétienne démocrate*) arrive à 28,8 %. Toutefois les 7 % du NPD leur restent en travers de la gorge. Les « néo-nazis »

auront six élus au Parlement régional ! Les commentateurs expliquent ces résultats par le chômage important, la corruption de certains élus, les hausses de prix... Ils remarquent que le *NPD* a cherché à organiser des activités pour la jeunesse désœuvrée : tournois de football, kermesses folkloriques, fêtes des moissons, fêtes des nouveaux-nés, concerts de rock « nationaliste »... bref du pur nazisme. L'ennui pour les authentiques démocrates, c'est que ces activités plaisent. Les autorités font naturellement tout leur possible pour briser ce danger. Elles savent que les groupuscules nationalistes (les *Republikains*, l'*Union*

populaire allemande - *DVU* - et le *NPD*) restent désunis, sans moyens matériels, ni presse ; qu'ils sont surveillés de très près, avec écoutes, enquêtes et policiers infiltrés. Elles peuvent compter sur l'activisme « anti-fasciste » de la grosse presse de gauche, celle qui n'a rien reproché ou presque au passé soviétophile de tant d'intellectuels devenus miraculeusement des références comme démocrates. Mais chacun sait que ces effrois à répétition devant tout ce qui peut sembler un peu nationaliste, participent de la comédie politique actuelle.

◆ Le partage du gâteau autrichien.

Le 1^{er} octobre dernier, contrairement aux prévisions des sondages, les *Sociaux-démocrates* ont remporté les élections législatives autrichiennes avec 35,7 % des votes contre 34,2 % aux conservateurs. Les socialistes venaient d'être discrédités par l'énorme scandale de la banque des syndicats, la *Bawag* (voir L.F. n° 591-592) sauvée de la faillite frauduleuse par l'aide du centre droit. Leur chef de file, Alfred Gusenbauer, aux dires de ses propres amis manque totalement de « charisme », mais il a été le seul à pouvoir concilier les courants de son parti, le *SPÖ*. Néanmoins, il va vraisemblablement devenir le prochain chancelier. Pour avoir accepté l'appui du *FPÖ* de Jörg Haider, les conservateurs du chancelier sortant Wolfgang Schüssel ont été désignés comme les brebis galeuses de l'Europe. Leur gou-

vernement a été tenu en quarantaine durant quatorze mois ! La leçon a porté. Il n'est pas question de s'entendre avec les gens de « l'extrême droite » qui, en dépit de toutes les attaques et contrairement à ce qu'assuraient les instituts de sondage, a obtenu cette année 15,4 % des voix (11,2 % pour *Le Mouvement de l'avenir de l'Autriche*- *BZÖ*- ; 4,2 % pour le *FPÖ*). Quant aux *Verts*, ils n'ont pu faire mieux que 10,5 % des voix. Malgré la dénonciation de cette pratique de maquignon sans principes, on se dirige sans doute vers un gouvernement de coalition entre les faux adversaires (alliés durant des décennies au gouvernement), le *SPÖ* et les conservateurs. Ce qui est la meilleure preuve de la con-nivence des gens du Système pour se réserver les places.

◆ La réunification coréenne par le « business ».

Nos lecteurs savent que depuis quelques années, les Coréens du Sud n'ont cessé de montrer leur complaisance pour leurs voisins du Nord en dépit des menaces mortelles lancées par ceux-ci à

leur rencontre. La dictature communiste de Pyongyang a connu des crises terribles, des crises alimentaires et économiques récurrentes, dont elle parvient à sortir tant bien que mal par des artifices

connus. Elle vend des armes, des missiles, des technologies ; elle a pratiqué le chantage à l'arme atomique (avant de procéder à un essai) ; elle ne néglige pas les trafics d'or et de fausses monnaies . A ce propos, notons le regain d'accusations argumentées selon lesquelles, Kim-Jong-il et ses camarades ont fait fabriquer et écouler des millions de faux dollars, via des banquiers véreux (notamment à Macao), des triades chinoises ou d'anciens terroristes japonais (de l'Armée rouge). Depuis un an, ont été effectuées d'importantes saisies de faux dollars remarquablement imités. A tel point qu'il serait pratiquement impossible de les distinguer des vrais. Or pour les services américains, une telle perfection ne peut être obtenue que par un Etat et la plupart des enquêtes ont remonté en direction de Pyongyang (y compris les faux dollars qu'on trouve toujours au Cambodge). Cependant, si les présomptions sont nombreuses, il semblerait, du fait de la complexité des circuits, qu'il n'y ait pas à ce jour de preuve formelle. De plus, depuis quatre ans, quelques réformes économiques ont été appliquées qui ont entraîné l'arrivée massive d'entrepreneurs chinois en Corée du Nord et certains pensent que les activités économiques et les trafics sont passés aux mains des Chinois.

De son côté, la Corée du Sud n'a cessé d'apporter des aides importantes de nourriture et de matières énergétiques à sa voisine communiste. Elle en a profité

pour proposer une coopération économique. Ainsi des entreprises ont-elles été installées par les Coréens du Sud dans une « zone économique spéciale » située à la frontière entre les deux frères ennemis. Dans les usines et ateliers, travaillent des ouvriers et ouvrières (elles sont majoritaires) venus du Nord. Les investissements en matériel et capitaux viennent du Sud. Il est prévu que cette zone de coopération devrait atteindre 16 000 hectares en 2012. Pour l'instant, les produits fabriqués sont ceux de l'industrie légère (habillement, chaussures de sport, montres, emballages de cosmétiques...). La main-d'œuvre nordiste a une productivité équivalant « aux deux tiers de celle du Sud »(*Le Monde*, 3/10/06). Elle est surtout « deux à trois fois moins chère qu'en Chine - 57 dollars pour 48 heures- et représente moins de 10 % du coût d'un ouvrier chinois » (*Le Monde*, art.cité). Les gouvernements coréens encouragent aux investissements. Bien des observateurs considèrent que désormais, prise en tenaille entre une Chine et une Corée du Sud en plein bond industriel, la Corée du Nord va être amenée à suivre ces exemples. Pour évoquer toute cette zone, ils parlent de « dragon de la mer Jaune » et envisagent une sorte de confédération asiatique de quelque 300 millions d'habitants. Depuis l'essai nucléaire d'octobre, la tension est brutalement montée. Mais les Coréens du Sud craignent avant tout une baisse de la prospérité.

◆ Mort d'Oriana Fallaci.

La journaliste et écrivain italienne s'est éteinte dans la nuit du 14 au 15 septembre dans une clinique de Florence des suites d'un cancer. Elle avait 77 ans. Née dans une famille anti-fasciste, elle se destina rapidement au journalisme. Reporter de guerre à ses débuts, Oriana Fallaci avait collaboré aux grands titres de la presse

étrangère aux Etats-Unis, en France, en Allemagne. Elle avait été présente dans toutes les guerres : Vietnam, Amérique du Sud, Proche-Orient et avait interrogé les grands de ce monde : Giap, Kissinger, Golda Meir, Khadafi, DengXiaoping, Khomeyni...Elle était devenue une des plus grandes signatures de la presse inter-

nationale, reconnue par tous ses confrères. D'autant plus chaleureusement qu'elle était, pendant des années, considérée comme un grand reporter de gauche. Ses romans reçurent un très bon accueil. Le soir du 11 septembre 2001, elle fut appelée au téléphone par le directeur de son ancien journal le *Corriere della Sera*, à New York où elle vivait depuis une dizaine d'années. Il lui demandait de donner sa réaction à l'attaque contre les Etats-Unis. Elle la donna en disant tout ce qu'elle pensait des dictatures musulmanes, du fanatisme religieux de cette croyance, mais aussi de la lâcheté de l'Occident qui refuse de défendre ses principes et ses « valeurs » philosophiques et religieuses. Par la suite, elle complétera son article et en fera un livre qui fit du bruit : « *La Rage et l'Orgueil* » (2002). En dépit ou à cause des polémiques et des procès, ce fut le livre le plus vendu en Italie cette année-là.

D'autres suivront (ainsi « *La Force et la Raison* » en 2004) qui auront la même fougue pro-occidentale et le même ton très hostile à l'envahissement progressif de l'Occident par les sectateurs de l'islam. Elle s'en prenait aux « collaborateurs » qui facilitent ce processus, notamment l'Eglise, mais aussi la presse, les cortèges pacifistes, les syndicalistes, les manipu-

lateurs de l'opinion...(Comment ne pas penser au « *Camp des Saints* » de notre ami Jean Raspail ?) Elle citait Charles Martel, les Rois catholiques Ferdinand et Isabelle d'Espagne, Alexis de Tocqueville, les grands courants politiques d'Occident, ceux de la Renaissance, mais aussi l'illumination et la Révolution française... Soit un torrent où il fallait trier .

Opposée à la construction d'une mosquée dans sa Toscane natale, elle se disait prête à « prendre de l'explosif pour la faire sauter ». Alors le jugement des media, en France notamment, se modifia. Accablés, ils constataient que « la » Fallaci était devenue de droite ! C'était donc une excessive, voire une fanatique. Elle se disait ouvertement une « athée chrétienne », c'est-à-dire comme non croyante mais très attachée à l'identité chrétienne de l'Europe. Elle souffrait de constater que l'Europe devenait l'Eurarabie avec la complicité d'une partie de l'Eglise. Elle cherchait les causes de cette soumission. En août 2005, elle avait été reçue par le pape Benoît XVI. Auparavant elle avait déclaré à propos de la crise de la civilisation occidentale : « *Je me sens moins seule quand je lis les livres de Ratzinger.... si une athée et un pape pensent les mêmes choses, il doit y avoir quelque chose de vrai* ».

◆ La franchise du ministre hongrois.

Aux dernières élections municipales, l'opposition de centre-droit en Hongrie a obtenu des succès notables en obtenant le contrôle de 18 des 20 assemblées départementales et 16 des 23 villes principales du pays. Le camp gouvernemental a néanmoins conservé Budapest. Ces élections ont eu lieu après deux semaines de manifestations de rue contre le Premier ministre Ferenc Gyurcsany (*Parti socialiste*) qui avait remporté les élections législatives en avril dernier. Ce chef de gouvernement a refusé de démissionner comme l'y invitaient régulièrement les

opposants depuis la diffusion d'une de ses déclarations faite en petit comité. Lors d'une réunion du groupe parlementaire socialiste tenue au bord du lac Balaton, le 26 mai dernier, M. Gyurcsany avait fait le point devant ses camarades, en ne cachant rien de ce qu'il pensait sur leur action commune. Entre autres vérités, il a reconnu : « Nous avons merdé, pas un peu, beaucoup. Personne en Europe n'a fait de pareilles conneries, sauf nous (*en laissant filer les déficits publics*)... Il est évident que nous avons menti tout au long des dix-huit derniers mois. Il est clair que ce que

nous disions n'était pas vrai. Nous n'avons rien fait depuis quatre ans, rien. Vous ne pouvez pas me citer une seule mesure gouvernementale dont nous puissions être fiers, à part le fait que nous nous sommes sortis de la merde à la fin (*en remportant les élections*) Le moment de vérité est arrivé. L'aide divine, les flux financiers internationaux, les centaines d'astuces comptables, dont vous n'avez pas à connaître l'existence, nous ont tous aidés pour survivre. Mais c'est fini. On ne peut pas aller plus loin.... » (*Le Monde*, 22/9/06).

La presse internationale a poussé les hauts cris en diffusant les extraits de ce discours. Dans leur pays, beaucoup de Hongrois ont été ulcérés d'avoir cru les promesses électorales et de découvrir le mépris où les chers députés socialistes les tiennent. On peut excuser leur naïveté. Ils ne pratiquent le jeu démocratique que depuis une quinzaine d'années et ils ont voulu croire que l'eldorado était à portée de main en votant pour un parti. En revanche, comment ne pas apprécier la franchise du Premier ministre devant ses camarades du parti ? Nous ne connaissons pas de responsables en Occident capables

de reconnaître publiquement les mensonges et les incompétences de son parti. Tous les ennuis actuels du Premier ministre viennent d'un enregistrement qui n'aurait pas dû se faire et encore moins être diffusé.

M.Gyurcsany est né en 1961 dans une famille modeste. Son ascension peut être qualifiée de fulgurante : passage aux *Jeunesses communistes* (dont il devient secrétaire en 1989) puis, après des études d'économie, il se lance dans les affaires. C'est le bon moment. Le système communiste s'effondre. Il est conseiller financier et fait fortune en une dizaine d'années. Il s'intéresse à la politique dans les années 2000 et devient le conseiller du Premier ministre Peter Medgyessy qu'il remplace en 2004 en se présentant comme un socialiste dynamique, au goût du jour, inspiré de l'exemple blairiste. Il avait promis de moderniser l'Etat-providence et de renflouer les finances publiques. Or il a augmenté les retraites, haussé les salaires, baissé la TVA. Face au centre-droit dirigé par Viktor Orban, il avait multiplié en avril les promesses intenables. Les Hongrois découvrent les joies de la démocratie.

◆ Islamisation.

Un sondage, effectué par le *Sunday Telegraph*, auprès des populations musulmanes de Grande-Bretagne, révèle que ce n'est pas du tout une minorité,

mais moins de 40 % des musulmans de ce pays, la plupart du temps « parfaitement intégrés », qui réclament que la *Charia* soit introduite dans la législation anglaise.

*Au cœur du Quartier Latin, dans une rue très calme
découvrez un hôtel de charme*

✠ **HÔTEL DU COLLÈGE DE FRANCE** ✠

★★ NC

7 rue Thénard, 75005 Paris

Tél (33) 01 43 26 78 36
Fax (33) 01 46 34 58 29

- 15 % aux lecteurs
de Lectures Françaises



La vie des livres

(Auteurs, librairies, éditions, etc.)

par Jérôme SEGUIN

📖 C'était il y a 50 ans! Pendant quelques jours (du 23 octobre au 5 novembre 1956), la population hongroise, ne pouvant plus supporter la dictature et le joug communistes, a tenté de se révolter pour retrouver sa liberté et son indépendance.

Hélas, ce mouvement a été anéanti, écrasé, broyé par la barbarie des chars soviétiques qui ont fait plus de 25 000 morts et provoqué l'exode de 200 000 Hongrois quittant et abandonnant à jamais leur patrie!

Ce fut un événement considérable car pendant ces deux semaines, des étudiants, des ouvriers, des femmes et de tout jeunes enfants ont tenu tête sans aucune autre arme que leur courage et leur héroïsme à une armada de 2 600 chars (dont plusieurs centaines furent détruits). Cette population a lutté seule, sans aucune aide extérieure, sans soutien, sans encouragements. Et si les correspondants de presse du monde entier, présents sur place, ont été bouleversés par cette épopée, la majorité des « grandes puissances » occidentales sont restées passives, se conduisant comme les complaisantes complices de l'écrasement final! Il est même avéré que les Etats-Unis, derrière le paravent de l'indignation, ont délibérément instrumentalisé cette tragédie, sous le couvert de l'ONU, pour en faire le test de leur volonté de coexistence pacifique!

Ah ! tous ces bons démocrates se sont montrés beaucoup plus prompts

quand il s'est agi, en d'autres circonstances, d'intervenir devant des situations dont les promoteurs étaient « idéologiquement incorrects ». Mais, en 1956, dix ans après la fin de la guerre, il n'était pas question de déplaire à Moscou, fut-ce au prix de dizaines de milliers de victimes innocentes!

Afin de mieux connaître cette fourberie occidentale et de saluer les héros hongrois de 1956, nous vous conseillons et recommandons la lecture du très beau et copieux livre de 816 pages d'**Henri-Christian Giraud : Le printemps en octobre. Une histoire de la révolution hongroise** (Ed. du Rocher).

📖 Nous avons, dans notre n°590 (juin), présenté la belle recension que notre collaborateur, Pierre Romain, avait consacré à la parution du tome 2 de **L'Encyclopédie politique française**, d'**Emmanuel Ratier** et qu'il achevait par ces termes: « C'est un résumé complet de l'histoire politique de la France. Donc le livre des livres, le livre des citations et références sur ces questions. Une rare réussite éditoriale ». Nous conseillons fortement à ceux qui ne l'ont pas lu de prendre connaissance de cet article, mais aussi de faire l'acquisition de cet indispensable usuel pour qui veut savoir qui est qui, dans le microcosme politique que les media manipulateurs s'ingénient à présenter sous un visage qui est loin d'être le reflet de la réalité.

Pour élargir le champ de connais-

ce de cette question, E. Ratier vient de rééditer le **Tome 1** (épuisé depuis plusieurs années) qui a été soigneusement revu et corrigé des petites erreurs qui avaient pu s'y glisser et qui couvre les années 1981 à 1992. Ainsi avons nous désormais à notre disposition, ce panorama exceptionnel de la vie politique française pendant le dernier quart de siècle que nous venons de vivre... Il n'y manque pas grand chose et l'on y trouve les réponses à presque toutes les questions que l'on peut se poser (Ed. Faits et Documents).

📖 S'il est un livre qui devrait faire « beaucoup de bruit » dans les semaines et les mois à venir, c'est bien celui d'**Hervé Ryssen: Psychanalyse du judaïsme**. Il s'agit en effet de l'ouvrage le plus fracassant pour expliquer ce qu'est le messianisme juif.

Il rappelle que le judaïsme n'est pas seulement une religion, mais aussi un projet politique visant à la suppression des frontières et à l'unification de la terre. Cette espérance se confond chez les Juifs, avec l'attente d'un Messie. Tout doit être mis en oeuvre pour préparer sa venue, ce qui explique pourquoi les Juifs travaillent sans relâche à la constitution de l'Empire global.

Hervé Ryssen n'hésite pas à aborder ici un sujet tabou, dans lequel il ne fait que reproduire, reprendre et présenter, sous forme d'une stupéfiante synthèse, des propos et des thèses qu'il a découverts dans des publications juives. Il est probable que son contenu ne conviendra pas aux tenants du « politiquement correct » et que tout soit mis en oeuvre pour entraver la vente et la diffusion.

Il est recommandé d'en faire l'acquisition sans tarder.

📖 En 1993, **Francis Bergeron** avait publié un *Guide des grands livres de l'homme de droite* dont le choix s'était arrêté volontairement aux ouvrages parus jusqu'en 1980. Il répertoriait près de 500 titres de livres « pestiférés » et anti-conformistes étouffés par la conspiration du silence et le terrorisme intellectuel imposé depuis 1945 par ceux qui téléguident et manipulent l'opinion. Ce très précieux répertoire, publié à compte d'auteur et à petit tirage, s'est très rapidement épuisé.

Reprenant cette base, **Philippe Randa** a poursuivi et complété le choix jusqu'à l'an 2000 et vient de le faire paraître sous le titre de **Dictionnaire commenté de livres politiquement incorrects**. Il comprend désormais 600 titres écrits par 400 auteurs pour lesquels figurent (dans la mesure du possible) une biographie et une photographie. On y trouve également les reproductions d'un certain nombre de couvertures. Pour chaque volume figure en plus une évaluation du prix auquel il est actuellement côté.


Au total, ce gros volume de 860 pages est un indispensable document que doit posséder tout bon bibliophile anti-conformiste, soucieux de réunir des livres qui seront, pour les générations futures, un témoignage précieux d'une époque dont le courant idéologique et intellectuel risque d'être de plus en plus sévèrement persécuté et pourchassé par la « police de la pensée ».

C'est en même temps une base essentielle à partir de laquelle tout amateur de livres peut se constituer une excellente bibliothèque (il est encore possible de se procurer une bonne partie d'entre eux).

Un petit inconvénient toutefois : les ouvrages sont présentés dans l'ordre chronologique de leurs années de

parution (de 1784 à 2000), ce qui rend les recherches un peu longues lorsqu'on veut retrouver un ouvrage précis. Mais cela présente aussi un bon côté: en consultant et feuilletant ces pages pour y trouver ce qu'on y cherche, on y fait des découvertes inattendues et on y apprend beaucoup, même pour ceux qui « baignent » et travaillent dans les livres de droite depuis 40 ans!

Un reproche également : il est dommage qu'il y ait trop de coquilles, petites erreurs et oublis! (Ed. Dualpha).

 Nous avons toujours tenu à appliquer les conseils qu'Henry Coston nous a prodigués en même temps qu'il nous céda *Lectures Françaises* : en période électorale, nous ne donnons pas de consignes de vote, considérant que les analyses et informations que nous publions chaque mois dans notre revue sont des éléments largement suffisants pour permettre à nos abonnés de déterminer leur choix lorsqu'ils se trouvent dans l'isoloir.

Nous jugeons utile de faire ce rapide rappel avant de présenter deux ouvrages consacrés à des personnalités politiques dont la présence ne passera pas inaperçue pendant les quelques mois qui nous séparent des élections du printemps prochain.

Depuis plus de 30 ans (son premier livre, *Les corrompus*, est paru en 1971), **Jean Montaldo** s'attache à décrire les pratiques honteuses et peu reluisantes des princes qui nous gouvernent. Il a consacré à cette quête quinze livres accusateurs qui ne lui ont jamais valu aucune poursuite judiciaire (c'est dire si ce qu'il avance, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, est étayé sur des preuves et des documents tangibles).

Après les scandales des « années Mitterrand » (voir *Mitterrand et les 40 voleurs*, paru en 1994), Montaldo avait naïvement pensé trouver en Jacques Chirac un « Monsieur propre » et un « possible sauveur d'une France affaiblie si ce n'est deshonorée par tant de vilenies (...). Nous attendions de lui qu'il déclare prioritaire la lutte contre la corruption, mal endémique qui mine la démocratie ».

Hélas, il lui a bien fallu se rendre rapidement à l'évidence : rien n'a changé, pire encore, tout s'est aggravé ! Montaldo a perdu ses illusions, mais non sa véhémence pour dénoncer les scandales, corruptions, détournements de fonds considérables et autres innombrables affaires troubles qui jalonnent le parcours chiraquien depuis 1995! L'heure est alors venue pour lui d'ouvrir, un à un, les dossiers noirs de l'ère Chirac et de montrer « comment ce clone de Mitterrand a dépassé son maître »! Il a consacré à cette nouvelle dénonciation les 456 pages de son dernier livre **Chirac et les 40 menteurs...** (Ed. Albin Michel).

Il est un autre homme politique qui fait parler de lui, mais pour des motifs beaucoup plus louables que le précédent : **Philippe de Villiers**. C'est un curieux personnage qui est mal perçu et mal présenté par les media qui manipulent l'opinion et qui ne l'aiment pas beaucoup car c'est un électron libre parfois anticonformiste. Mais en même temps, il lui est difficile de se défaire d'attaches qui le relient à la famille politique dans laquelle il a longtemps frayed (il fut secrétaire d'Etat à la Culture en 1986, délégué de l'UDF, allié à Charles Pasqua, et reste aujourd'hui député européen et président du Conseiller général de Vendée). Si bien qu'à chaque élection, il s'oppose à la droite libérale avec des argu-

ments bien affirmés mais ne peut s'empêcher, au tour suivant, de conseiller à ses électeurs de reporter leurs voix sur le candidat contre lequel il vitupérait quelques semaines auparavant! Il y a vraiment là de quoi déconcerter!

Eric Branca et Arnaud Folch ont essayé d'y voir clair dans cette personnalité en publiant une grosse biographie de 470 pages sous le titre **Le mystère Villiers** dans laquelle ils brosent le portrait de cet homme à quelques encablures du grand affrontement de 2007, mais établissent aussi un état des lieux de la droite « à la veille de la grande alternance » (Ed. du Rocher).

Deux journalistes, **Monique Cara** et **Marc de Jode**, viennent de publier un **Dictionnaire des francs-maçons illustres** qui nous laisse un peu perplexes.

Il répertorie 300 noms de personnalités de tous temps et de tous pays qui se sont retrouvés, disent les auteurs, réunis dans ce livre car, sous l'apparence d'une « incroyable variété », ils eurent en commun « un des ressorts les plus puissants, les plus anciens, les plus forts de la maçonnerie, à travers toute son histoire : le rêve, l'utopie de construire, ici et maintenant, un monde plus juste, plus sage, plus beau. Avec leurs contraintes, leurs limites, leurs qualités, leurs défauts, leurs fulgurances et leurs erreurs, tous se sont efforcés de rendre possible une autre vision du monde » (sic!).

Les notices biographiques de chacun des intéressés nous paraissent approximatives, certains sont mentionnés dans cette nomenclature tandis qu'aucune preuve ne peut être avancée confirmant leur affiliation maçonnique

(tels Giscard d'Estaing ou De Gaulle). Nous y trouvons des noms inattendus comme Maurice Barrès ou la comtesse de Ségur, à propos de laquelle il est dit: « Les références maçonniques glissées dans ses oeuvres, notamment *Le Général Dourakine*, proviennent de son entourage familial » (il est alors précisé que son père et son mari étaient initiés).

Considérons que ce livre est un aimable amusement que l'on consulte par curiosité mais auquel on ne peut attacher aucun crédit (Ed. Dervy).

Dans l'hommage que nous avons rendu à **Vladimir Volkoff**, dans notre n°582 (octobre 2005), peu après sa mort survenue le 14 septembre, nous rappelions ses propres paroles attestant son attachement à venir très fidèlement, presque chaque année aux *Journées Chouannes* du mois de septembre.

Et Jean Auguy ne manquait jamais une occasion de souligner chez Volkoff le fait que cet écrivain, de renommée nationale et internationale, était le seul à oser s'afficher publiquement auprès de nous, sans que cela le gêne en quoi que ce soit. La preuve qu'il fut tout de même hors du commun, c'est que la célèbre collection **Dossier H** (des éditions L'Age d'Homme) avait déjà projeté, en mai 2005, de lui consacrer un volume « anthume » (de son vivant), sans imaginer, bien entendu, qu'il allait disparaître 4 mois plus tard. Il faut rappeler, en effet, que tous les volumes publiés dans cette prestigieuse collection sont parus après la mort des auteurs concernés.

Ce magnifique volume de 410 pages (format 21 x 27 cm) est sorti au printemps 2006, conçu et dirigé par Lydwine Helly.

Il contient une foule de documents et d'informations peu connus (photographies inédites, correspondances, dessins, manuscrits...) provenant des archives familiales ainsi que les témoignages et hommages d'une quarantaine d'écrivains dont la plupart furent plus des amis que des confrères. Rappelons tout de même que Vladimir Volkoff est l'auteur d'une centaine d'ouvrages écrits en moins de quarante ans. C'est assurément, un des « monuments » de la littérature de la deuxième moitié du XX^e siècle en France qui s'est exprimé dans la plupart des genres: romans, essais, théâtre, nouvelles, récits historiques, enquêtes, études de mœurs. Un tel hommage rendu dans ce gros *Dossier* est amplement mérité.

📖 Après avoir lu quelques-uns de ses poèmes, on se demande pourquoi **Louis de Condé** a attendu 40 ans avant de les réunir en un beau volume de plus de 300 pages et les publier ! Et puis en avançant dans la lecture et la consultation de ce livre, nous y trouvons la réponse dans un texte en prose, intitulé « *Présentation* » qu'il a placé dans les dernières pages de son recueil, peu avant une émouvante postface du colonel Argoud ! Il me semble préférable de n'en rien dévoiler afin de laisser au lecteur le plaisir de le découvrir...

Louis de Condé avait 20 ans en 1959 lorsqu'il s'engagea comme élève-officier chez les Parachutistes coloniaux, avant de choisir de rentrer à la Légion étrangère, en Algérie dans les années soixante. Il prit part au putsch d'avril 1961 puis intégra l'OAS algéroise et fit partie du commando de Jean Bastien-Thiry au Petit-Clamart. Recherché par la police, il resta clandestin jusqu'au 26 mars 1965, date de son arrestation. Il

connut alors 19 mois d'incarcération à Fresnes dans la cellule des condamnés à mort, avant d'être envoyé au pénitencier de l'île de Ré, d'où il fut libéré par l'amnistie de 1968.

Durant ces années de « pensionnat » dans les geôles gauliennes, il a surmonté son désœuvrement en écrivant des dizaines de poèmes dont il vient de publier la plupart dans un recueil qu'il a intitulé **Voyages**, par allusion, tant aux périples qu'il avait effectués avant son arrestation, qu'aux rêves d'évasion qu'il eut pendant ses années d'incarcération. Hélas, Il n'a pas pu y intégrer les poèmes politiques, les plus engagés, qui lui ont été dérobés lors d'une perquisition policière de sa cellule à Saint-Martin-de-Ré !


Plongez-vous dans ces pages, vous vous délecterez de rythmes, de rimes, de jeux de mots, de verbes alliés aux épithètes et de tant de tournures élégantes de notre belle langue française.

Les générations de Louis de Condé y revivront avec nostalgie ces années 60 qu'il évoque avec talent et les plus jeunes y découvriront de quoi goûter la versification !

Nos amis Alain Sanders et Jean Cochet de *Présent* ont été emballés par ce livre et n'hésitent pas à comparer ces écrits de prison à ceux des plus grands de la littérature française : Villon, Marot, Chénier, Verlaine, Brasillach... « *Condé use avec virtuosité de toutes les formes de l'art poétique pour rassembler les événements épars de son existence en un harmonieux et somptueux bouquet de poèmes de tous coloris et de toutes teintes* » (J. Cochet).

L'ensemble est habillé d'une belle livrée: sobre couverture semi-rigide, 14 photographies dont 5 en couleurs, tirage limité à 1 000 exemplaires numé-

rotés sur papier vélin. L'éditeur en est l'auteur lui-même, qui est expert en livres anciens, installé à Vichy depuis 1979 (Librairie de La Tour).


 Nous apprenons le décès de **Robert Desroches**, le 5 septembre dernier.

Militant OAS, il est resté emprisonné pendant trois ans. Après avoir purgé sa peine, il s'installa quelque temps comme éditeur et libraire dans le quartier latin à Paris, à la *Librairie de l'Amitié*. Cette dernière avait été créée, en 1966, par la famille Gingembre; elle était une émanation des *Editions Saint Just* qui publiaient la revue *Europe Action*, animée par Dominique Venner (on peut estimer que ce fut là le point de départ du courant de la "nouvelle droite"). C'est ainsi que Desroches (ayant repris cette librairie en 1967) fut, en 1969, l'éditeur du deuxième tome des *Mémoires de Porthos (Le roman noir de la droite française)* d'Henry Charbonneau (dont le tome I était paru deux ans auparavant aux Editions du Clan, dirigées par François Brigneau, qui cessèrent leurs activités et dont une partie des ouvrages publiés ont été repris par Desroches).

Ces Mémoires ont été rééditées en 1981 par la *Librairie Française*, puis de nouveau en 1999/2000 (coédition *Le Trident – Ed. de Chiré*). Elles sont actuellement proposées par la librairie DPF au tarif exceptionnel de 14 € chaque tome (au lieu de 22,70 €) ou **23 €** les deux ensemble (valeur **45,40 €**, soit une réduction de près de 50 % !). Profitez en pour acquérir et lire ces souvenirs truculents des tribulations de la droite française de 1920 à 1945, écrite par l'un de ses principaux acteurs à cette époque

(**Attention** : offre limitée dans le temps).

Rappelons que pendant son incarcération, R. Desroches fut compagnon de cellule d'Albert Spaggiari, l'auteur, en 1976, du fameux casse de la Société Générale à Nice. Ayant conservé avec lui les liens d'amitié tissés en prison, il avait organisé son évasion, sa cavale en France et sa fuite vers l'Amérique Latine !

 Nous signalons la naissance d'un nouveau confrère : **La Voix des Francs catholiques** (n°1, juillet 2006, BP 80, 33410 Cadillac. Abonnement : 30 €. Etranger : 50 €). C'est une publication trimestrielle, format 14,5 x 20,5 cm de 60 pages qui se présente comme « l'organe de diffusion des Editions Saint-Rémi ».

Au sommaire de ce numéro 1 figurent trois études : De la prédilection divine de la France – L'évolution, une théorie en crise, reprenant le titre d'un célèbre livre de Michael Denton – Joseph de Maistre.

Cette maison d'édition s'est spécialisée, depuis quelques années, dans la réimpression en fac-similé d'une grande quantité de livres catholiques qui étaient devenus très difficiles à trouver (c'est ainsi qu'en 8 ans, 600 titres ont été réédités).

Selon son directeur Bruno Saglio, cette action est menée pour se « battre contre l'invasion des mauvais livres et des mauvais maîtres. Il faut prendre conscience de l'urgence de reconstituer ces bibliothèques familiales ou scolaires que l'on trouvait autrefois dans les bonnes familles et les bonnes écoles ».

En tant que professionnels du livre, nous nous permettons deux ou trois observations au sujet de ces réimpres-

sions. Elles sont certainement utiles, car elles permettent de mettre à la disposition du public ces excellents livres qui resteraient enfouis dans les oubliettes, en mettant à profit l'utilisation des technologies modernes de l'informatique. Mais en tant que professionnels du livre, nous considérons que l'on ne peut leur appliquer la dénomination d'édition, mais plutôt celle de reproduction de textes utiles pour la curiosité. Et la culture d'une minorité de lecteurs.

Un éditeur se doit de mettre à la disposition du public des livres tirés en nombre suffisant pour répondre à la demande des lecteurs, et les faire connaître par une publicité nécessaire afin de susciter les achats et les commandes. De plus, il se doit de proposer des ouvrages bien présentés et clairement lisibles. Or, il faut bien reconnaître que les réimpressions contemporaines de livres anciens sont souvent d'une qualité moyenne (carac-

tères d'imprimerie quelquefois difficiles à lire, présentation serrée et peu agréable, brochage par feuilles encollées parfois défectueux entraînant des pages qui se détachent, etc).

Enfin, en tant que libraires, les tirages étant effectués (par souci d'économie) en nombres limités, au fur et à mesure des demandes, nous nous trouvons confrontés à des délais de livraison qui mécontentent les clients qui, eux, demandent à recevoir très rapidement leurs commandes. Cette technique de reproduction des textes est assurément utile, mais par déontologie professionnelle, nous demandons à ses promoteurs et utilisateurs de ne plus lui appliquer le terme d'édition!

Nous savons que ces quelques propos vont provoquer mécontentements et grincements de dents mais nous tenions à les exprimer pour la défense de notre profession !

Jean CAUNES

Nous venons d'apprendre l'annonce de la mort de Jean CAUNES au début du mois d'octobre, à l'âge de 73 ans.

Très jeune, il milita à l'Action Française, dont il devint le président de la section des étudiants toulousains. Puis il s'engagea pour aller combattre en Algérie comme sous-lieutenant d'Infanterie de Marine. Là, il entra en dissidence et devint un des plus farouches défenseurs de l'Algérie française, en participant à la formation du réseau OAS-métro dans le Sud-Ouest.

Arrêté en 1961, il réussit à s'évader de la prison du Mont-de-Marsan avec Nicolas Kayanakakis. Condamné par contumace à 20 ans de détention, il poursuivit son action clandestine jusqu'en 1964, quand il fut de nouveau interpellé et incarcéré à l'Île de Ré jusqu'à l'amnistie de 1968.

Après sa libération, il participa à la fondation du Mouvement Jeune Révolution (MJR), puis créa Le Livre Poste, librairie par correspondance et maison de diffusion de livres politiquement et historiquement « incorrects ». C'est à cette époque que nous avons bien connu Jean Caunes et sa femme Marie-France (qu'il avait épousée en prison et qui est morte au mois de mai 2002) avec qui nous avons travaillé en excellente entente pendant plusieurs années, avant qu'il mette fin à son activité, affaibli par le mal (cancer) qui allait l'emporter.

Index

Cet index, non exhaustif, mentionne les noms, sujets et thèmes traités dans ce numéro ou faisant l'objet d'un certain développement (ne figurent pas ici les noms qui sont simplement cités). Les titres de journaux et associations ou de livres sont en italiques. Le signe (*) indique un journal ou une association dont est mentionnée l'adresse.

<i>Action Française 2000</i>	Démographie	11-14	Hongrie	52-53,54	Prefets	42
(L')(*)	Desroches (Robert) †	59			<i>Présent</i> (*)	6,39
<i>Astrapi</i>	Dhimmitude	3	<i>Institut français des relations</i>			
Allègre (Claude)	Dialogue social	28-30	<i>internationales (IFRI)</i>	18	<i>4 Vérités-Hebdo (Les)</i> (*)	33
Allemagne			<i>Institut Montaigne</i>	17		
<i>Alliance Sociale</i> (*)	<i>Echelle des valeurs (L')</i> (*)	31	<i>Institut des relations inter-</i>		<i>Radio-Courtoisie</i> (*)	4-6,36
Allocations familiales			<i>nationales et stratégiques</i>		Randa (Philippe), cf. Ber-	
12-13,29-30,45	<i>Echo des Français rapatriés</i>		<i>(IRIS)</i>	16-17	geron Francis.	
<i>As de Trèfle (L')</i> (*)	<i>d'Outre-Mer (L')</i> (*)	32	Internet	25-27	Ratier (Emmanuel) : <i>En-</i>	
Attac	Ecole à domicile	39	Islamistes	41	<i>cyclopédie politique</i>	
Augarde (Jacques) †	Ecoles privées (sous contrat)	43-44			<i>française</i>	54-55
Autriche			Judaïsme	55	Rebsamen (François)	20-21
	Editions Saint-Rémi	59-60			Redeker (Robert)	41
Bayard (Groupe)	Education Nationale	21-24	Ka (Tribu)	44	<i>République des idées (La)</i>	16
Bébéar (Claude)	<i>Education Solidarité</i>				Réseaux d'influence	15-18
Bergeron (Francis) et Randa	<i>(Association)</i> (*)	37	Lamy (Pascal)	17	Réservoirs d'idées	15-18
(Philippe) : <i>Dictionnaire</i>	Elections présidentielles	47-48	<i>Librairie de l'Amitié</i>	59	Retraites	43
<i>commenté de livres politi-</i>			Livres incorrects	55	Riaumont	38
<i>quement incorrects</i>	<i>Enjeux</i>	32	Lutte des classes	28-30	<i>Rivarol</i> (*)	36
Boniface (Pascal)	Enseignement	21-24			Rocquemaurel (Gérald de)	7-8
Branca (Eric) et Folch (Ar-	<i>En temps réel</i>	16	Maires	43-44		
aud) : <i>Le mystère Villiers</i>	<i>Epées (Les)</i> (*)	37	Mao Tsé TOUNG	36	Rosanvallon (Pierre)	16
			Media	7-10	Royal (Anne-Christine)	33-34
	Fabius (Laurent)	8	Mennuci (Patrick)	19-20	Royal (Famille)	34
Budapest 1956	Fallaci (Oriana) †	51-52	<i>Minute</i> (*)	5,33	Royal (Ségolène)	
	Famille	11-14	Moniteur de Port Tounens		1-3,8-10,19-21,34	
Cagnon (André) †	Ferré (Jean) †	4-6	(Le) (*)	39	Ryssen (Hervé) :	
<i>Cahiers de l'Indépendance</i>	Follet (René)	37	Monopoles d'Etat	33	<i>Psychanalyse du judaïsme</i>	55
(Les) (*)	<i>Fondation Copernic</i>	16	Monspey (Alain de) : <i>Un</i>			
Caisse Nationale d'allocation	<i>Fondation Gabriel Péri</i>	16	<i>drame et un enterrement</i>	35	Sarkozy (Nicolas)	1-3,22
familiales (CNAF)	<i>Fondation Jean Jaurès</i>	16	Monspey (Madame de) †	35	Sécurité Sociale	28-30
Candidats aux élections	<i>Fondation pour l'innovation</i>		Montaldo (Jean) : <i>Chirac et</i>		Services publics	33
47-48	<i>politique</i>	18	<i>les 40 menteurs</i>	56	Sire-Marin (Evelyne)	16
Cara (Monique) et Jode	<i>Fondation Robert Schuman</i>	17	Monteclair (Thierry de)	18	Souverainistes	36
(Marc de) : <i>Dictionnaire</i>			Montebourg (Arnaud)	9	Suède	49
<i>des francs-maçons illustres</i>	Forest (R.P. André)	39	<i>Mouvements religieux</i> (*)	37	Syndicalisme	28-30
	Franc-maçonnerie	57	Musulmans	34		
	Frelichowski (Abbé Etienne-	38			Télévision	7-10,32-33
Carmignac (Abbé Jean)	Vincent)		Natalité	32	<i>Tralalire</i>	25
38			<i>Nef</i> (*)	31	Tribu Ka	44
Caunes (Jean) †	Giraud (Henri-Christian) : <i>Le</i>		« Néo-Nazis »	49-50	Turquie	32-33,34
60	<i>printemps en octobre; Une</i>		Nikonoff (Jacques)	46		
Cercles de réflexion	<i>histoire de la révolution</i>	54	<i>Notre-Dame de Gausan</i>		Venner (Dominique)	59
15-18	<i>hongroise</i>		<i>(Abbaye)</i> (*)	39	<i>Vérités bruxelloises</i> (*)	33
Charbonneau (Henry) : <i>Les</i>	Giuliani (Jean-Dominique)	17	<i>Notre Europe</i>	17	Villiers (Philippe de)	56-57
<i>Mémoires de Porthos</i>	Gori (Marcel) †	32			Villoutreys de Brignac	
59	Grand Orient de France	15	Parinaud (André) †	37	(Comte Arnaud de)	37-38
Chirac (Jacques)	Grande Loge Nationale		Partis politiques (suppres-		Violence	42
56	française	17	sion des)	31	<i>Voix des Francs catholi-</i>	
<i>Citadelle de l'Espérance</i>	Gyurcsany (Ferene)	52-53	Patagonie	39	<i>ques (La)</i> (*)	59-60
(*)			Paye (Jean-Claude)	18	Volkoff (Vladimir)	57
Clin d'oeil (Le) (*)	Hachette Filipacchi Medias	7-10	<i>Petite Lanterne (La)</i> (*)	32		
35			Philippe (R.P. Marie-		Weil (Simone)	32
<i>Club de l'Horloge</i>	Herculanum	38	Dominique) †	30		
18	<i>Homme Nouveau (L')</i> (*)	39	<i>Phosphore</i>	25		
Clubs						
15-18						
Condé (Louis de) : <i>Voyages</i>						
58						
<i>Confrontation Europe</i>						
16						
Corée						
50-51						
<i>Courrier de Tychique (Le)</i>						
(*)						
34						
<i>Credo</i> (*)						
38						
Debbouze (Jamel)						
45-46						

Campagne spéciale 2006

Cahiers de Chiré



Jusqu'au 31 décembre 2006

**une campagne spéciale
vous permettra de recevoir
en cadeau le Cahier de Chiré n° 21.**

(ou un autre n° à votre choix)

**Profitez de cette occasion pour
vous procurer de bons livres.**

**Utilisez cette possibilité
pour acquérir tout de suite
les ouvrages que vous offrirez
en fin d'année.**

SOMMAIRE COMPLET

PROPOS LIMINAIRE (par Jean Séchet et Jean Auguy) : un dossier de 50 pages donne une rétrospective (illustrée de 33 photographies) de 40 années d'activités à Chiré — ALGOUD (François Marie) : Jean Auguy et Charles Maurras — BERGERON (Francis) : A Chiré, quinze ans de suite — CASTAY (Louis) : Témoignage — FONTAINE (Louis et Eliane) : Souvenirs d'une ancienne et modeste alliance — FRELON (Didier) : Témoignage — GOLLNISCH (Bruno) : Témoignage — MOUTON-RAIMBAULT (Claude) : Quarante ans : nombre biblique. Verrons-nous le bout du tunnel ? — PERREL (Luc) : Le complot — PONCINS (Michel de) : Anniversaire d'un succès dans la liberté — PROHOM (Marc) : Un quart de siècle en librairie — RAFFARD DE BRIENNE (Daniel) : Chiré, point d'appui de la reconquête — SARLON-MALASSERT (Michel) : 1966-2006 : quarante ans de décadence française — SIMOULIN (Mère Anne-Marie) : Témoignage — SIMOULIN (Abbé Michel) : Témoignage — Quelques lettres d'encouragement (R.P. Maurice Avril, Guy Francheteau, Xavier Martin, Jean Raspail, M. l'abbé Philbert Rigault) — BASTIER (Jean) : La lecture, un art de vivre — HAMBLLENNE (Jean-Pierre) : Conseils pour trouver de bons livres — MAUGENDRE (Jean-Pierre) : L'importance de la formation doctrinale — PALADILHE (Dominique) : Les malheurs de la lecture — PINOTEAU (Hervé) : De la résistance en attendant l'offensive — ALCADER (Jean) : Relativisme, christianisme et islam — ARGOUARC'H (R.P. Jean-Paul) : Pour le colonel Jean Bastien-Thiry — BERNARD (François) : Les droits et devoirs — CAGNAT (Michel) : Survol personnel des 45 dernières années de l'histoire de France — CHIRON (Yves) : Relire Barruel — DEHAN (Nicolas) : De l'usage de l'épée — DELAS (Gérard) : Combat d'un capitaine pour la jeunesse de France — DUGAS (Cécile) : L'archange Brasillach — ESCHBACH (Henri) : L'homme est un héritier — FONTAINE (Rémi) : De Péguy à Soljénitsyne — GALABRU (André) : « Vive le Québec libre ! » — GUILLEMAIN (Benjamin) : Catholicisme social et économie — LAMBERT (Henri-Charles) : Le procès de Louis XVI — LAMBERT DE LA DOUASNERIE (Dominique) : Un brave de Jallais, René Anselme Godineau — le GROIGNEC (Jacques) : Allocution prononcée sur la tombe du maréchal Pétain — LEPERVANCHE (François) : Doctrine de l'Eglise — MARZIAC (R.P. Jean-Jacques) : Le drame intérieur d'un Missionnaire de Côte d'Ivoire — TEXIER (Alain) : Supplique — TABLE DES MATIÈRES des Cahiers n° 1 à 21 (première série, 1986-2006) — TABLE DES MATIÈRES du Cahier n° 21

**Pour tous renseignements et connaître les modalités
d'attribution de ces Cahiers, écrivez à :**

SA D.P.F. – BP 1 - 86190 Chiré-en-Montreuil
Tél. : 05 49 51 83 04 - Fax : 05 49 51 63 50



6,50 €

00103930